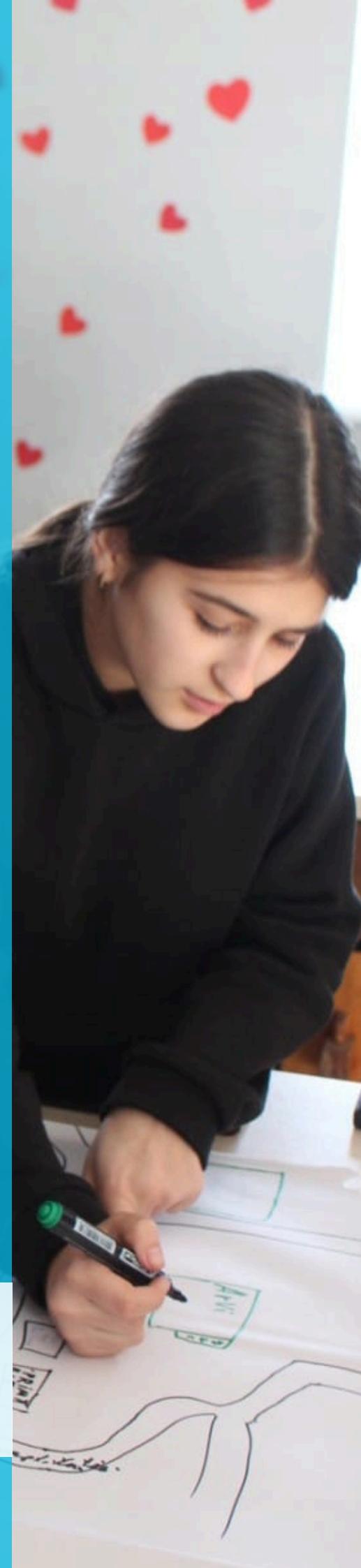




PERSPECTIVES DES ANIMATEUR*ICES JEUNESSE SUR LEURS BESOINS, PRÉFÉRENCES, DÉFIS ET SUR CE QUI LES MOTIVE ET LES FORME À S'ENGAGER DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE

RAPPORT COMMUN: CZ, DE, FR, RO.

Erasmus+ 2024-1-RO01-KA220-YOU-000250540



Co-funded by
the European Union

Titre: Perspectives des animateur*ices jeunesse sur leurs besoins, préférences, défis et sur ce qui les motive et les forme à s'engager dans la vie démocratique. Rapport commun

Projet: ENGAGE - Empowering Next Generation Advocates for Global Education

Programme: Erasmus+

Type d'action : KA220-YOU - Cooperation partnerships in youth (KA220-YOU)

Grant agreement number: 2024-1-RO01-KA220-YOU-000250540

Auteur*ices :

BiancaBalea, PhD., Fundatia Noi Orizonturi Lupeni, Romania – www.noiorizonturi.ro

Contributeur*ices

Fundatia EuroEd, Romania – www.euroed.ro

AWO International e.V., Germany – www.awointernational.de

INEX- Sdruzeni Dobrovolnych Aktivit Z S, Czechia – www.inexsda.cz

Relais Ouverture Echanges Linguistiques, France - www.roudel.org

©Copyright: Le consortium du projet Erasmus+ project ENGAGE - Empowering Next Generation Advocates for Global Education

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication reflète uniquement les opinions de l'auteur*ice, et la Commission ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations présentées dans ce document.

Table des matières

I. INTRODUCTION

II. CONCEPTION DE LA RECHERCHE

- 2.1 Objectifs et questions de recherche
- 2.2 Aperçu de la méthodologie
- 2.3 Échantillonnage
- 2.4 Recueil des données
- 2.5 Analyse des données
- 2.6 Considérations éthiques et contraintes

III. ANIMATEUR*ICES JEUNESSE : CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

3.1. Profil des participant*es

- 3.1.1. Aperçu démographique
- 3.1.2. Éducation et champ d'études
- 3.1.3. Expérience professionnelle et contexte de travail auprès des jeunes
- 3.1.4. Travail auprès de groupes de jeunes spécifiques

3.2. Connaissances et formation

- 3.2.1. Lien entre la formation, la pratique et les priorités dans l'animation des jeunes
- 3.2.2. Confiance dans l'éducation des jeunes sur différents thèmes

3.3. Défis dans le travail avec les jeunes

- 3.3.1. Défis pour les jeunes selon les animateur*ices jeunesse
- 3.3.2. Obstacles dans le travail avec les jeunes
- 3.3.3. Méthodes pour motiver les jeunes
- 3.3.4. Défis dans la promotion de l'inclusion parmi les jeunes
- 3.3.5. Méthodes pour promouvoir l'inclusion parmi les jeunes
- 3.3.6. Groupes de jeunes difficiles à impliquer dans des activités du point de vue des animateur*ices jeunesse

3.4. Besoins et préférences en matière de formation

- 3.4.1. Sujets d'intérêt
- 3.4.2. Formats de formation et approches pédagogiques préférés
- 3.4.3. Contenus ou activités de formation préférés
- 3.4.4. Obstacles et incitations à l'accès à la formation professionnelle continue
- 3.4.5. Intérêt pour la participation à des expériences internationales et besoins

3.5. Résultats principaux et remarques finales

IV. JEUNESSE – CONCLUSION ET PERSPECTIVES

4.1. Profil des participant*es

- 4.1.1. Aperçu démographique
- 4.1.2. Éducation, situation professionnelle et contextes et difficultés déclarés

4.2. Engagement et participation civique chez les jeunes

- 4.2.1. Participation civique
- 4.2.2. Qu'est-ce qui motive les jeunes à s'engager dans des activités civiques ?
- 4.2.3. Participation dans des organisations de jeunesse
- 4.2.4. Expérience dans l'interaction avec des animateur*ices de jeunesse
- 4.2.5. Obstacles à la participation civique
- 4.2.6. Soutien nécessaire pour renforcer l'engagement des jeunes

4.3. Connaissance et méthodes d'apprentissage

- 4.3.1. Principales sources d'information et d'apprentissage
- 4.3.2. Éducation et sensibilisation des jeunes aux valeurs européennes et à la démocratie

4.4. Expérience dans l'apprentissage du leadership chez les jeunes; de l'engagement civique et de l'inclusion

- 4.4.1. Expériences d'apprentissage : participation et intérêt
- 4.4.2. Intérêt pour un sujet spécifique
- 4.4.3. Obstacles à la participation à des activités d'apprentissage
- 4.4.4. Soutien nécessaire pour participer à des activités d'apprentissage

4.5. Inclusion et appartenance

- 4.5.1. Incidence de l'exclusion sociale et raisons perçues
- 4.5.2. Perceptions du respect et de l'écoute et attitudes envers les communautés inclusives
- 4.5.3. Changements pour les communautés inclusives

4.6. Résultat principaux et remarques finales

V. CONCLUSIONS FINALES ET REMARQUES : ANIMATEUR*ICES JEUNESSE ET JEUNES

- 5.1. Aperçu des conclusions tirées à partir des réponses des animateurs jeunesse et des jeunes
- 5.2. Domaines prioritaires pour le soutien, la formation et l'inclusion
- 5.3. Recommandations pour la pratique et les politiques

I. INTRODUCTION

Le présent rapport a été élaboré dans le cadre du projet ENGAGE - Empowering Next Generation Advocates for Global Education, cofinancé par la Commission européenne au titre du programme Erasmus+, KA220-YOU- Partenariats de coopération dans le domaine de la jeunesse, réf. n° : 2024-1-RO01-KA220-YOU-000250540.

Le projet ENGAGE, qui s'adresse aux animateur*ices de jeunesse (AJ), répond à un besoin existant en leur proposant une formation en ligne et des formations internationales et nationales sur les valeurs de l'UE, la diversité culturelle, l'inclusion, la justice sociale et l'engagement civique. Il leur apporte les connaissances et les compétences nécessaires pour guider et encadrer efficacement les jeunes dans divers aspects du développement personnel et de la citoyenneté active. Le projet est motivé par la volonté de former des citoyennes et citoyens informées, compétentes et socialement responsables grâce à une approche globale du développement des jeunes.

L'objectif principal du projet ENGAGE est de développer des ressources et des actions afin de fournir aux animateur*ices de jeunesse (AJ) les connaissances, les compétences, les méthodologies et les outils nécessaires pour sensibiliser les jeunes aux processus démocratiques et aux valeurs européennes. Il vise également à les sensibiliser à la diversité et à l'importance de l'inclusion en Europe, et à garantir que tous les jeunes, y compris les personnes en situation de handicap et de vulnérabilité, aient des opportunités égales.

Le présent rapport commun s'appuie sur les conclusions des recherches menées par le consortium du projet afin de définir les bases du projet. Même si la candidature au projet a été soumise avec une motivation solide et une identification des besoins, pour le développement des résultats du projet, en particulier la stratégie d'implication, le cours en ligne et les actions directes avec le groupe cible, le partenariat a jugé essentiel de mettre en œuvre, dès le début du projet, des activités de recherche visant à impliquer le groupe cible direct afin d'identifier les besoins, les préférences et les défis des animateur*ices jeunesse liés au sujet.

Obtenir des informations sur leur expérience, connaissances, compétences, formation, les stratégies qu'ils utilisent pour motiver les jeunes, les sensibiliser à l'inclusion et à la diversité ou les thèmes qu'ils aimeraient aborder dans le cours de formation proposé par le projet aidera les partenaires du projet à adapter efficacement le programme de formation aux besoins des animateurs jeunesse. Cela garantira également que le thème, le contenu, les méthodologies et les stratégies inclusives de la formation seront pertinents, efficaces et utiles pour les animateur*ices jeunesse.

II. CONCEPTION DE LA RECHERCHE

2.1 Objectifs et questions de recherche

La présente recherche dans le cadre du projet ENGAGE vise à fournir des données et des informations qui soutiennent l'objectif principal du projet : donner aux animateur*ices jeunesse (AJ) les moyens de devenir des éducateur*ices et des facilitateur*ices efficaces en matière de participation civique, d'inclusion sociale et de valeurs européennes. Sur la base des résultats de la recherche, le projet développera des outils et des méthodes pertinents, efficaces et pratiques pour le travail avec les jeunes à travers l'Europe.

Afin de garantir la qualité et l'utilité des résultats du projet, les principaux objectifs de cette recherche sont les suivants :

- 1) Comprendre les besoins, les préférences et les défis des animateur*ices jeunesse lorsqu'il s'agit d'impliquer les jeunes dans des activités inclusives et démocratiques. Ces informations sont essentielles pour élaborer des contenus et des ressources de formation adaptés aux contextes réels.
- 2) Explorer les attitudes, les motivations et les obstacles perçus par les jeunes pour s'impliquer dans la vie civique, en mettant particulièrement l'accent sur les programmes et les initiatives en faveur de la jeunesse. Comprendre le point de vue des jeunes est essentiel pour concevoir des approches inclusives et participatives.
- 3) Soutenez la co-création d'une formation en intégrant les contributions directes des animateur*ices jeunesse. Leurs commentaires garantissent que la formation reflétera les défis et les intérêts actuels dans ce domaine.
- 4) Contribuer à l'élaboration d'un cadre stratégique et d'outils pratiques pour travailler avec les jeunes exposés à des risques d'exclusion, afin de garantir que le travail inclusif auprès des jeunes devienne plus répandu, intentionnel et efficace.

Questions clés de recherche

Pour répondre aux deux premiers objectifs, l'étude a exploré les questions générales suivantes :

Q1. Comment mieux comprendre les pratiques actuelles, les défis et les besoins de soutien des animateurs jeunesse dans la promotion de la participation civique, de l'inclusion et des valeurs européennes, afin de concevoir des formations et des outils pertinents, efficaces et adaptés à leur situation ?

Q2. Qu'est-ce qui motive et empêche les jeunes de participer à la vie civique, et comment perçoivent-ils l'inclusion, la représentation et le soutien au sein de leurs communautés et des programmes de jeunes ?

Ces questions de recherche ont été élaborées afin d'obtenir une compréhension multiperspectiviste de la participation et de l'engagement des jeunes, dans le but d'éclairer à la fois la conception de la formation ENGAGE et la stratégie plus large en faveur d'un travail inclusif auprès des jeunes.

De cette manière, la recherche contribue directement à la mission ENGAGE en identifiant les domaines clés à soutenir et en permettant aux animateur*ices jeunesse d'avoir un impact durable. Les résultats guideront non seulement le programme de formation, mais aussi la création de ressources de défense des droits, de codes de communication éthiques et de stratégies d'engagement inclusives aux niveaux national et européen.

2.2 Aperçu de la méthodologie

Cette recherche a suivi une conception quantitative en plusieurs phases, menée à travers deux enquêtes en ligne : l'une adressée aux animateur*ices jeunesse (AJ) et l'autre aux jeunes (âgés de 13 à 30 ans). L'étude visait à générer des informations comparatives et applicables qui pourraient éclairer le programme de formation, les stratégies de communication et les pratiques d'engagement inclusif des jeunes du projet ENGAGE.

La conception des deux questionnaires a été le résultat d'un processus de co-création au sein du consortium ENGAGE, fondé sur les objectifs du projet et aligné sur les principaux cadres européens en matière de participation des jeunes, d'engagement civique et d'inclusion. Les outils ont été créés dans le but d'être à la fois pratiques et de fournir des données probantes, garantissant ainsi leur pertinence dans quatre contextes nationaux différents.

2.3 Échantillonnage

L'échantillonnage était non probabiliste, basé sur la convenance et l'effet boule de neige, et a été adapté par chaque pays partenaire afin d'atteindre au mieux les animateur*ices jeunesse et les jeunes au niveau local. Aucun des échantillons n'est représentatif au niveau national ou européen, mais ils comprennent un large éventail de participant*es en termes d'âge, de sexe, de lieu de résidence et d'origine.

Le recrutement a été effectué à l'aide de multiples voies de communication, notamment des bases de données internes, des campagnes sur les réseaux sociaux, la collaboration avec des organisations locales, l'engagement direct auprès des animateur*ices de jeunesse et des éducateur*ices, et le partage entre homologues (en particulier pour atteindre les jeunes sondés par l'intermédiaire des animateur*ices jeunesse). Bien que l'échantillon de jeunes présente des taux de non-réponse légèrement plus élevés, en particulier pour les questions ouvertes, le taux de réponse global et la qualité des données sont considérés comme satisfaisants pour les objectifs du projet.

Au total, 477 questionnaires remplis par des animateurs jeunesse et 415 questionnaires remplis par des jeunes ont été collectés en Roumanie, en France, en République tchèque et en Allemagne, soit un total de 892 questionnaires dans tous les pays.

Le présent rapport rend compte de l'ensemble des réponses fournies par les pays évalués.

Tableau 1. RÉPARTITION DES ÉCHANTILLONS PAR PAYS

	ÉCHANTILLON ANIMATEUR*ICES	ÉCHANTILLON JEUNESSE	ÉCHANTILLON TOTAL
CZ	112	30	142
DE	102	79	181
FR	109	22	131
RO	154	284	438
TOTAL	477	415	892

2.4 Recueil des données

Deux questionnaires distincts mais complémentaires ont été utilisés :

*Questionnaire adressé aux animateur*ices jeunesse* : la version finale comprenait 31 questions, dont 6 ouvertes, permettant d'obtenir des informations qualitatives plus approfondies.

Questionnaire adressé aux jeunes : un dispositif plus court comprenant 23 questions, dont une question ouverte, afin de réduire le nombre d'abandons et de non-réponses.

Afin de garantir l'inclusivité et de recueillir un éventail plus large d'expériences, la plupart des questions à choix multiples comprenaient une option « Autre », permettant aux personnes interrogées de refléter des contextes non prévus par l'équipe de recherche.

Après validation en anglais, chaque partenaire a traduit et adapté les questionnaires dans sa langue nationale afin d'en garantir la pertinence culturelle et linguistique. La distribution en ligne a été facilitée grâce à l'utilisation de SurveyMonkey dans les quatre pays. La collecte des données s'est déroulée sur une période de trois à quatre mois, entre mars et mi-août 2025.

2.5 Analyse des données

L'analyse était principalement descriptive, axée sur les tendances, les distributions et les comparaisons entre pays. Les données quantitatives ont été traitées à l'aide du logiciel SPSS, et des visualisations de données ont été produites avec Tableau afin de faciliter l'interprétation et la présentation des résultats.

En plus de l'analyse quantitative, les réponses ouvertes ont été examinées par thème, en particulier pour les animateur*ices jeunesse, afin d'en tirer des enseignements sur les défis, les besoins et les approches préférées.

Un rapport national a été produit pour chaque partenaire, et un rapport comparatif résumant et analysant les résultats entre les pays sera élaboré comme résultat final.

2.6. Considérations éthiques et contraintes

La participation à l'étude était volontaire, anonyme et confidentielle. Aucune donnée permettant d'identifier les participant*es n'a été recueillie, qui pouvaient se retirer à tout moment. Les principes éthiques du consentement éclairé, de la protection des données et du respect des participant*es ont été respectés à toutes les étapes.

Les contraintes de la recherche comprennent :

- 1) Le caractère non représentatif de l'échantillon, qui limite la généralisation;
- 2) Le biais d'auto-sélection, en particulier parmi les participant*es les plus engagés ou les plus motivés;
- 3) Les contraintes liées à la diffusion en ligne, qui peuvent exclure les jeunes et les animateur*ices n'ayant pas accès au numérique;
- 4) Un taux de non-réponse relativement élevé pour l'enquête auprès des jeunes, peut-être dû à la complexité perçue ou à la longueur de l'enquête;
- 5) L'utilisation de certains termes issus des cadres de l'UE (par exemple, « inclusion », « engagement civique ») qui peuvent ne pas être familiers à tous les groupes de participant*es.

Malgré ces contraintes, la recherche fournit des informations riches et contextuelles qui soutiennent la conception conjointe d'outils pertinents et efficaces pour les animateur*ices jeunesse à travers l'Europe.

III. ANIMATEUR*ICES JEUNESSE : CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

3.1 PROFIL DES PARTICIPANT*ES

3.1.1 Aperçu démographique

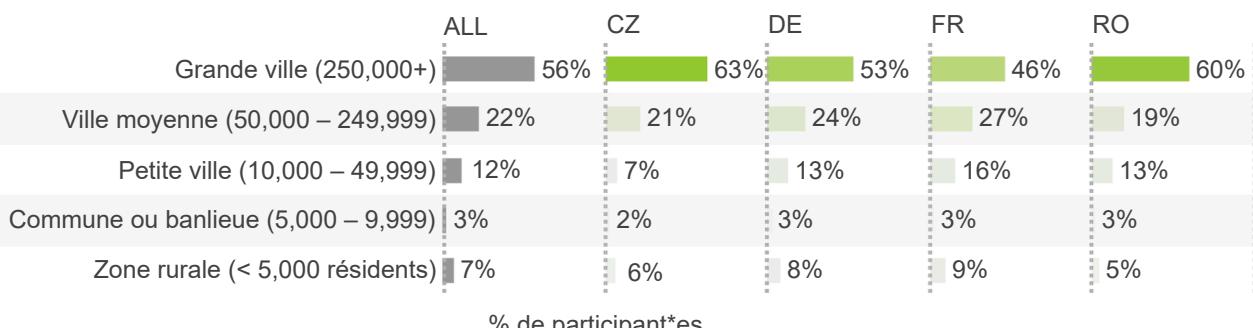
La concentration urbaine est une caractéristique commune aux quatre pays. Entre 46 % (FR) et 63 % (CZ) des personnes interrogées vivent dans de grandes villes, tandis que les villes moyennes et les zones rurales sont moins représentées, ce qui pourrait suggérer que, quel que soit le pays, la plupart des initiatives et des réseaux liés à la jeunesse restent concentrés dans les environnements urbains.

Cela souligne la nécessité d'élargir la portée des actions afin d'impliquer les animateur*ices jeunesse travaillant dans des communautés plus petites ou moins connectées.

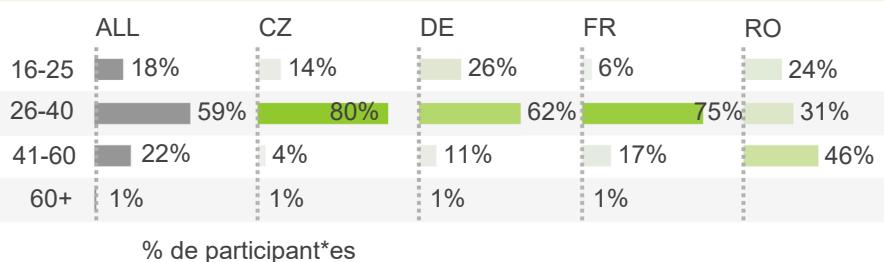
Les profils d'âge présentent des différences. Les échantillons tchèque et français sont caractérisés par des animateur*ices jeunesse âgés de 26 à 40 ans, la Roumanie a la plus forte proportion de personnes âgées de 41 à 60 ans, et l'Allemagne présente une répartition des âges plus équilibrée, avec 26 % des répondants âgés de moins de 25 ans et 62 % âgés de 26 à 40 ans.

Les schémas de répartition par genre révèlent une nette majorité de femmes dans tous les pays, allant de 56 % en République tchèque à 72 % en Roumanie.

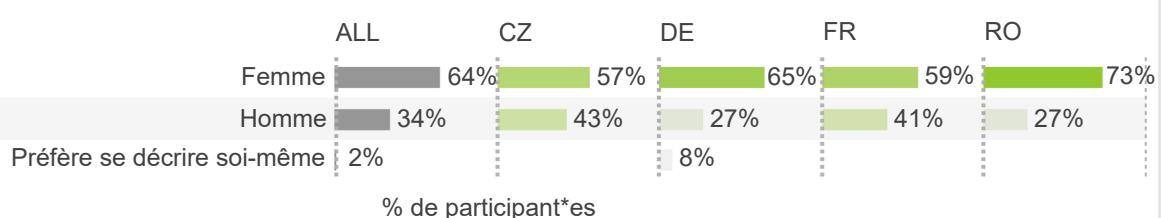
TYPE DE RÉSIDENCE



ÂGE



GENRE

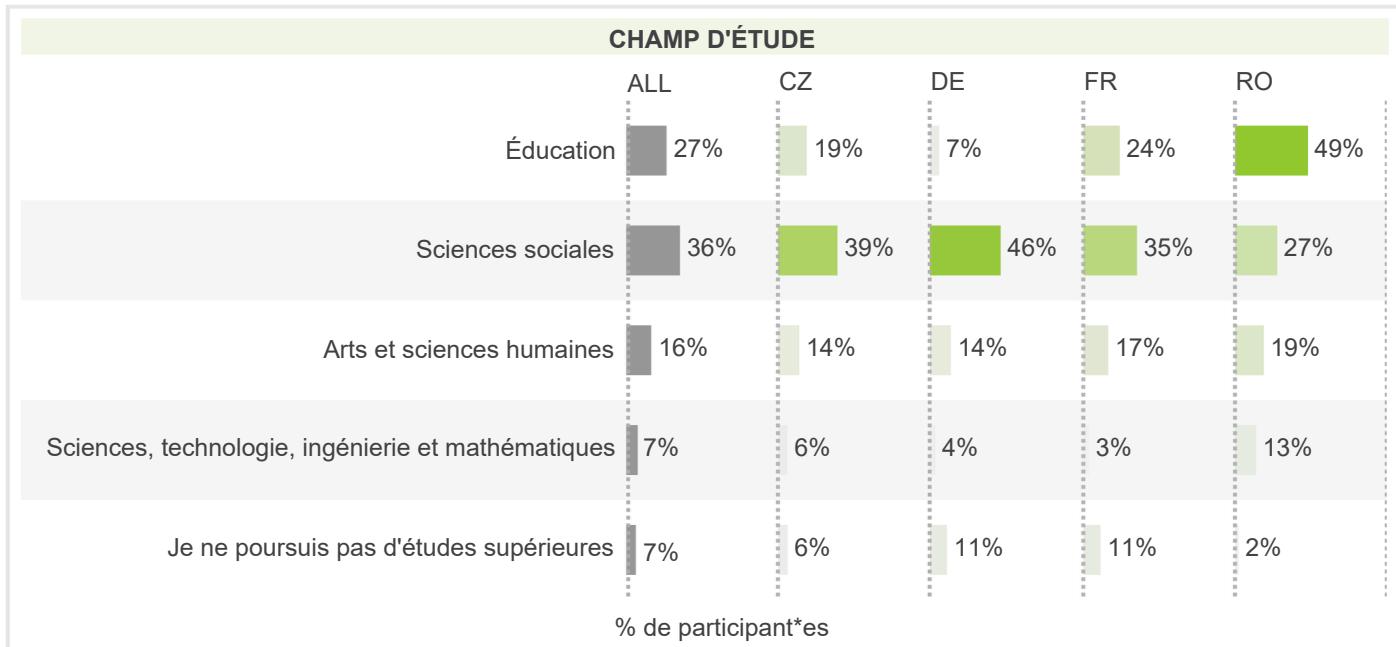
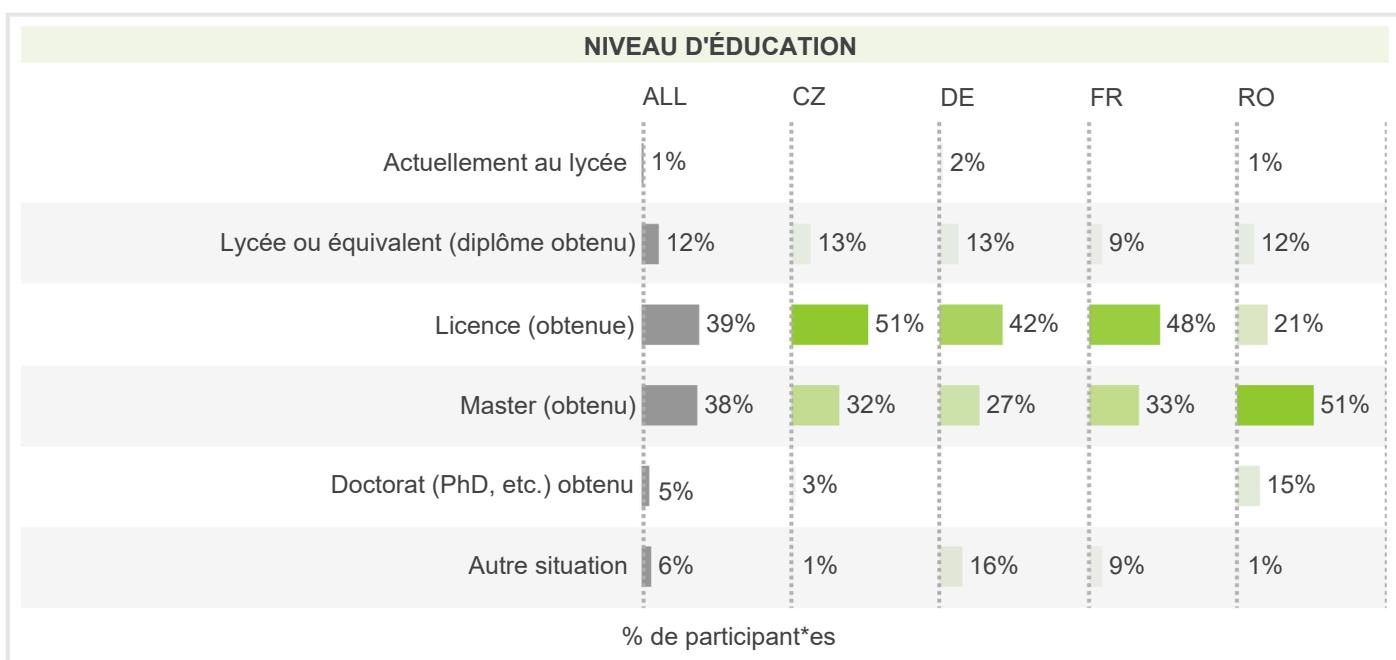


3.1.2 Éducation et champ d'études

Dans les quatre pays, le niveau d'études des animateur*ices jeunesse reflète une forte concentration de diplômés, 38 % d'entre eux étant titulaires d'un master et 39 % d'une licence. Les doctorats sont moins fréquents (5 %) et seulement 1 % des animateur*ices sont actuellement lycéens.

Les sciences sociales (36 %) sont le domaine d'études dominant, suivies par l'éducation (27 %), les arts et les sciences humaines (16 %) et les sciences naturelles (7 %). Une petite partie (7 %) déclare ne pas poursuivre d'études supérieures, ce qui reflète la diversité des accès et des parcours vers le travail auprès des jeunes.

Si les sciences sociales et l'éducation constituent une base commune, les futurs programmes de formation devraient refléter la diversité des parcours universitaires dans les différents pays, en laissant place à l'apprentissage interdisciplinaire et en étant accessibles tant aux professionnels hautement qualifiés qu'aux personnes issues de parcours éducatifs alternatifs qui peuvent apporter des compétences et des perspectives complémentaires au travail auprès des jeunes.



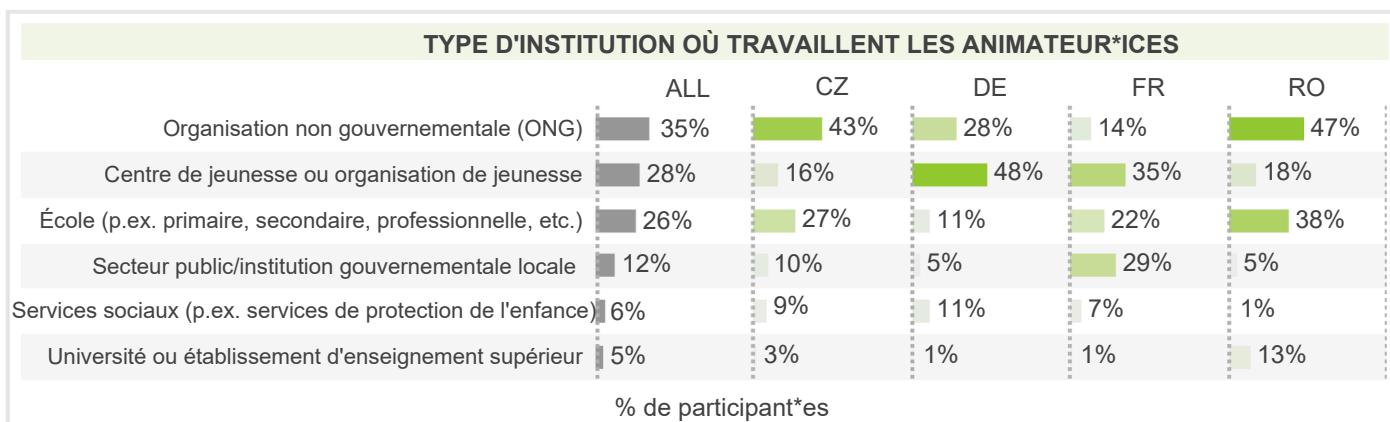
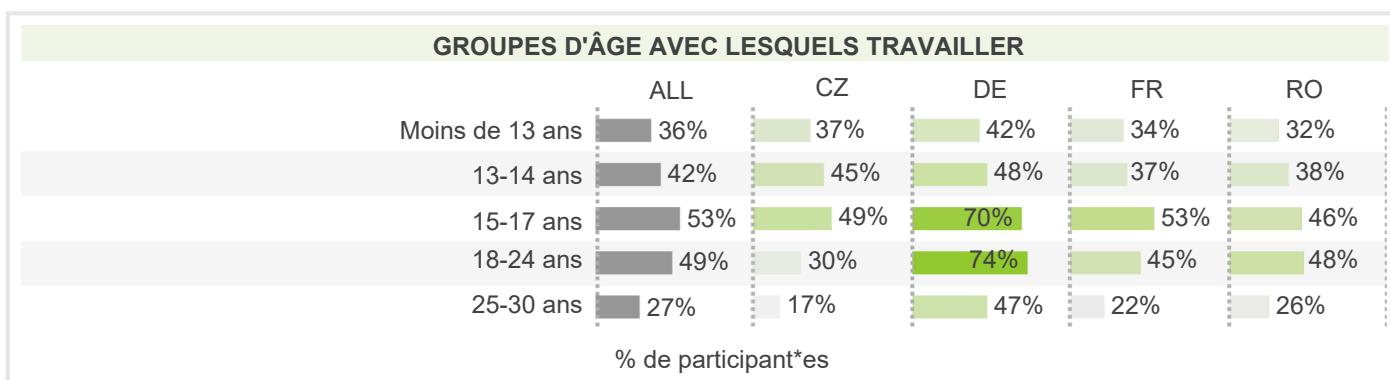
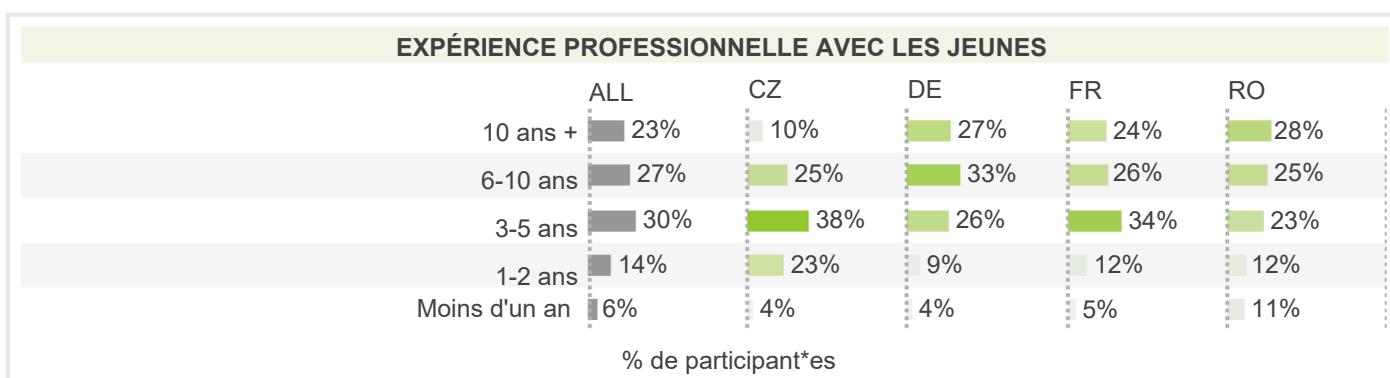
3.1.3 Expérience professionnelle et contexte de travail auprès des jeunes

Les données recueillies dans les quatre pays montrent certaines tendances constantes dans les parcours professionnels des animateur*ices jeunesse et les groupes d'âge ciblés. Dans tous les pays, près de la moitié des personnes interrogées (46 %) ont moins de cinq ans d'expérience dans le domaine de la jeunesse, et seulement 28 % déclarent avoir plus de 10 ans d'expérience. Cela indique que de nombreux*ses animateur*ices jeunesse en sont encore au début ou au milieu de leur carrière, ce qui souligne la nécessité d'une formation alliant des contenus fondamentaux et des compétences avancées.

Les groupes d'âge les plus fréquemment ciblés sont les adolescents et les jeunes adultes. Les animateur*ices jeunesse sont plus susceptibles de travailler avec les 15-17 ans (53 %) et les 18-24 ans (49 %). 36 % déclarent travailler avec des enfants de moins de 13 ans, tandis que le groupe d'âge des 25-30 ans est moins souvent concerné, avec 27 % dans l'ensemble, un pourcentage plus élevé en Allemagne (47 %) et plus faible en Tchéquie (17 %).

Le paysage institutionnel varie au sein des pays et entre eux, mais les organisations non gouvernementales (35 %) et les écoles (26 %) restent les affiliations les plus fréquentes. Les centres de jeunesse (28 %) jouent également un rôle clé, en particulier en Allemagne et en France. Les institutions publiques sont moins représentées dans l'ensemble, mais elles jouent un rôle clé en France avec une incidence de 26 %.

Les programmes de formation doivent soutenir à la fois les animateur*ices en début de carrière et les animateur*ices plus expérimentés, et permettre aux animateur*ices jeunesse de travailler avec différents groupes d'âge et dans différents contextes.



3.1.4 Travail auprès de groupes de jeunes spécifiques

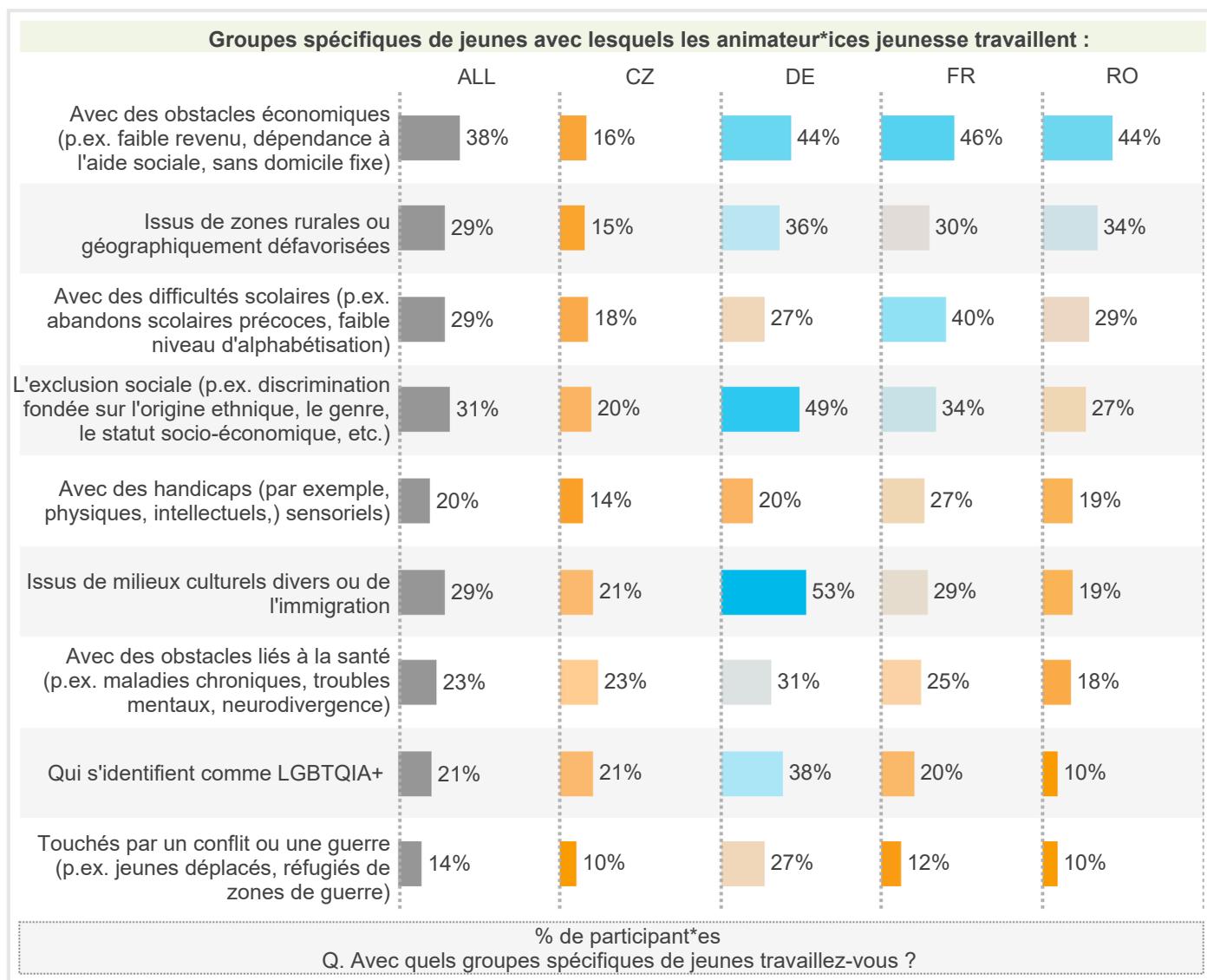
Dans les quatre pays, les animateur*ices socio-éducatifs déclarent le plus souvent travailler avec des jeunes confrontés à des obstacles économiques, bien que les niveaux varient : ils sont les plus élevés en France (46 %) et en Allemagne (44 %), similaires en Roumanie (44 %) et les plus faibles en Tchéquie (16 %).

Les jeunes issus de zones rurales ou géographiquement défavorisées sont les plus souvent mentionnés en Allemagne (36 %) et en Roumanie (34 %), suivis par la France (30 %) et la Tchéquie (15 %). Les difficultés scolaires sont particulièrement signalées en France (40 %), tandis que la Roumanie (29 %), l'Allemagne (27 %) et la Tchéquie (18 %) indiquent un plus faible engagement.

Les jeunes confronté*es à l'exclusion sociale sont fortement représenté*es en Allemagne (49 %) et en France (34 %), par rapport à la Roumanie (27 %) et à la Tchéquie (20 %). Les jeunes issus de l'immigration et de milieux culturels divers sont les plus souvent mentionné*es en Allemagne (53 %), avec des niveaux beaucoup plus faibles en France (29 %), en Tchéquie (21 %) et en Roumanie (19 %).

L'engagement auprès des jeunes LGBTQIA+ est le plus élevé en Allemagne (38 %), modéré en Tchéquie (21 %) et en France (20 %), et le plus faible en Roumanie (10 %). Les obstacles liés à la santé sont également les plus souvent signalés en Allemagne (31 %), par rapport à la France (25 %), la Roumanie (18 %) et la Tchéquie (23 %). Les jeunes touché*es par un conflit ou une guerre restent globalement les moins représentés, mais là encore, c'est l'Allemagne (27 %) qui affiche le niveau d'engagement le plus élevé, tandis que la France (12 %), la Roumanie (10 %) et la Tchéquie (10 %) affichent des niveaux plus faibles.

Dans l'ensemble, l'Allemagne se distingue par son niveau d'engagement élevé dans presque toutes les catégories, en particulier la migration, l'exclusion sociale, les identités LGBTQIA+ et les jeunes touché*es par les conflits ou la guerre. La France et la Roumanie se concentrent davantage sur les obstacles structurels tels que les difficultés économiques, l'éducation et le désavantage rural, tandis que la Tchéquie fait état d'un engagement systématiquement plus faible dans toutes les catégories.

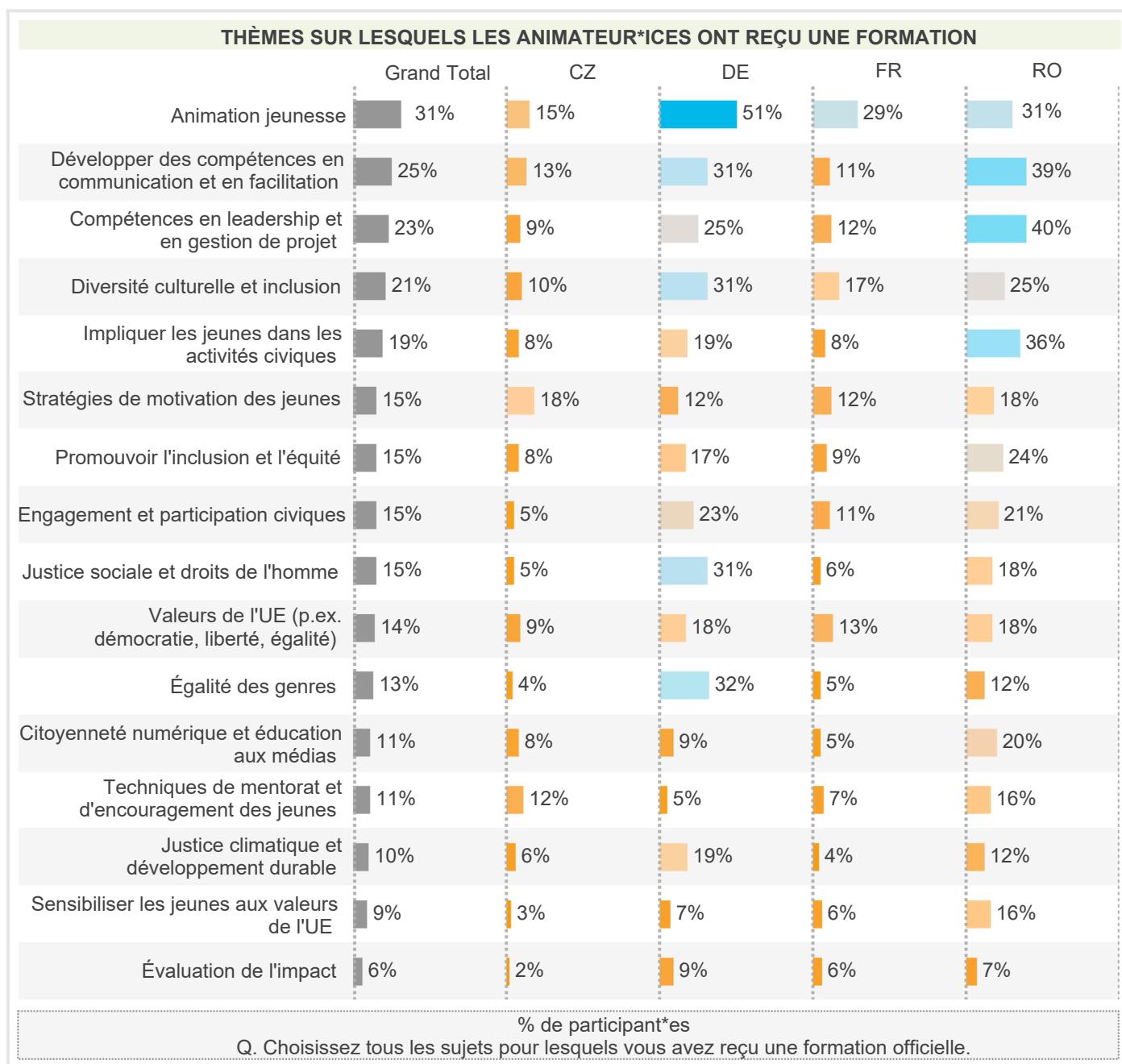


3.2 CONNAISSANCES ET FORMATION

3.2.1 Lien entre la formation, la pratique et les priorités dans l'animation des jeunes

Entre les pays et au sein même des pays, la formation préalable des animateur*ices jeunesse est hétérogène. L'Allemagne affiche la couverture la plus large dans la plupart des domaines, tandis que la Tchéquie enregistre le taux de participation global le plus faible à des formations structurées. La Roumanie et la France se situent entre ces deux pays, avec un accent plus marqué sur le leadership et la facilitation, mais une préparation plus faible en matière d'inclusion, d'égalité et de durabilité.

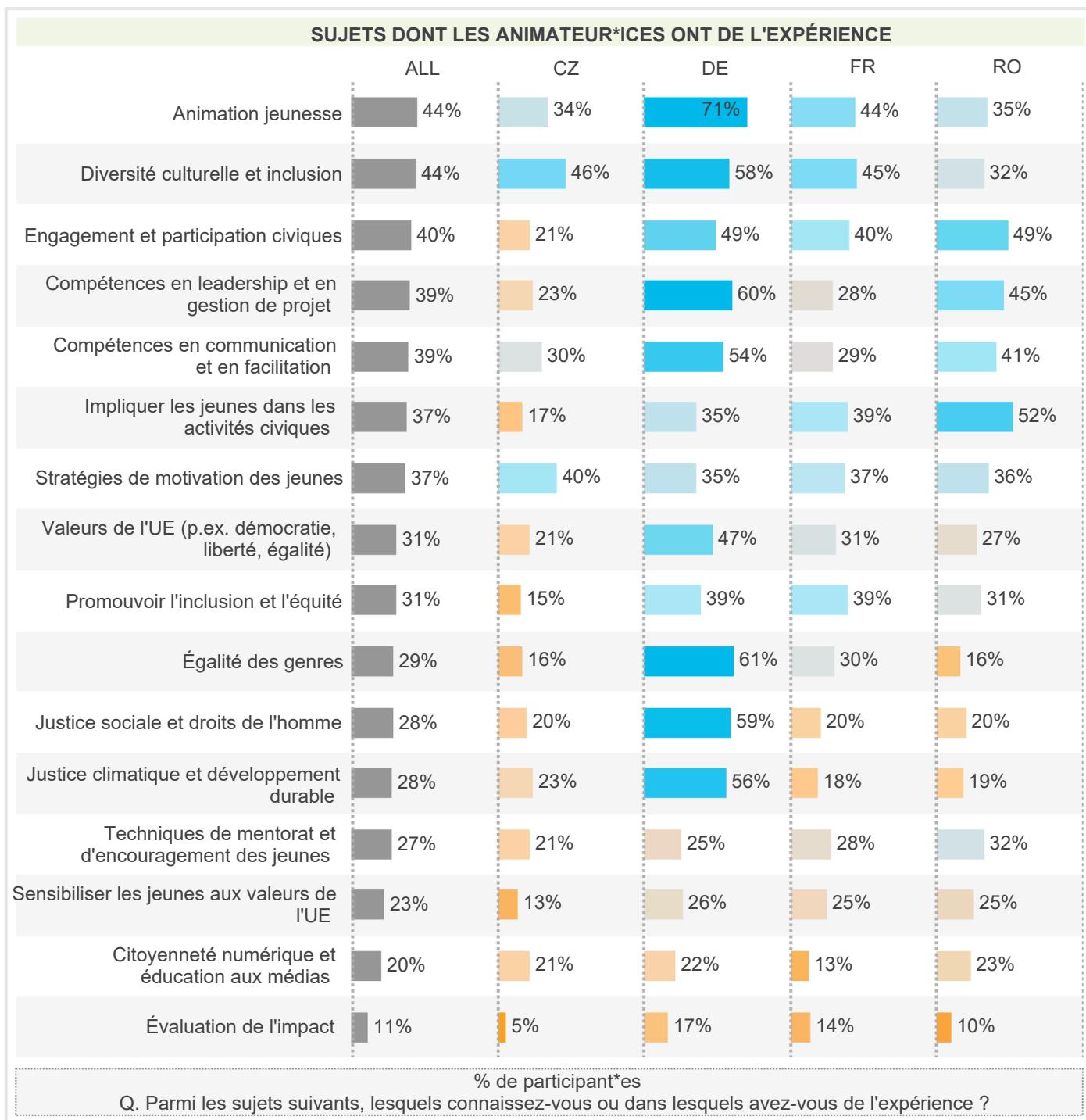
Dans l'ensemble, les résultats suggèrent que si les animateur*ices jeunesse à travers l'Europe sont actifs et expérimenté*es, leur formation professionnelle reste concentrée sur les compétences traditionnelles en matière de l'animation. L'élargissement de l'apprentissage formel dans des domaines tels que la culture numérique, la justice climatique, l'inclusion et l'évaluation permettrait de mieux aligner les efforts de renforcement des capacités sur les réalités complexes du travail jeunesse aujourd'hui.



Les quatre résultats nationaux révèlent à la fois des différences et des faiblesses communes. Les animateur*ices jeunesse allemand*es font état des niveaux d'expérience les plus élevés en matière de l'animation, de diversité culturelle et d'inclusion, ainsi que de thèmes liés aux droits. La Roumanie et la France occupent une position intermédiaire, chacune affichant des points forts dans certains domaines (RO : engagement des jeunes dans les activités civiques (52 %) et participation civique (49 %) ; FR : diversité culturelle (45 %) et l'animation (44 %). Les animateur*ices jeunesse tchèques affichent les niveaux les plus bas dans l'ensemble, avec une mention particulière pour la diversité culturelle (46 %) et la motivation des jeunes (40 %).

Dans tous les pays, certaines déficits sont constants. L'évaluation de l'impact est le domaine le moins développé partout (5 à 17 %). Les techniques de mentorat et d'encouragement des jeunes sont également peu développées, dépassant rarement un tiers des sondé*es. Les thèmes liés aux droits, tels que la citoyenneté numérique, la justice sociale et la justice climatique, restent sous-représentés dans la plupart des contextes, à l'exception de l'Allemagne.

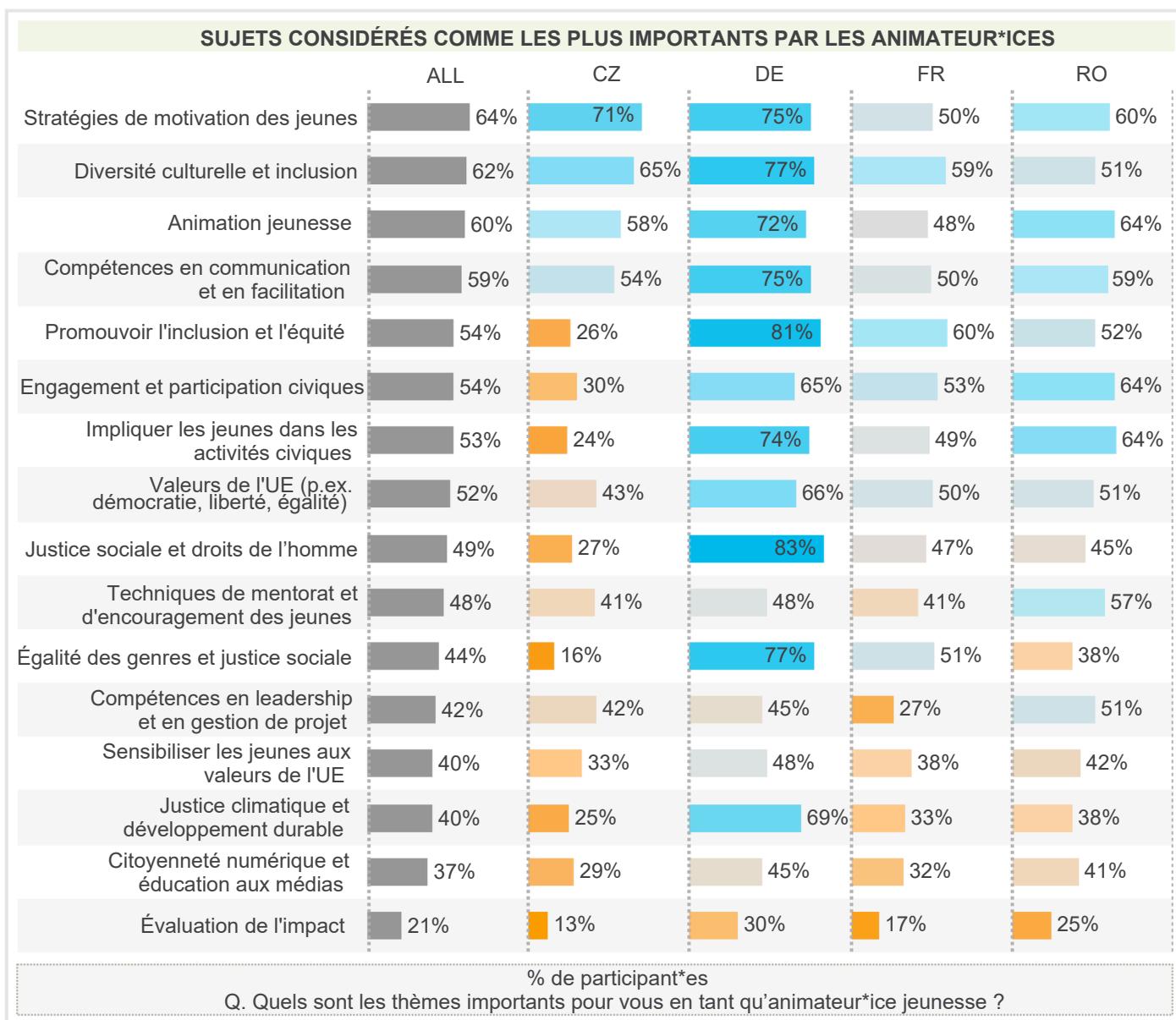
Ces résultats indiquent que la formation ENGAGE devrait renforcer les compétences civiques existantes tout en donnant la priorité à la formation sur le mentorat, l'évaluation de l'impact et les compétences liées aux droits.



Malgré les différences évidentes entre les pays, tous les animateur*ices jeunesse accordent systématiquement la plus grande importance aux thèmes directement liés à la participation et à l'action. Les stratégies de motivation des jeunes (64 %), l'animation des jeunes (60 %), l'engagement et la participation civiques (54 %) et l'implication des jeunes dans des activités civiques (53 %) occupent tous les premières places.

Les domaines liés à l'inclusion sont également très appréciés, en particulier la diversité culturelle et l'inclusion (62 %), les compétences en communication et en facilitation (59 %) et la promotion de l'inclusion et de l'équité (54 %). Cependant, les thèmes liés aux droits, tels que la citoyenneté numérique (37 %), la justice climatique (40 %) et la justice sociale (49 %), obtiennent des scores moins élevés. Le domaine le plus faible dans tous les pays reste l'évaluation de l'impact (21 %), ce qui suggère que peu d'animateur*ices considèrent l'évaluation et la mesure comme une priorité dans leur pratique quotidienne.

L'Allemagne se distingue par l'importance qu'elle accorde à l'inclusion et aux thèmes liés aux droits et affiche les niveaux d'importance les plus élevés pour la diversité culturelle et l'inclusion (77 %), la justice sociale et les droits humains (83 %) et l'égalité des genres (77 %), ce qui suggère une orientation fondée sur des valeurs qui relie le travail avec les jeunes à des défis sociétaux plus larges. La Roumanie présente un profil distinct, avec un accent plus marqué sur les compétences pratiques et axées sur l'animation, et accorde relativement plus d'importance à l'animation des jeunes (64 %), aux techniques de mentorat et d'encouragement (57 %) et aux compétences en matière d'animation et de gestion de projets (51 %) que les autres pays. Les priorités de la France semblent plus modérées dans la plupart des domaines, mais les thèmes liés à l'inclusion, tels que la promotion de l'équité (60 %) et l'égalité des genres (51 %), sont mieux classés que les compétences civiques ou techniques. En outre, les répondants tchèques attribuent systématiquement des notes plus faibles dans la plupart des domaines, mais manifestent un intérêt élevé pour la motivation des jeunes (71 %) et l'animation (58 %), et un intérêt moindre pour les thèmes liés aux droits, tels que la promotion de l'équité (26 %) ou l'égalité des genres (16 %).

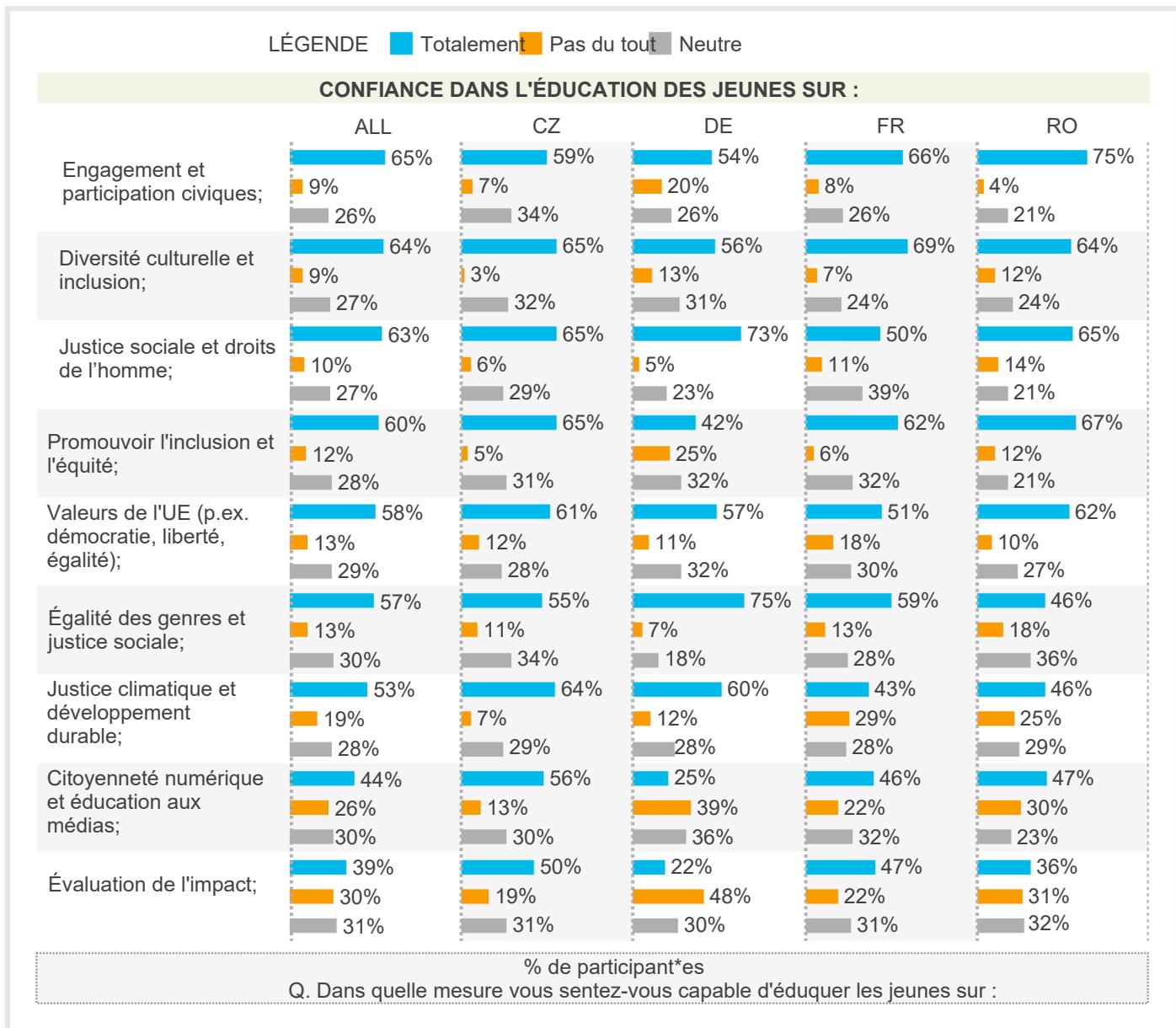


3.2.2 Confiance dans l'éducation des jeunes sur différents thèmes

Dans les quatre pays, les niveaux de confiance les plus élevés sont systématiquement observés dans les domaines liés à la citoyenneté et à l'inclusion. La participation civique (65 %), la promotion de l'inclusion et de l'équité (60 %), la justice sociale et les droits humains (63 %) ainsi que la diversité culturelle et l'inclusion (64 %) sont les domaines dans lesquels les animateur*ices jeunesse se sentent le plus préparés.

La confiance est plus variable dans les domaines techniques et émergents. La citoyenneté numérique (44 %) et la justice climatique (53 %) sont moins représentées, tandis que l'égalité des genres (57 %) varie d'un pays à l'autre. L'évaluation de l'impact (39 %) est le domaine le moins développé partout, ce qui indique que les animateur*ices jeunesse se sentent rarement bien préparés pour mesurer les résultats de leurs activités.

En termes de résultats comparatifs, la Roumanie affiche les niveaux de confiance les plus élevés dans l'ensemble, en particulier en matière d'engagement civique (75 %), d'inclusion (67 %) et de valeurs de l'UE (62 %), ce qui reflète une forte orientation civique et axée sur l'inclusion. En revanche, l'Allemagne affiche un profil de confiance distinct, axé sur les droits, en tête dans les domaines de l'égalité des genres (75 %) et de la justice sociale (73 %), mais montre une confiance moindre dans la citoyenneté numérique (25 %) et l'évaluation de l'impact (22 %). La France affiche une confiance dans la plupart des domaines, avec une capacité auto-évaluée relativement plus élevée en matière de diversité culturelle et d'inclusion (69 %) et d'engagement civique et de participation (66 %), mais plus faible en matière d'évaluation de l'impact (47 %) et de justice climatique (43 %). Les animateur*ices jeunesse tchèques se distinguent par leur grande confiance dans la justice climatique (64 %) et la culture numérique (56 %), tout en affichant une confiance moindre (par rapport aux autres pays) dans des domaines tels que l'égalité des genres (55 %) et l'engagement civique (59 %).



3.3 DÉFIS DANS LE TRAVAIL AVEC LES JEUNES

3.3.1 Défis pour les jeunes selon les animateur*ices jeunesse

Dans les quatre pays, les animateur*ices jeunesse décrivent une génération confrontée à une profonde incertitude, à des tensions émotionnelles et à des divisions sociales croissantes.

La santé mentale apparaît comme la préoccupation la plus constante, liée à l'anxiété, à la pression sociale et à la surcharge numérique. Que ce soit en Roumanie, en Allemagne, en France ou en République tchèque, les animateur*ices décrivent les jeunes comme de plus en plus submergés par l'instabilité (économique, politique ou informationnelle, par exemple) et manquant de soutien psychologique ou institutionnel.

Malgré cette image commune, les profils nationaux révèlent des nuances distinctes.

En Roumanie, les animateurs jeunesse soulignent la démotivation, les opportunités limitées et le manque de modèles, présentant le désengagement comme une crise à la fois sociale et émotionnelle.

« L'un des plus grands défis auxquels sont confrontés les jeunes est leur accès limité à des opportunités éducatives et professionnelles pertinentes. De nombreux jeunes issus de zones rurales ou moins développées ont du mal à trouver les ressources dont ils ont besoin pour s'épanouir, qu'il s'agisse de cours, de mentorat ou d'expériences susceptibles d'élargir leurs horizons. Notre bibliothèque joue un rôle essentiel pour réduire cet écart en offrant un espace d'apprentissage, un accès à l'information et des opportunités de développement personnel et professionnel. Mais le défi reste entier : comment pouvons-nous mettre ces jeunes en contact avec davantage d'opportunités qui leur permettront de réaliser leur potentiel ? Un autre problème important est le manque de motivation et de confiance en l'avenir, souvent causé par l'absence de modèles locaux et la perception que les opportunités sont rares. C'est pourquoi il est crucial de développer des initiatives qui offrent non seulement un accès aux ressources, mais aussi une inspiration et un soutien continu. » (AJ, Roumanie, 2025)

L'Allemagne présente un paysage politique tendu, où les jeunes sont confronté*es à l'angoisse climatique, au populisme de droite et à un sentiment d'exclusion des prises de décision.

« Les jeunes ont le sentiment de ne pas avoir de lobby, que leurs points de vue et leurs voix ne sont pas entendus, en partie parce que leur faible proportion dans la population signifie qu'ils ne représentent pas un bloc électoral important pour les partis politiques. En conséquence, ils se sentent invisibles et ignorés, impuissants, et convaincus qu'ils ne peuvent contribuer au changement social. Combiné à de multiples crises – du changement climatique au populisme de droite en passant par l'insécurité économique –, cela conduit à un profond sentiment de désespoir quant à l'avenir. » (AJ, Allemagne, 2025)

En République tchèque, l'accent est mis sur les problèmes de santé mentale liés à la crise pandémique et aux pressions de la vie numérique, aggravés par une faible résilience et des systèmes de soutien limités.

« La mauvaise santé mentale devient l'un des plus grands défis. La période post-COVID, l'influence des réseaux sociaux et même la guerre en Ukraine ont rendu de nombreux jeunes anxieux, isolés et privés de soutien suffisant. Ils manquent souvent de résilience et ont du mal à faire face au courant constant d'informations et aux crises qui les entourent. Au lieu de pouvoir construire leur propre stabilité, ils se retrouvent épuisés, avec peu de temps à passer à l'extérieur, peu d'activité physique et peu d'occasions de retrouver leur équilibre. » (AJ, République tchèque, 2025)

La France, pour sa part, combine une fragilité en matière de santé mentale à de profondes inégalités sociales et une méfiance envers les institutions, reflétant une polarisation et une précarité croissantes.

« La santé mentale des jeunes est de plus en plus fragile, avec une augmentation des cas d'anxiété, de dépression et de stress à l'école. Beaucoup de jeunes se sentent isolés et manquent de confiance en eux-mêmes et en la société. À cela s'ajoute le creusement des inégalités : selon leur lieu de résidence, leur milieu social ou leurs ressources, certains ont accès à des opportunités tandis que d'autres sont laissés en arrière. Trop nombreux sont ceux qui se sentent exclus, stigmatisés ou impuissants face à la politique et au système économique. Cette combinaison – difficultés de santé mentale, inégalités sociales et exclusion politique – leur rend extrêmement difficile de se projeter dans un avenir positif. » (YL, France, 2025)

Ensemble, ces perspectives révèlent une génération perçue comme très consciente mais peu confiante, motivée à s'engager, mais freinée par des obstacles systémiques, émotionnels et sociaux. Les animateur*ices constatent également une érosion de l'intérêt et de l'engagement civiques, car de nombreux jeunes se sentent impuissant*es ou déconnecté*es de leur communauté.

Pour relever ces défis, il faudra mettre en place des interventions qui relient le bien-être, l'inclusion et la participation, afin de garantir que les animateurs jeunesse et les jeunes aient non seulement accès à des opportunités, mais se sentent également considérés, soutenus et capables de façonner ensemble l'avenir.

Voir l'annexe 1 pour l'analyse thématique complète.

3.3.2 Obstacles dans le travail avec les jeunes

Dans les quatre pays, les animateur*ices jeunesse identifient plusieurs obstacles persistants qui compliquent leur travail auprès des jeunes. Le manque de ressources institutionnelles apparaît comme l'obstacle le plus fréquent. Entre 55 % et 72 % des animateur*ices jeunesse le décrivent comme un problème majeur, seule une petite partie d'entre eux déclarant qu'il ne s'agit pas d'un problème.

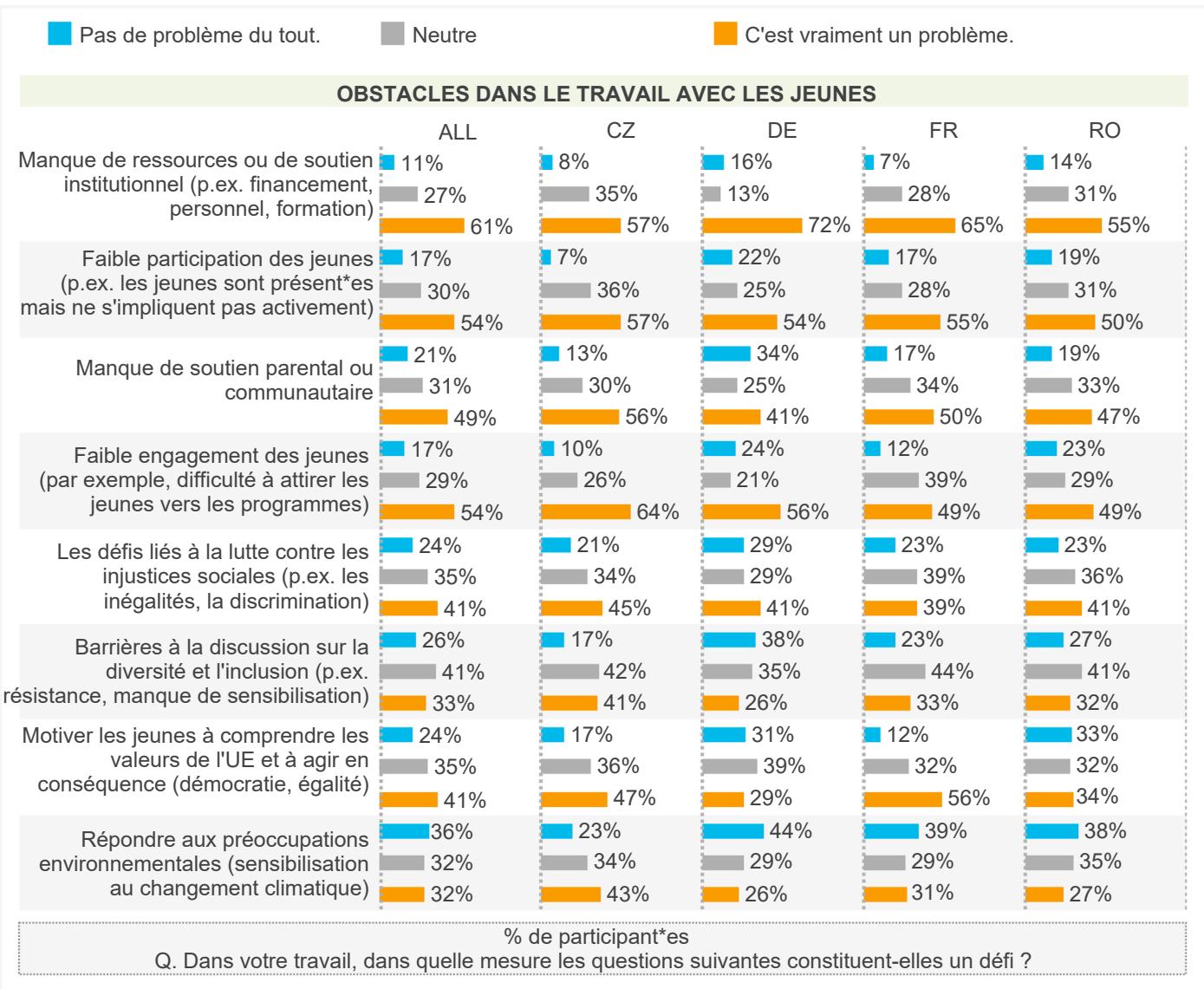
La participation et l'engagement des jeunes constituent également des obstacles courants. Plus de la moitié des sondé*es dans chaque pays déclarent que les jeunes ne participent pas ou ne s'engagent pas activement dans les activités. Le soutien des parents et de la communauté est un autre problème récurrent, en particulier en République tchèque (56 %) et en France (50 %).

Cependant, les profils nationaux divergent sur des thèmes clés.

En Allemagne, les contraintes en matière de ressources sont les plus ressenties, 72 % des personnes interrogées déclarant que le manque de financement, de personnel ou de formation est un problème majeur, soit le pourcentage le plus élevé parmi tous les pays. Pourtant, les animateur*ices allemand*es sont moins susceptibles de considérer les obstacles liés à l'inclusion, à la diversité ou aux valeurs de l'UE comme urgents, ce qui suggère une plus grande préparation institutionnelle sur ces fronts.

En revanche, les sondé*es tchèques signalent les plus grandes difficultés pour attirer et impliquer les jeunes (64 %) et citent des défis plus importants dans les discussions sur l'inclusion et la justice sociale. Le profil français montre une préoccupation généralisée concernant le désengagement des jeunes et leur motivation vis-à-vis des valeurs de l'UE (56 % déclarent qu'il s'agit d'un problème majeur).

En Roumanie, les animateurs jeunesse sont moins susceptibles de considérer un problème particulier comme un obstacle majeur, mais font systématiquement état d'une préoccupation modérée à élevée dans toutes les catégories, soulignant un ensemble d'obstacles diffus mais persistants, allant d'une faible participation à un manque de soutien.



3.3.3 Méthodes pour motiver les jeunes

Les animateur*ices jeunesse de toute l'Europe s'accordent sur l'importance des méthodes interactives, non formelles et participatives pour maintenir la motivation. Les jeux, les ateliers, les projets de groupe et l'apprentissage par l'expérience se retrouvent souvent dans tous les contextes.

Cependant, chaque pays a mis l'accent sur des aspects différents. En Allemagne, les animateur*ices ont souligné l'importance de la participation et de la co-création, en donnant la parole aux jeunes lors des prises de décision et en leur confiant la responsabilité des activités. En République tchèque, l'accent a été mis sur le mentorat, la pédagogie expérientielle et les concours comme outils d'engagement. En France, le thème principal était la sensibilisation et l'établissement d'une relation de confiance, notamment par le mentorat par les pairs et la rencontre avec les jeunes là où ils se trouvent. En Roumanie, les animateur*ices ont mis en avant l'apprentissage par le service et le bénévolat, en établissant un lien entre la motivation et la responsabilité civique.

La comparaison montre que, si les formats interactifs sont communs, l'Allemagne se concentre sur l'action des jeunes, la République tchèque sur l'apprentissage expérientiel, la France sur la sensibilisation et la confiance, et la Roumanie sur l'action civique.

« La motivation augmente lorsque les jeunes se sentent écouté*es, inclu*es et responsabilisé*es dans la conception de leur propre apprentissage et de leur contribution. » pourrait être considéré comme une perspective commune des animateurs jeunesse.

MÉTHODES ET OUTILS UTILISÉS POUR MOTIVER LES JEUNES

Obstacles ou non-utilisation	Mentorat et modèles	Éducation non formelle et expérientielle	Pertinence personnelle et autonomie	Éducation non formelle et activités civiques	Approches par les pairs et la communauté	Reconnaissance et opportunités
Je ne sais pas/Je n'en utilise aucun ; La question ne s'applique pas à ma situation ; Manque de ressources ou contexte défavorable.	Mentorat et leadership inspirant ; Diriger par l'exemple, implication personnelle ; Exemples des autres	Éducation non formelle, basée sur des projets	Personnaliser les activités en fonction des besoins des jeunes ; Clarifier l'objectif et la pertinence personnelle ; Offrir	Campagnes de sensibilisation ; événements interculturels ; ateliers sur la citoyenneté et les valeurs de l'UE	Mentorat entre pairs ; sensibilisation locale ; engagement dans la rue ; clubs de quartier	Reconnaissance de l'engagement des jeunes (valorisation du CV, récompenses symboliques) ; opportunités
Créer un environnement sûr et inclusif Écoute active, co-création ; Sentiment d'appartenance et de soutien ; Communication chaleureuse, sécurité						
Interaction en face à face et dialogue Discussions individuelles, débats, dialogues thématiques ; Rencontres informelles, conversations ouvertes ; Création		Reconnaissance et feedback Récompenses, reconnaissance publique, certificats ; Feedback constructif et personnalisé ;		Confiance, dialogue et espaces sécurisés Établir la confiance et la communication ; écoute active ; co-création avec les jeunes ; débats de groupe	Utilisation des outils et médias numériques Réseaux sociaux (WhatsApp, TikTok, Instagram, LinkedIn) ; newsletters ; plateformes en ligne ; podcasts	
Activités interactif et pratique Ateliers pratiques, expériences, hackathons ; Apprentissage par la pratique, responsabilité réelle ; Jeux de rôle		Utilisation de la technologie et des outils numériques Plateformes en ligne, réseaux sociaux (Instagram, TikTok, Discord, WhatsApp) ; ludification, éducation		Citoyenneté mondiale et éducation aux valeurs Apprentissage mondial, éducation civique, prise en compte des priviléges ; participation démocratique	Apprentissage interactif et expérientiel Jeux, travail en groupe, échauffements, formats créatifs (« poetry slam »), bandes dessinées, films, arts)	Éducation non formelle et ateliers Éducation non formelle ; apprentissage par projet ; ateliers thématiques, séminaires, jeux de rôle
Activités communautaires et sociales Loisirs ; événements culturels ; tournois sportifs ; projets d'engagement communautaire	Motivation par la reconnaissance Concours et épreuves ; reconnaissance des compétences ; campagnes entre pairs	Utilisation des outils numériques et des médias Réseaux sociaux ; chat WhatsApp ; podcasts ; vidéos YouTube ; cours en ligne			Participation et co-création Participation des jeunes à la prise de décision ; responsabilité partagée ; autonomisation ; travail ouvert avec les jeunes	Contact et dialogue personnalisés Sensibilisation personnelle (réseaux sociaux, écoles, contact par messagerie instantanée, conversations en face à face) ; espaces
Mentorat et coaching Approche de mentorat et de coaching ; coresponsabilité des activités ; modèles	Éducation non formelle et expérientielle Pédagogie expérientielle ; réflexion et évaluation ; jeux interactifs ; ateliers scolaires					

Q. Quels outils ou méthodes utilisez-vous pour impliquer et motiver les jeunes ?

CZ

DE

FR

RO

3.3.4 Défis dans la promotion de l'inclusion parmi les jeunes

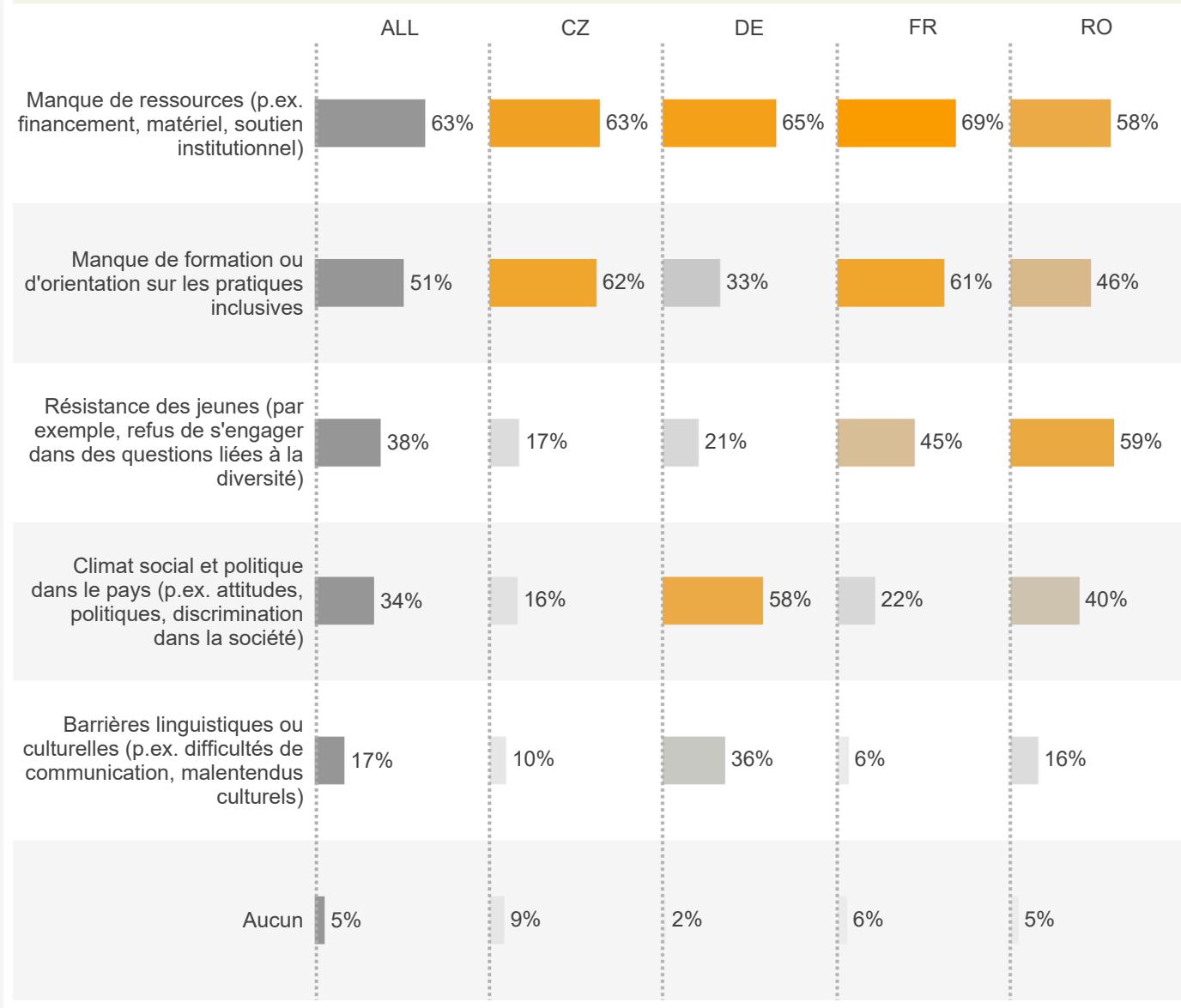
Dans les quatre pays, l'obstacle le plus fréquemment cité pour promouvoir l'inclusion est le manque de ressources, allant de 58 % en Roumanie à 69 % en France. Le manque de formation aux pratiques inclusives arrive en deuxième position, avec des niveaux particulièrement élevés en République tchèque (62 %) et en France (61 %).

La résistance des jeunes présente les variations les plus importantes : elle constitue un défi majeur en Roumanie (59 %), mais est beaucoup moins souvent mentionnée en République tchèque (17 %) et en Allemagne (21 %). Le climat social et politique général est cité par 58 % des animateur*ices jeunesse en Allemagne, mais seulement 16 % en République tchèque et 22 % en France.

Les barrières linguistiques ou culturelles sont moins fréquemment signalées dans tous les pays, à l'exception de l'Allemagne (36 %).

Dans l'ensemble, les données suggèrent que les barrières structurelles telles que les ressources et la formation dominent dans tous les contextes, tandis que la résistance des jeunes et les conditions sociétales sont perçues de manière très différente selon les pays.

LES DÉFIS DE LA PROMOTION DE L'INCLUSION AUPRÈS DES JEUNES



% de participant*es

Q. Quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontés pour promouvoir l'inclusion parmi des groupes de jeunes ?

3.3.5 Méthodes pour promouvoir l'inclusion parmi les jeunes

Dans tous les contextes, les animateurs jeunesse ont souligné que pour favoriser l'inclusion, il fallait à la fois un accompagnement personnalisé, des espaces sécurisés et un accès sans barrières. Le mentorat, l'éducation non formelle et l'engagement communautaire étaient des thèmes récurrents. Des différences apparaissent dans les stratégies mises en avant.

En Allemagne, les animateurs ont le plus souvent cité la suppression des barrières financières et la garantie de l'accessibilité, qu'il s'agisse d'activités gratuites ou de méthodes de communication adaptées.

« Nous assurons qu'il n'y a pas de frais de participation ou nous trouvons d'autres sources de financement afin que les jeunes n'aient pas à se soucier des coûts. Nous assurons également l'accessibilité des lieux et prenons le temps d'expliquer tout étape par étape. Il est important qu'ils se sentent soutenus et compris, et non exclus à cause d'obstacles qu'ils ne peuvent pas contrôler. » (YL, Allemagne, 2025)

En République tchèque, le mentorat et le soutien individualisé ont joué un rôle central, associés à des efforts visant à rendre les programmes peu coûteux et facilement accessibles.

« J'essaie d'être proche d'eux, disponible personnellement, et de leur montrer qu'il existe une communauté dont ils peuvent faire partie s'ils s'engagent. Souvent, le sentiment d'appartenance est la motivation la plus forte qui les pousse à continuer, plus que n'importe quelle activité que nous organisons. » (YL, République tchèque, 2025)

En France, l'inclusion était étroitement liée à l'accessibilité financière, aux partenariats avec les institutions et au mentorat personnalisé.

« Nous travaillons en amont avec nos partenaires pour identifier ce qui rend la participation difficile, que ce soit l'argent, la santé ou le manque de soutien. Ensuite, nous adaptons tout : les coûts, les horaires, les activités, voire les repas et les pauses. L'idée n'est pas d'en attendre trop d'un coup, mais de les accompagner pas à pas, afin que chaque jeune ait le sentiment de pouvoir trouver sa place. » (YL, France, 2025)

En Roumanie, les animateur*ices ont mis l'accent sur la création d'espaces sûrs et accueillants, le mentorat et les possibilités de bénévolat afin de renforcer le sentiment d'appartenance et la participation.

« Les activités menées par l'institution pour laquelle je travaille se déroulent dans un espace public, situé dans le centre-ville afin d'être facilement accessible à tous ceux qui souhaitent y participer. Malheureusement, je n'utilise pas d'autres méthodes qui pourraient les motiver à s'impliquer. » YL, Roumanie, 2025

« L'inclusion fonctionne mieux lorsque les activités sont gratuites, accueillantes et soutenues par des mentors qui prennent le temps de s'adapter aux besoins réels des jeunes. » Cela pourrait être une vision commune des meilleures méthodes et approches pour promouvoir l'inclusion parmi les jeunes.

Voir les graphiques complets à l'annexe 1.

CZ

DE

FR

RO

MÉTHODES ET OUTILS DE SOUTIEN À L'INCLUSION

Accès aux ressources et à la logistique	Intégration communautaire et espaces sécurisés	Mentorat et soutien individuel	Aucune méthode/Je ne sais pas	Formats adaptés et accessibilité	Soutien financier et matériel	Adapté	Accessibilité financière et soutien pratique
Accès aux ressources éducatives ; soutien logistique ; bourses d'études ;	Créer un environnement accueillant et sécurisé ; sentiment d'appartenance ;	Mentorat et soutien personnalisé ; conseil informel ;	Je ne sais pas ; je n'en utilise aucune ; Pas applicable	Groupes inclusifs ; adaptés	Tarifs variables ; contributions symboliques		Gratuit ou à faible coût
Éducation non formelle et ateliers	Reconnaissance	Utilisation de la technologie et des outils numériques	Inclusion par la diversité et la lutte contre la discrimination	Soutien par le biais de	Pédagogie inclusive et sensibilisation	Espaces sécurisés et	
Éducation non formelle ; ateliers pratiques ; storytelling ; interactif		Plateformes numériques ; enseignement en ligne ; réseaux sociaux	Sensibilisation		Sensibilité à la pauvreté		
Partenariats et soutien institutionnel	Bénévolat et projets civiques	Accompagnement personnalisé	Mentorat personnalisé	Partenariats et réseautage	Collaboration avec les travailleurs sociaux, les réseaux,		
Partenariats avec des ONG, des écoles, des autorités ; soutien institutionnel	Bénévolat ; projets civiques ; engagement communautaire	Conseils et soutien personnel	Soutien financier et logistique	Intégration dans la vie communautaire	Traduction et adaptation		
		Conseils individuels ; social	Bourses d'études ; allocations ; prise en charge des frais	Participation à des projets communautaires	Traduction de documents ; utilisation d'aides visuelles		

Q. Quels outils ou méthodes utilisez-vous actuellement pour favoriser l'inclusion des jeunes défavorisés (p.ex. les jeunes confrontés à des obstacles économiques, sociaux, éducatifs ou liés à la santé) ?

3.3.6 Groupes de jeunes difficiles à impliquer dans des activités du point de vue des animateur*ices jeunesse

Dans tous les pays, les animateur*ices jeunesse signalent le plus souvent des difficultés à inclure les jeunes handicapé*es (41 %), les jeunes confronté*es à des difficultés scolaires (40 %) et les jeunes confronté*es à des obstacles liés à leur santé (39 %).

Une proportion relativement importante cite les jeunes en situation d'exclusion sociale (29 %), celleux qui sont confronté*es à des difficultés économiques (27 %) ou celleux qui vivent dans des zones rurales ou géographiquement défavorisées (24 %). Une proportion plus faible mentionne les jeunes issus de milieux culturels divers ou de l'immigration (22 %), les jeunes touché*es par les conflits ou les déplacements (17 %) et les jeunes LGBTQIA+ (11 %).

En termes de résultats comparatifs, l'Allemagne se distingue par des pourcentages élevés dans plusieurs catégories, en particulier les handicaps (53 %), les difficultés scolaires (51 %) et les origines immigrées (35 %), ce qui suggère une large prise de conscience des obstacles systémiques, mais aussi d'éventuelles déficits dans les structures de soutien.

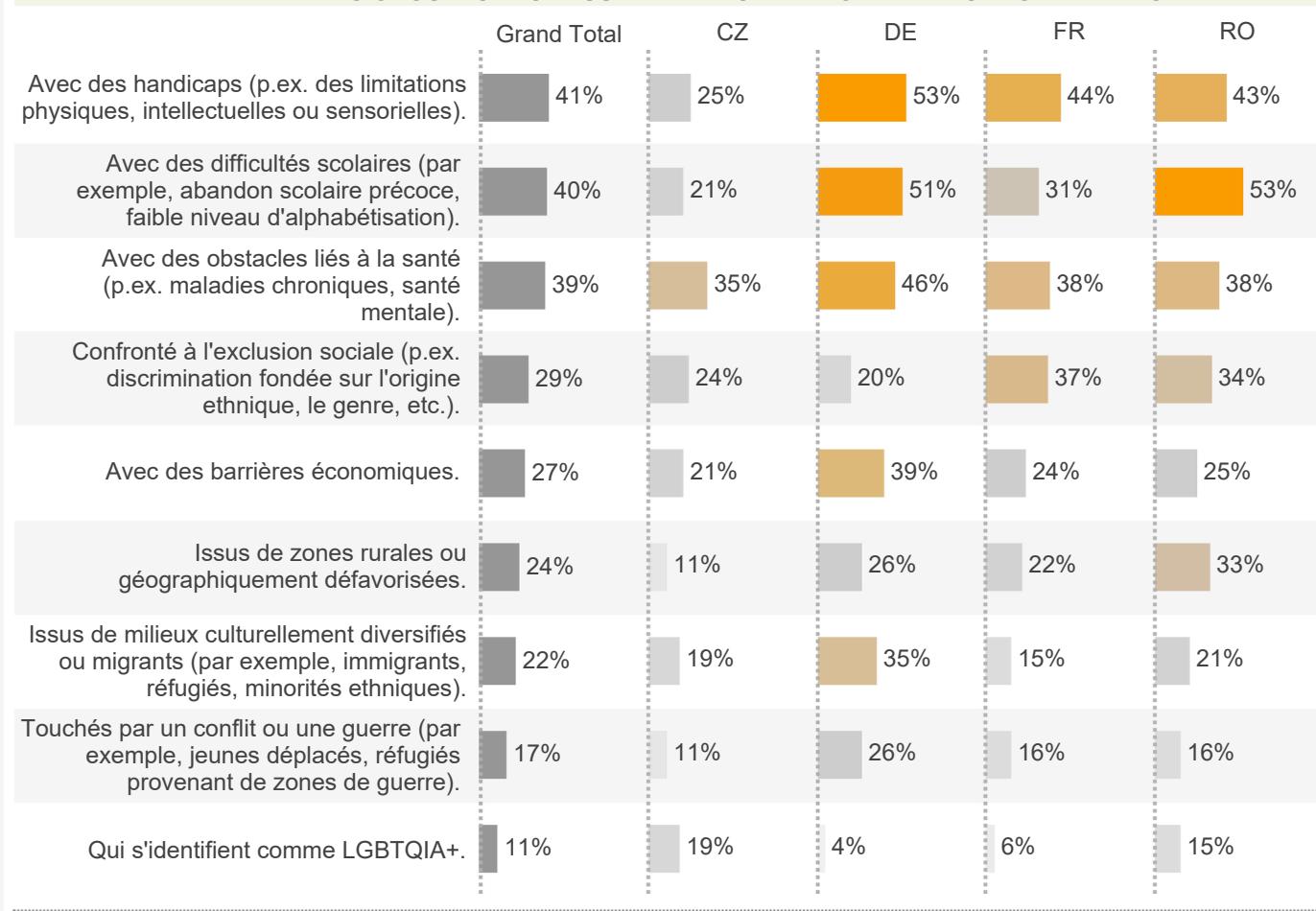
La Roumanie fait état des difficultés les plus importantes pour les jeunes confronté*s à des obstacles éducatifs (53 %) et au désavantage rural (33 %), ce qui reflète les préoccupations nationales concernant les inégalités géographiques et scolaires.

La France met davantage l'accent sur l'exclusion sociale (37 %) et les handicaps (44 %), tandis que les défis liés aux jeunes GBTQIA+ (6 %) ou aux origines immigrées (15 %) sont moins souvent cités.

La République tchèque affiche les taux les plus bas dans l'ensemble, mais mentionne plus souvent la santé mentale (35 %) et les jeunes LGBTQIA+ (19 %), ce qui indique des préoccupations ciblées mais moins d'obstacles perçus dans les autres catégories.

Les résultats globaux indiquent que les défis sont le plus souvent signalés pour l'inclusion des jeunes confronté*es à des obstacles structurels, liés à l'apprentissage ou à la santé, tandis que les contextes liés à l'identité ou à la migration sont moins souvent cités dans cet ensemble de données.

LES GROUPES LES PLUS DIFFICILES À INTÉGRER DANS LES ACTIVITÉS



3.4 BESOINS ET PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION

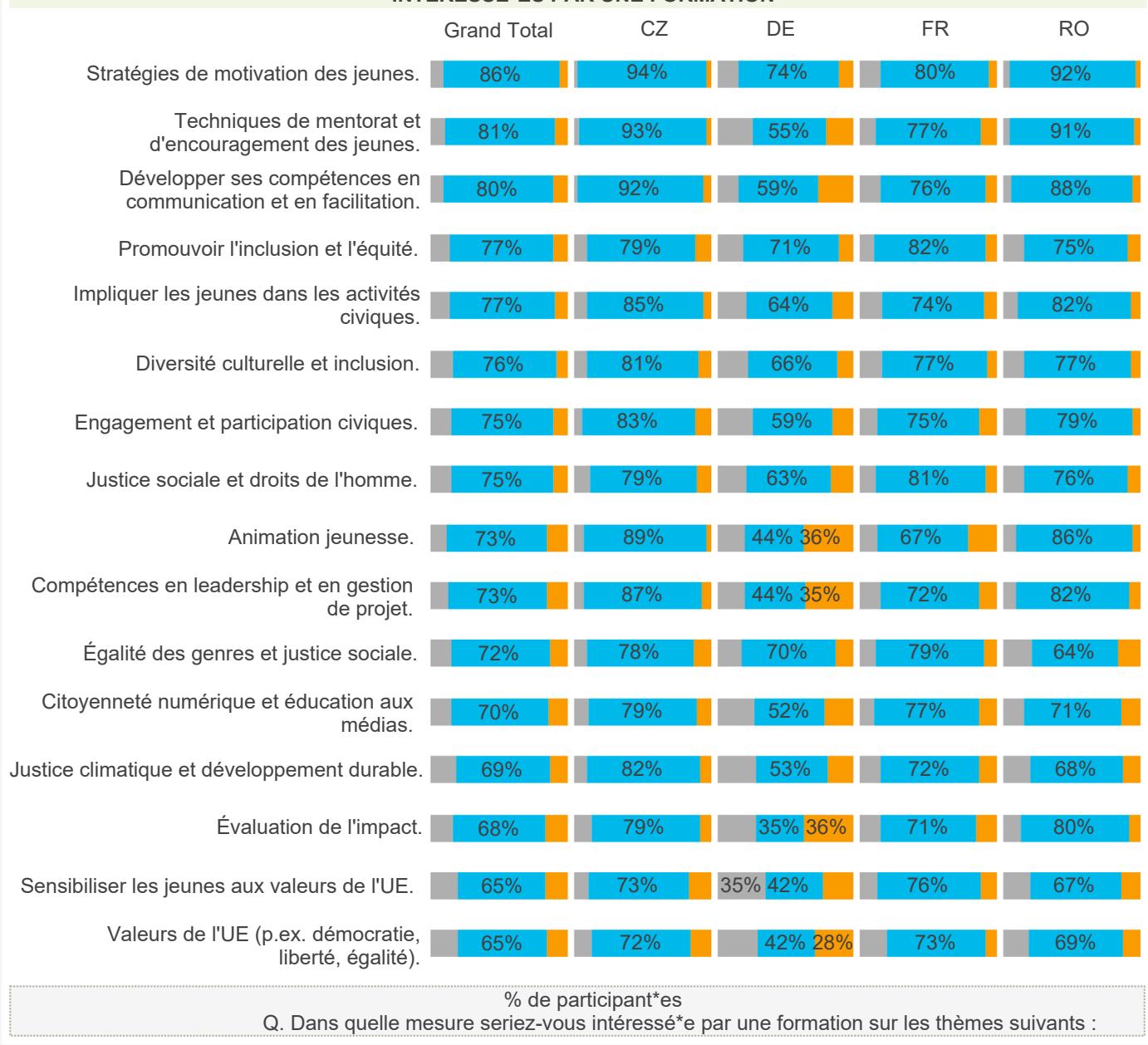
3.4.1 Topics of interest

Dans tous les pays, les animateur*ices jeunesse manifestent le plus grand intérêt pour les formations sur la motivation des jeunes (86 %), le mentorat (81 %) et la communication (80 %). L'animation des jeunes (73 %) et la participation civique (75 %) occupent également une place importante, ce qui témoigne d'un intérêt constant pour le développement des compétences en matière d'engagement et de soutien.

Si l'intérêt reste fort pour l'inclusion (77 %), la diversité culturelle (76 %) et la justice sociale (75 %), des domaines tels que l'évaluation d'impact (68 %), les valeurs de l'UE (65 %) et la justice climatique (69 %) suscitent un intérêt plus faible.

Les programmes de formation devraient s'appuyer sur les priorités existantes des animateur*ices jeunesse (par exemple, le mentorat, la motivation, la facilitation) tout en introduisant des modules accessibles sur des sujets qu'ils reconnaissent comme importants mais dans lesquels ils se sentent moins à l'aise, tels que la culture numérique, la démocratie et l'équité.

INTÉRESSÉ*ES PAR UNE FORMATION



3.4.2 Formats de formation et approches pédagogiques préférés

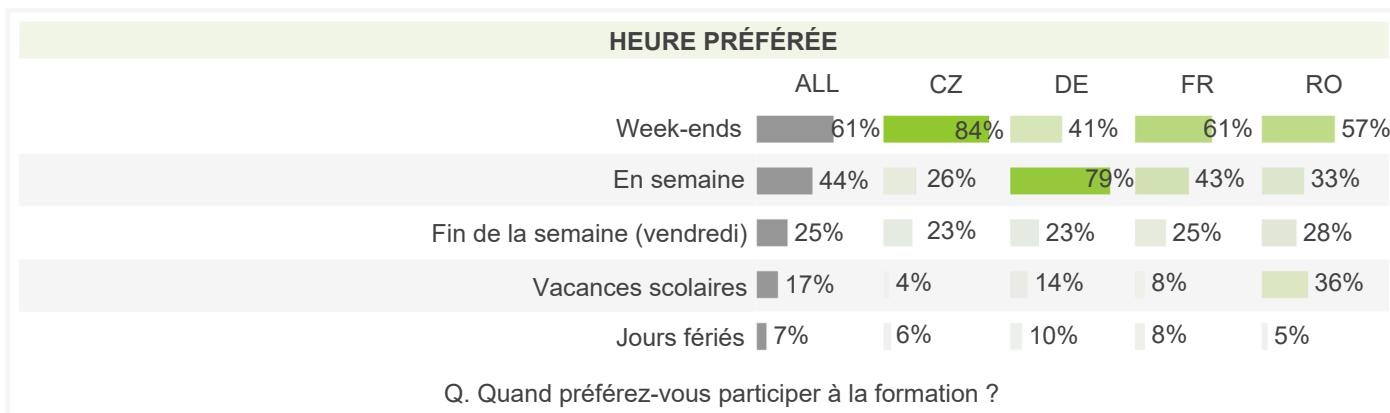
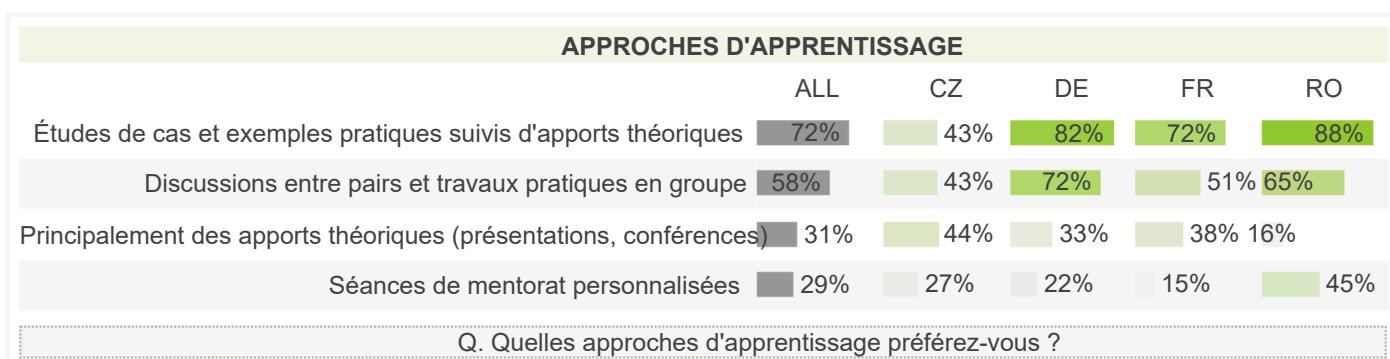
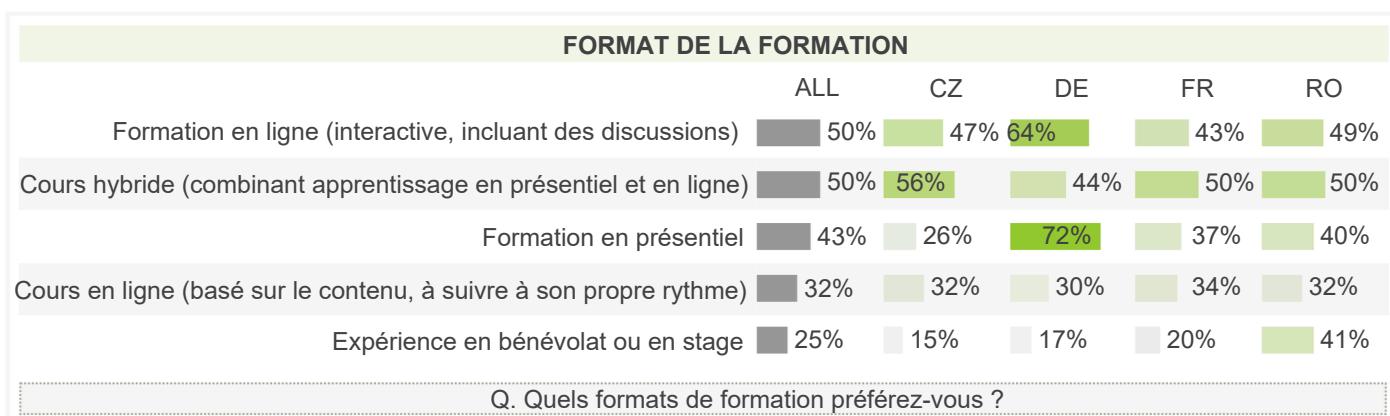
Les animateur*ices jeunesse de tous les pays partagent une préférence pour les formats de formation pratiques et interactifs, même si l'équilibre entre les formations numériques et en présentiel varie.

En ce qui concerne les résultats comparatifs, il existe certaines différences entre les pays. En Roumanie, on observe une forte préférence pour l'apprentissage appliqué : 88 % choisissent les études de cas et les exemples pratiques, tandis que seulement 16 % privilégient les cours magistraux. Les formats hybrides (50 %) et interactifs en ligne (49 %) sont les plus populaires, le week-end (57 %) étant le moment préféré.

Les animateur*ices jeunesse tchèques privilégient également la flexibilité, préférant les formats hybrides (56 %) et en ligne (47 %), avec un mélange de théorie et de pratique. Les week-ends (84 %) dominent comme meilleur moment pour la formation. Les animateur*ices jeunesse allemand*es se distinguent par leur forte préférence pour les formats structurés en présentiel. Les sessions en face à face (72 %) et l'apprentissage basé sur des cas concrets (82 %) sont clairement privilégiés, la formation étant idéalement programmée en semaine (79 %).

En France, les préférences sont plus équilibrées. Les formats hybrides (50 %) et les méthodes participatives telles que les discussions entre pairs (51 %) sont courants, les week-ends (61 %) et les vacances scolaires (33 %) sont préférés en termes des horaires.

Dans l'ensemble, les animateurs jeunesse apprécient le caractère pratique, l'engagement et les horaires qui respectent leur disponibilité, la Roumanie et l'Allemagne se situant aux extrémités opposées du spectre : l'une penchant pour le numérique et l'application, l'autre pour la structure et le présentiel.



3.4.3 Contenus ou activités de formation préférés

Dans tous les pays, les animateur*ices jeunesse ont exprimé une forte préférence pour les formations pratiques, interactives et basées sur des exemples concrets. Cependant, l'importance accordée aux différents éléments varie considérablement d'un contexte à l'autre.

En Allemagne, la tendance la plus claire est le besoin d'un mélange équilibré entre théorie et pratique, les animateur*ices soulignant l'importance d'apports concis d'experts suivis de méthodes directement applicables. La certification a également été mentionnée comme un facteur de motivation important. En République tchèque, les sondé*es ont mis davantage l'accent sur une pédagogie expérientielle et interactive, avec un rôle prépondérant accordé au mentorat, au coaching et aux simulations. Iels ont également souligné la nécessité d'une certaine flexibilité dans le format (sessions plus courtes, prestation hybride) et de disposer de supports concrets qu'iels pourraient emporter avec eux.

En France, les animateur*ices jeunesse ont donné la priorité aux ressources concrètes et directement applicables, demandant des études de cas et des exemples pratiques qui évitent l'abstraction. Iels ont également insisté sur la flexibilité et l'accessibilité, demandant des modules plus courts, des options hybrides et une reconnaissance par le biais de badges ou de certifications. Les thèmes tels que la lutte contre la discrimination, la diversité et la santé mentale ont occupé une place importante. En Roumanie, les animateur*ices ont mis en avant l'apprentissage par le service, le volontariat et l'éducation expérientielle comme des outils distinctifs, reliant directement l'engagement des jeunes à la responsabilité civique. L'accent mis sur le lien entre le développement personnel et l'action sociale était plus prononcé que dans les autres pays.

Dans l'ensemble, les données suggèrent que si tous les pays souhaitent une formation ancrée dans la réalité et riche en méthodes interactives, l'Allemagne se distingue par son équilibre entre théorie et pratique, la République tchèque par l'importance qu'elle accorde à la pédagogie expérientielle, la France par l'accent mis sur la flexibilité et les ressources concrètes, et la Roumanie par sa forte orientation vers l'engagement civique à travers l'apprentissage par le service.

« La formation doit nous fournir des exemples concrets et des outils pratiques que nous pouvons appliquer immédiatement, mais aussi un espace pour échanger et apprendre les un*es des autres. » pourrait être une perspective commune sur le contenu ou les activités de formation préférés.

Voir le graphique complet en annexe.

CONTENU ET ACTIVITÉS PRÉFÉRÉS								
Activités basées sur des exemples concrets	Soutien émotionnel et bien-être	Sessions interactives « jeux de rôle », « jeux d'équipe »		Mis à jour		Civique et critique	Équilibre entre théorie et pratique	
Compétences civiques et esprit critique	Feedback, réflexion et empathie	Mentorat et apprentissage entre pairs		Bénévolat et action sociale			Éducation civique numérique	Numérique
Culture numérique et utilisation des médias	Inclusion, diversité et valeurs de l'UE	Conception et financement du projet		Animation jeunesse et communication		Numérique et médias		
Engagement civique et valeurs de l'UE	Inclusion et diversité	Mentorat et apprentissage entre pairs	Conception et gestion de projet				Échange et apprentissage entre pairs	Santé mentale et inclusion
Outils numériques et éducation aux médias	Méthodes interactives et pratiques	Réseautage et échange					Motivation	
Formats flexibles et accessibles	Santé mentale et bien-être	Aucune préférence particulière	Théorie et études de cas		Conception et gestion de projet		Méthodes pratiques et applicables	

Q. Quels contenus ou activités devraient être inclus dans la formation pour que vous y participez ?
Question ouverte

3.4.4 Obstacles et incitations à l'accès à la formation professionnelle continue

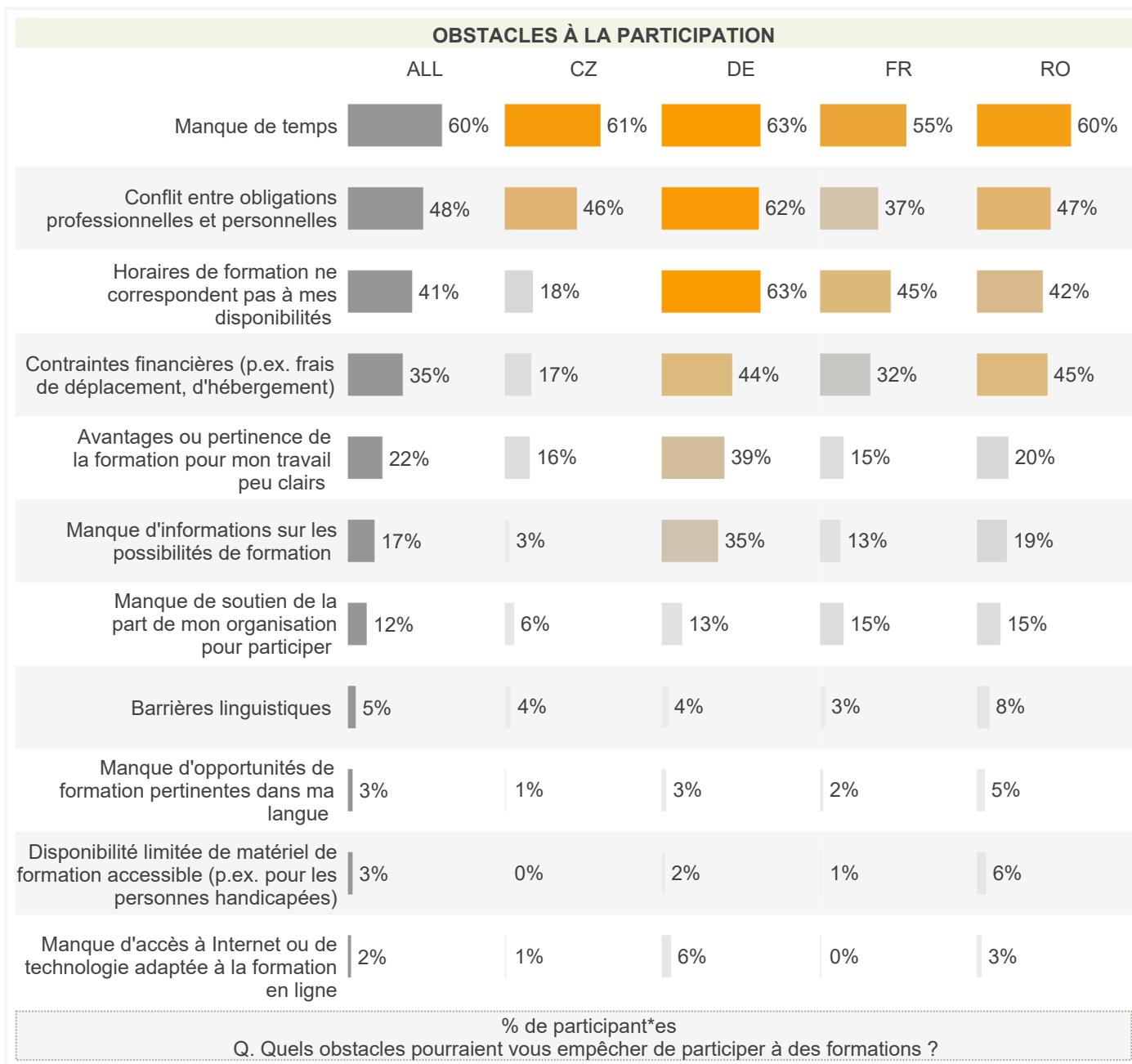
Dans l'ensemble, les animateurs jeunesse identifient le manque de temps et les contraintes d'emploi du temps comme les obstacles les plus courants à la participation à une formation. Une majorité (60 %) invoque le manque de temps, et 48 % déclarent que leurs obligations professionnelles ou personnelles entrent en conflit avec les possibilités de formation. En outre, 41 % trouvent que les horaires des formations ne correspondent pas à leurs disponibilités.

Les contraintes de temps sont particulièrement prononcées en Allemagne (63 %), où les problèmes d'emploi du temps (63 %) et le manque de clarté des avantages (39 %) sont également plus fréquemment signalés que dans d'autres pays.

En Roumanie, les contraintes financières (45 %) et les conflits d'horaires (42 %) jouent un rôle plus important, parallèlement aux contraintes de temps (60 %). La France signale globalement moins d'obstacles, même si 55 % des sondé*es citent tout de même le temps comme une contrainte et 45 % mentionnent les horaires.

En revanche, les animateurs jeunesse tchèques sont moins susceptibles de signaler la plupart des obstacles, seuls 18 % mentionnent les conflits d'horaires et 17 % les problèmes financiers, bien que le temps reste une préoccupation majeure (61 %).

Les obstacles techniques ou liés à l'accessibilité restent marginaux dans tous les pays, la langue, l'internet et l'accès au matériel étant rarement cités comme des obstacles. Ces résultats suggèrent que les prestataires de formation devraient donner la priorité à la flexibilité des horaires et indiquer clairement la valeur de la formation afin de surmonter les obstacles à la participation.

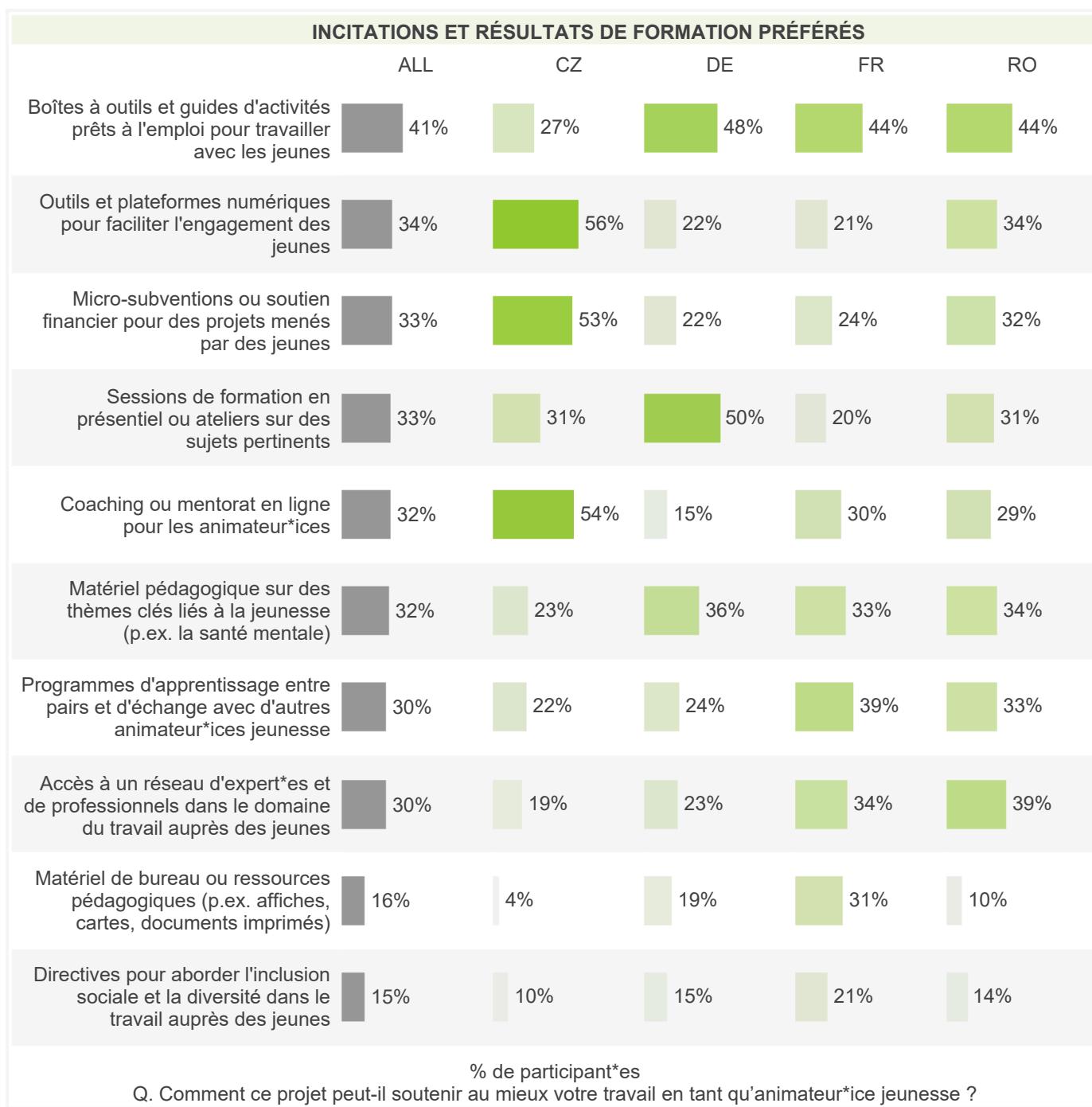


Dans les quatre pays, les animateur*ices jeunesse ont souligné l'importance des outils accessibles, des liens avec leurs pairs et des expert*es, ainsi que des mécanismes de soutien qui rendent leur travail auprès des jeunes plus efficace et durable.

Les outils les plus appréciés étaient les boîtes à outils et les guides d'activités (41 %), les plateformes d'engagement numérique (34 %) et le soutien financier sous forme de micro-subventions (33 %). L'intérêt pour le matériel éducatif (32 %) et le coaching en ligne (32 %) était également notable, ce qui montre que de nombreux animateur*ices recherchent à la fois des ressources concrètes et des options de développement personnalisées.

Les possibilités d'apprentissage entre pairs (30 %) et les réseaux de professionnels (30 %) ont été systématiquement appréciés, en particulier dans les contextes où les animateur*ices jeunesse opèrent avec un soutien institutionnel limité.

Bien que les préférences varient d'un pays à l'autre, les données suggèrent un désir commun d'outils flexibles et orientés vers la pratique, ainsi que de communautés d'apprentissage qui vont au-delà des formations ponctuelles afin de favoriser le développement et l'impact continu.



3.4.5 Intérêt pour la participation à des expériences internationales et besoins

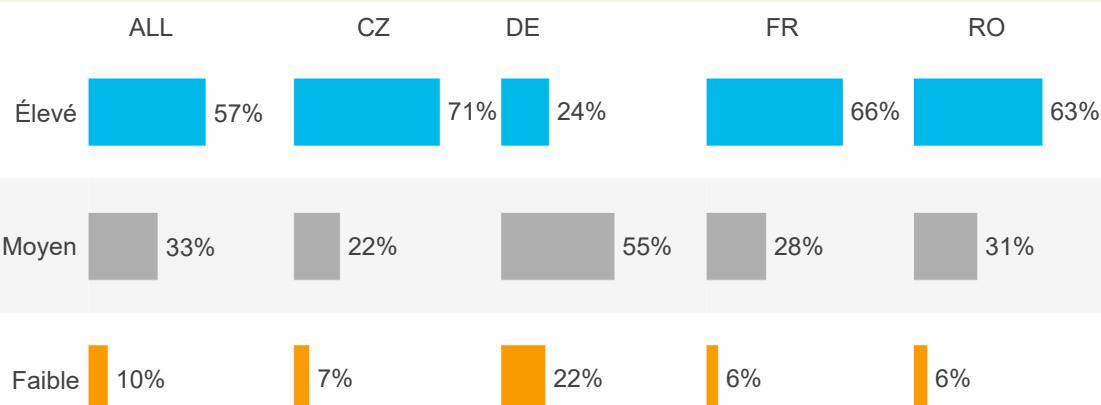
Dans les quatre pays, les animateur*ices jeunesse expriment un intérêt variable mais généralement fort pour l'engagement international, avec un taux de participation élevé allant de 20 % (Allemagne) à 70 % (République tchèque).

Cet intérêt va au-delà de la simple curiosité, les animateur*ices jeunesse décrivant systématiquement la collaboration internationale comme un moyen utile d'améliorer leurs compétences, d'accroître leur motivation et d'apporter une énergie nouvelle à leur travail. Ils soulignent l'importance de l'apprentissage entre pairs, de la découverte de nouvelles approches et de la capacité à transposer les connaissances internationales dans leur contexte local.

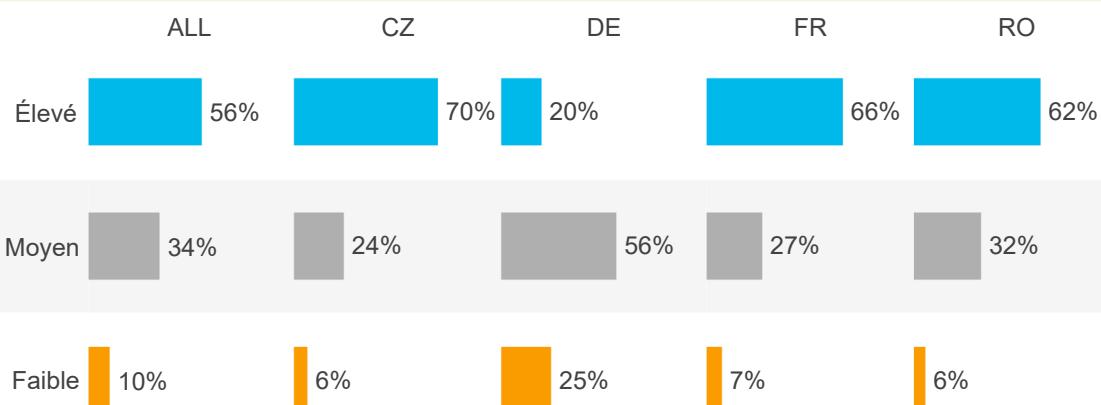
Des obstacles logistiques subsistent, mais lorsqu'ils sont surmontés, les expériences internationales sont largement considérées comme un outil de développement professionnel et d'innovation.

Dans l'ensemble, le soutien à la mobilité et à la coopération européenne reste une stratégie pertinente et efficace pour le développement des animateur*ices socio-éducatifs, en particulier lorsqu'elle repose sur des applications pratiques, des échanges entre pairs et un soutien institutionnel.

INTÉRÊT POUR PARTICIPER AUX PROCHAINES ACTIVITÉS ENGAGE



PROBABILITÉ DE PARTICIPER À DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX DE FORMATION OU DE RÉSEAUTAGE



3.5 RÉSULTATS PRINCIPAUX ET REMARQUES FINALES

3.5.1 Conclusions générales

Dans les quatre pays, les animateur*ices jeunesse partagent un engagement fort en faveur de l'engagement civique, de l'inclusion et de l'animation jeunesse, mais sont confronté*es à des obstacles communs dans leur travail, notamment la faible participation des jeunes, les ressources institutionnelles limitées et le soutien insuffisant des familles ou des communautés. Les problèmes de santé mentale chez les jeunes, les inégalités sociales et les pressions de l'environnement numérique sont des préoccupations récurrentes, qui soulignent la complexité des contextes dans lesquels le travail jeunesse doit évoluer.

Malgré ces défis communs, les profils spécifiques à chaque pays révèlent des différences notables en termes d'expérience, de priorités et de besoins en matière de formation :

La Roumanie présente un profil d'animateur*ices jeunesse hautement qualifiés, basés en milieu urbain, dont beaucoup sont nouveaux dans le domaine. Leur travail se caractérise par une grande motivation et une forte orientation vers des méthodes expérientielles et non formelles. Les défis à relever concernent principalement la démotivation des jeunes, leur manque d'orientation et leur manque d'engagement, en particulier pour les jeunes confrontés à la pauvreté, à des difficultés scolaires ou au désavantage rural. Les animateur*ices roumain*es préfèrent les formations pratiques et concrètes, avec une forte composante de travail entre pairs, et manifestent un vif intérêt pour la collaboration internationale.

L'Allemagne se distingue par l'importance qu'elle accorde à la démocratie, à la participation et à l'inclusion pour répondre aux menaces sociétales telles que l'extrémisme et les inégalités. Les animateur*ices jeunesse font état d'une grande stabilité professionnelle et privilégiennent les méthodes structurées et participatives. Leurs besoins de formation les plus urgents concernent l'égalité des sexes, l'éducation aux médias et la justice climatique. Les échanges internationaux sont considérés comme un outil permettant de relever les défis mondiaux et de renforcer les pratiques.

En République tchèque, les animateurs jeunesse sont souvent en début de carrière et citent la santé mentale, l'isolement et la désinformation comme les principaux défis auxquels sont confrontés les jeunes. Leur travail d'inclusion se concentre sur le mentorat personnel, les espaces sécurisés et les activités accessibles. Les besoins en formation tournent autour des stratégies de motivation, des méthodes d'inclusion et des outils expérientiels, la flexibilité et l'apprentissage entre pairs étant prioritaires.

La France présente un champ d'action diversifié, axé sur la sensibilisation, l'instauration d'un climat de confiance et la lutte contre l'exclusion sociale. Les animateur*ices jeunesse soulignent que la santé mentale, la discrimination et la déconnexion politique sont des questions urgentes. Ils ont recours au mentorat par les pairs, à des méthodes interculturelles et à l'engagement communautaire comme stratégies d'inclusion. La formation doit être pratique, flexible et certifiée, avec un intérêt marqué pour les échanges européens.

Dans les quatre pays, les animateur*ices jeunesse sont très engagés, mais travaillent souvent dans des environnements disposant de ressources limitées. Ils recherchent des formations pratiques, accessibles et adaptées à la réalité du terrain, notamment sur des thèmes tels que le bien-être émotionnel, l'inclusion, la participation et la mise en œuvre de projets. Le fort engouement pour la coopération internationale, à l'exception des animateur*ices jeunesse allemand*es, suggère une compréhension commune du fait que l'apprentissage transfrontalier est essentiel pour relever les défis locaux et européens dans le domaine du travail jeunesse.

3.5.2 Résultats en comparaison

Les animateur*ices jeunesse en République tchèque

Le profil des animateur*ices jeunesse interrogé*es en République tchèque, tel qu'il ressort des données de l'enquête, montre un groupe de praticiens principalement jeunes ou d'âge moyen, diplômé*es et basé*es dans des zones urbaines, les femmes constituant la majorité des sondés. Beaucoup travaillent dans des ONG, des écoles ou des centres de jeunesse, souvent avec des adolescents et des jeunes adultes. Une grande partie d'entre eux déclarent avoir moins de cinq ans d'expérience, ce qui montre l'émergence d'une nouvelle génération d'animateurs dans ce domaine.

Le lien entre formation, pratique et priorités est variable. Les animateur*ices jeunesse tchèques accordent la priorité à l'engagement civique, au leadership et à l'inclusion, mais la majorité d'entre eux manquent de formation dans ces domaines. La confiance dépasse souvent la préparation formelle, en particulier dans des domaines tels que l'éducation civique et les droits humains, tandis que les domaines nouveaux et émergents (par exemple, la justice climatique, l'intersectionnalité et l'égalité des genres) restent sous-développés.

Les animateur*ices jeunesse identifient les défis liés au travail avec les jeunes qui reflètent à la fois les préoccupations mondiales et locales. Ils notent que les jeunes sont confronté*es à des problèmes de santé mentale croissants, à l'isolement social et à l'incertitude quant à l'avenir, aggravés par la surcharge numérique et la désinformation.

Selon les animateur*ices jeunesse, les obstacles au travail avec les jeunes comprennent une faible participation, des ressources limitées et un soutien insuffisant de la part de la communauté ou des parents. L'inclusion est considérée comme particulièrement difficile pour les jeunes confronté*es à des obstacles liés à la santé, à un handicap ou à un risque d'exclusion sociale.

Pour motiver et inclure les jeunes dans leurs activités, les animateur*ices tchèques s'appuient sur des méthodes expérientielles et non formelles telles que les jeux de rôle, le mentorat et les exercices de réflexion.

Les préférences en matière de formation montrent une forte demande pour un apprentissage interactif et flexible. Les responsables préfèrent les formats hybrides ou plus courts, qui mettent l'accent sur l'apprentissage expérientiel, le mentorat et les échanges entre pairs. Les priorités en matière de contenu comprennent les stratégies de motivation, les pratiques d'inclusion, la santé mentale, la communication, la pensée critique et la gestion de projets. Le besoin de matériel prêt à l'emploi et d'outils concrets a été souligné.

Les animateurs jeunesse tchèques se montrent également ouverts aux expériences internationales, qui sont perçues comme des occasions de trouver l'inspiration, de développer de nouvelles méthodes et de renforcer la collaboration.

Les animateur*ices jeunesse en France

Le profil des animateur*ices jeunesse en France montre un groupe diversifié, dont de nombreux sondé*es sont actifs dans des ONG, des organisations communautaires et des services jeunesse. Les femmes sont majoritaires et la plupart sont basées dans des zones urbaines. Leur expérience professionnelle varie, mais beaucoup combinent une formation formelle avec une implication pratique dans le travail jeunesse.

La formation, la pratique et les priorités révèlent à la fois des points forts et des insuffisances. Les animateur*ices jeunesse français*es accordent la priorité à l'engagement civique, à la participation et à l'inclusion, mais la formation est inégale selon les domaines thématiques. La confiance est la plus forte dans les domaines de l'éducation civique et de l'inclusion, tandis que des lacunes subsistent en matière de justice climatique et d'égalité des sexes. La maîtrise du numérique et des médias est de plus en plus importante, mais elle n'est pas systématiquement considérée comme un besoin de formation.

Les animateur*ices jeunesse identifient les défis urgents auxquels sont confronté*es les jeunes en France : santé mentale, augmentation des inégalités sociales, exclusion des groupes marginalisés et méfiance à l'égard des institutions politiques.

Les obstacles perçus dans le travail avec les jeunes comprennent les ressources limitées, le manque de financement régulier et la difficulté d'atteindre les jeunes en situation précaire ou marginalisée.

Pour motiver et inclure les jeunes, les responsables français*es s'appuient sur l'établissement d'une relation de confiance et ont souvent recours à des approches par les pairs, au mentorat par les pairs et à des activités basées sur le dialogue. L'éducation non formelle et interculturelle, les campagnes de sensibilisation et les ateliers civiques occupent également une place importante. La création d'espaces sûrs et accueillants a été soulignée comme essentielle.

Les préférences en matière de formation sont fortement orientées vers des contenus pratiques, concrets et accessibles. Des études de cas, des exemples tirés de la vie réelle et des ressources téléchargeables ont été demandés, ainsi que des formats courts, flexibles et hybrides. Les priorités en matière de contenu comprennent l'inclusion, la lutte contre la discrimination, la santé mentale, les outils numériques et la gestion de projets.

Les responsables français de la jeunesse expriment également un vif intérêt pour la coopération internationale, en particulier Erasmus+ et les réseaux européens, qu'ils considèrent comme un moyen d'élargir les opportunités et d'apprendre de nouvelles stratégies.

Les animateur*ices jeunesse en Allemagne

Concentré*es dans les zones urbaines et issus de l'enseignement supérieur, beaucoup d'entre eux sont actifs dans des ONG, des organisations communautaires ou des centres de jeunesse. Si l'équilibre entre les sexes est respecté, une grande partie des animateur*ices de jeunesse déclarent avoir entre trois et dix ans d'expérience, ce qui montre que le domaine est ancré à la fois par des professionnels stables et par des nouveaux venu*es.

La formation, la pratique et les priorités sont étroitement liées, même si des insuffisances persistent. Les animateur*ices jeunesse allemand*es accordent une grande importance à l'engagement civique, à l'animation et à la participation. Cependant, si la confiance dans l'enseignement de la démocratie et de l'inclusion est forte, la formation reste variable. Beaucoup se sentent mal préparé*es dans des domaines tels que la justice climatique, l'égalité des genres et la maîtrise des médias numériques, alors même que ces questions sont identifiées comme des défis majeurs pour les jeunes.

Les animateur*ices jeunesse identifient de multiples défis dans leur travail. Iels soulignent que les jeunes en Allemagne sont confronté*es à l'angoisse climatique, à l'extrémisme politique et aux menaces qui pèsent sur la démocratie, ainsi qu'aux inégalités économiques et au manque de logements. Les obstacles dans le travail avec les jeunes comprennent le manque de ressources, la faible participation et le soutien institutionnel insuffisant. Les pratiques inclusives restent complexes, avec des défis à relever dans le travail avec les jeunes handicapé*es, celleux qui ont des difficultés scolaires ou celleux qui sont confronté*es à des obstacles liés à la santé.

Pour motiver et impliquer les jeunes, les animateur*ices jeunesse allemand*es comptent sur des méthodes participatives et expérientielles. La participation et la co-création figurent parmi les stratégies les plus mises en avant, donnant aux jeunes la maîtrise des activités. Les ateliers interactifs, les jeux, les projets artistiques et le travail en groupe sont courants, tout comme le mentorat et la création d'espaces sécurisés.

Les préférences en matière de formation révèlent une forte demande pour un mélange équilibré entre théorie et pratique. Les sondé*es ont souligné l'importance d'apports théoriques courts et structurés, complétés par des ateliers pratiques, des simulations et des échanges entre pairs. Les besoins spécifiques en matière de contenu comprennent l'éducation à la démocratie, la santé mentale, l'inclusion, la gestion de projet et l'éducation aux médias.

Les animateur*ices jeunesse allemand*es se montrent également moins ouvert*es aux échanges internationaux que leurs homologues. Cependant, celleux qui s'y intéressent voient l'intérêt d'apprendre de nouvelles méthodes, de nouer des partenariats et d'aborder les enjeux mondiaux.

Les animateur*ices jeunesse en Roumanie

Le profil des animateur*ices jeunesse en Roumanie, tel qu'il ressort des données de l'enquête, montre une population très instruite et majoritairement urbaine, 60 % d'entre eux vivant dans de grandes villes et 66 % étant titulaires d'au moins un master. La plupart sont des professionnels expérimenté*es, souvent issus du milieu de l'éducation ou des sciences sociales, et les femmes représentent 72 % des personnes interrogées. Cependant, près de la moitié d'entre eux ont moins de cinq ans d'expérience dans le domaine de la jeunesse, ce qui indique l'émergence d'une nouvelle génération de praticiens. Les personnes interrogées travaillent principalement avec des adolescents âgés de 15 à 24 ans et sont pour la plupart affiliées à des ONG (47 %) et à des écoles (38 %).

Si les animateur*ices jeunesse accordent la priorité à des thèmes tels que l'animation des jeunes, la participation civique et l'engagement, la formation qu'ieles ont reçue dans ces domaines est souvent limitée. Ce décalage est particulièrement évident dans des domaines tels que l'égalité des genres, l'intersectionnalité et la justice climatique, où l'intérêt existe mais où la formation et l'expérience restent faibles. De même, la confiance dépasse souvent la préparation formelle, en particulier dans des domaines tels que l'éducation civique et les droits humains, ce qui suggère un engagement personnel fort mais un soutien institutionnel incohérent.

Les animateur*ices jeunesse font état de défis importants pour motiver et impliquer les jeunes, en particulier celleux qui sont confronté*es à des difficultés scolaires, à un handicap, à des problèmes de santé mentale ou à l'exclusion géographique. Parmi les obstacles figurent la faible participation, les ressources institutionnelles limitées et le manque de soutien parental ou communautaire. Pour y remédier, les animateur*ices jeunesse adoptent des méthodes expérientielles et non formelles telles que l'apprentissage par le service, la narration d'histoires et l'engagement numérique. Iels soulignent l'importance des espaces sécurisés et inclusifs et du mentorat, qui sont essentiels pour instaurer la confiance et favoriser la participation.

En ce qui concerne les préférences en matière de formation, il existe une forte demande pour des formats pratiques, interactifs et fondés sur des exemples concrets. Les études de cas, les simulations et les échanges entre pairs sont systématiquement préférés aux cours magistraux. Les formats hybrides et en ligne sont appréciés pour leur flexibilité, en particulier lorsqu'ils sont programmés le week-end. Les animateur*ices demandent également des boîtes à outils, des réseaux d'expert*es et des outils numériques comme résultats clés, en plus de l'apprentissage entre pairs et de l'accès au financement.

Enfin, les animateurs jeunesse se montrent très ouverts à la collaboration internationale : 62 % d'entre eux déclarent être très susceptibles de participer à une formation internationale et 63 % expriment un vif intérêt pour la poursuite des activités ENGAGE.

IV. JEUNESSE - RÉSULTATS ET CONCLUSIONS

4.1 PROFIL DES SONDE*ES

4.1.1 Aperçu démographique

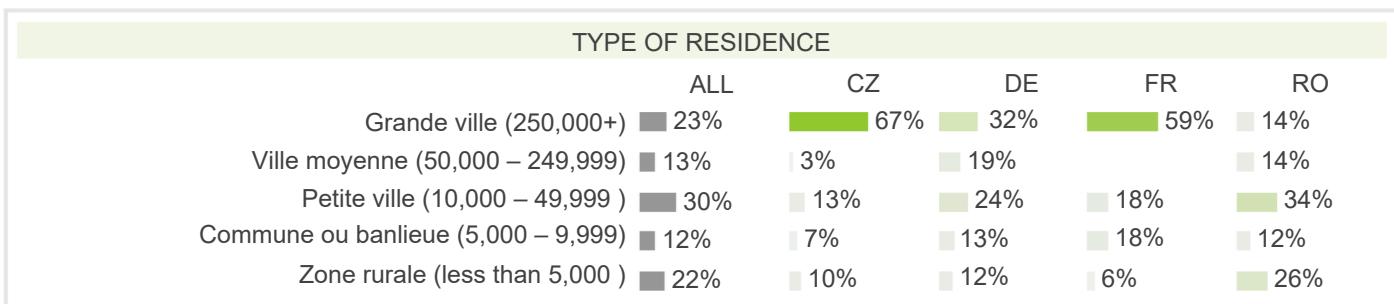
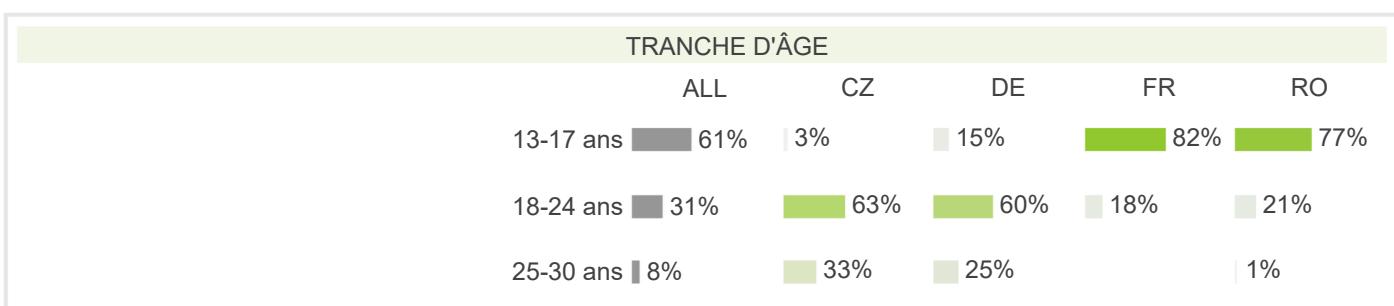
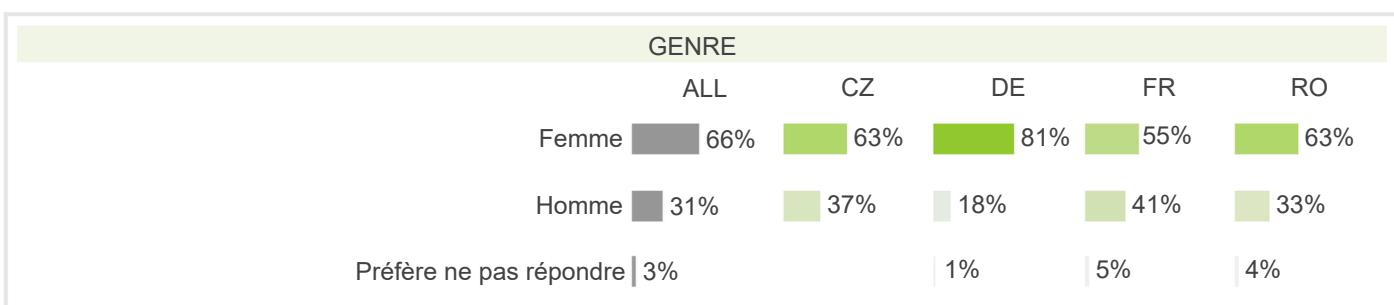
L'échantillon de jeunes (âgés de 13 à 30 ans) n'est pas représentatif et repose sur un échantillonnage de convenance, avec une surreprésentation notable des sondé*es roumains (284 sur un total de 415). La France et la République tchèque contribuent à des échantillons plus modestes (respectivement 22 et 30 réponses), ce qui doit être pris en compte lors de l'interprétation des résultats au niveau national.

Dans l'ensemble, l'échantillon est majoritairement féminin (66 %), la Roumanie et la République tchèque affichant chacune 63 %, la France 59 % et l'Allemagne le pourcentage le plus élevé avec 81 %. La représentation masculine s'élève à 31 % dans l'ensemble, et 3 % ont préféré ne pas communiquer leur genre.

La structure par âge est inégale selon les pays. Si 61 % des sondé*es ont entre 13 et 17 ans, on observe des proportions élevées en France (82 %) et en Roumanie (77 %). En revanche, la Tchéquie et l'Allemagne comptent une proportion plus importante de jeunes plus âgé*es, avec respectivement 63 % et 60 % de 18 à 24 ans. Une proportion plus faible de participant*es appartient à la tranche d'âge des 25-30 ans, la Tchéquie affichant à nouveau le pourcentage le plus élevé (33 %) et la Roumanie le plus faible (1 %).

En termes de localisation, seuls 23 % des sondé*es vivent dans de grandes villes. La Tchéquie et la France affichent une concentration urbaine plus élevée (67 % et 59 %), tandis que la Roumanie et l'Allemagne présentent une répartition plus large entre les petites villes et les zones rurales.

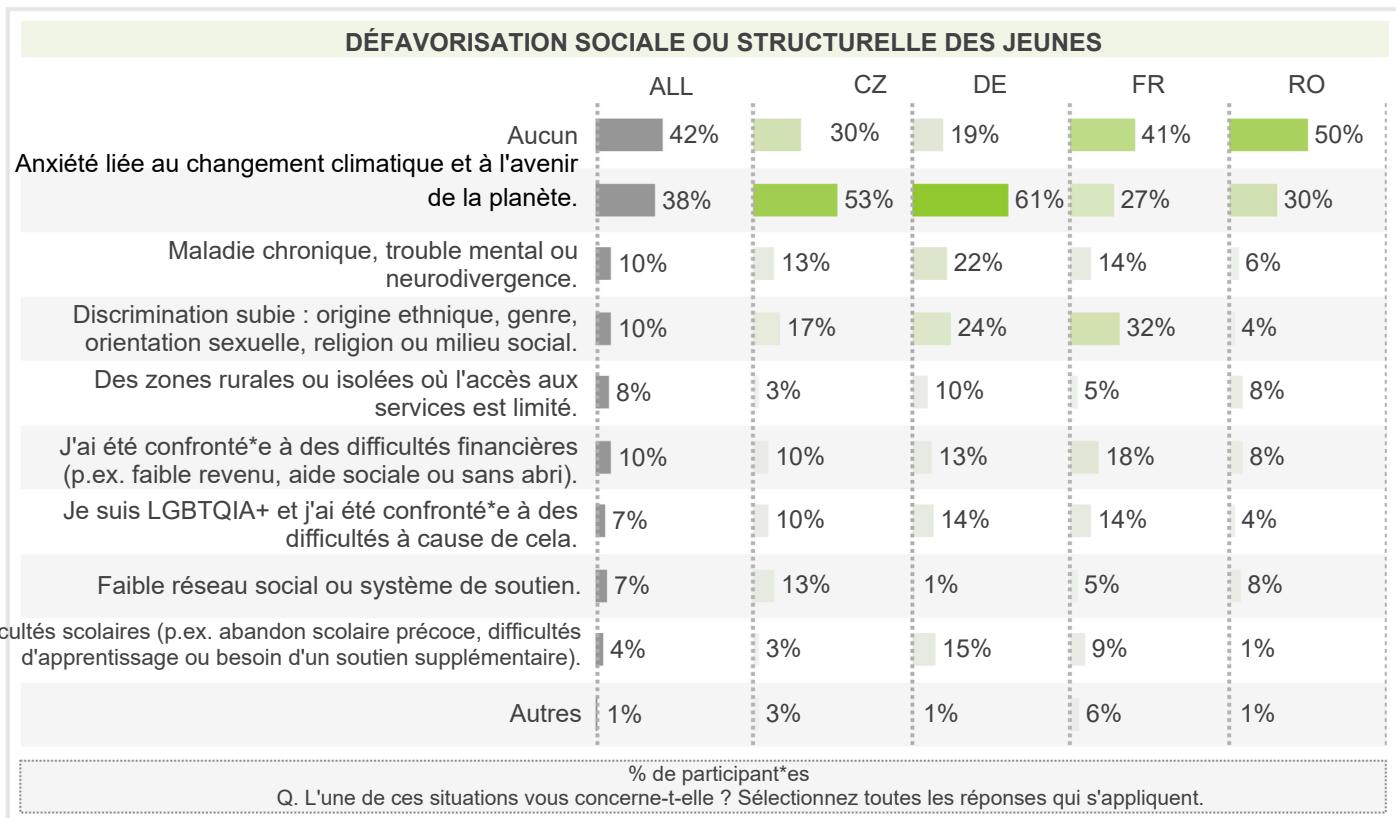
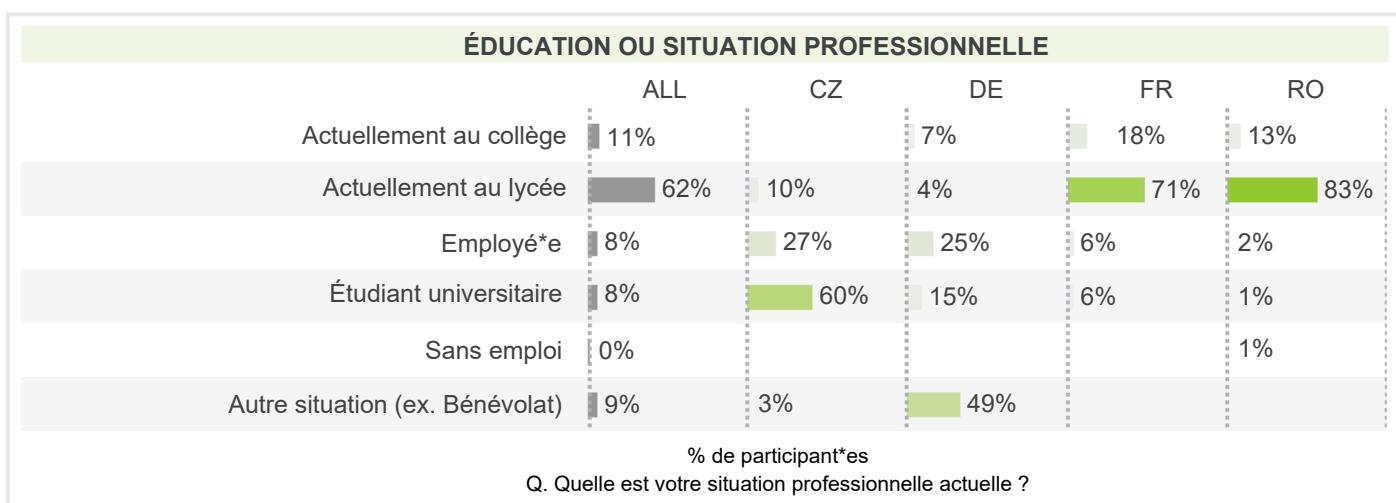
Il est remarquable que 26 % des jeunes sondé*es roumains vivent dans des zones rurales, ce qui représente la proportion la plus élevée de tous les pays.



4.1.2 Éducation, situation professionnelle et situations et défis déclarés

La majorité des sondé*es (62 %) sont actuellement au lycée, la Roumanie affichant le pourcentage le plus élevé (83 %), suivie de la France (71 %). En revanche, seuls 10 % des sondé*es tchèques et 4 % des sondé*es allemand*es sont au lycée. Les étudiant*es universitaires ou collégiaux représentent 8 % de l'ensemble, mais 60 % en République tchèque et 15 % en Allemagne. 8 % des sondé*es déclarent avoir un emploi, dont 27 % en République tchèque et 25 % en Allemagne. Une petite partie (11 %) est au collège, et 9 % déclarent être dans d'autres situations, comme le bénévolat.

Interrogés sur leur situation personnelle, 42 % des sondé*es ont indiqué qu'aucune ne s'appliquait à eux. Le problème le plus souvent cité était l'inquiétude liée au changement climatique (38 % dans l'ensemble, 61 % en Allemagne, 53 % en République tchèque). 10 % des jeunes ont déclaré avoir été victimes de discrimination, avec des variations notables (32 % en France, 24 % en Allemagne, 4 % en Roumanie). Les difficultés financières (10 %) et les problèmes de santé mentale (10 %) ont été mentionnés dans tous les pays, mais plus fréquemment en Allemagne et en France. Peu de sondés se sont identifiés comme LGBTQIA+ confronté*es à des difficultés (7 %) ou ont signalé des difficultés scolaires (4 %), une appartenance à une minorité (2 %) ou un handicap (1 %).



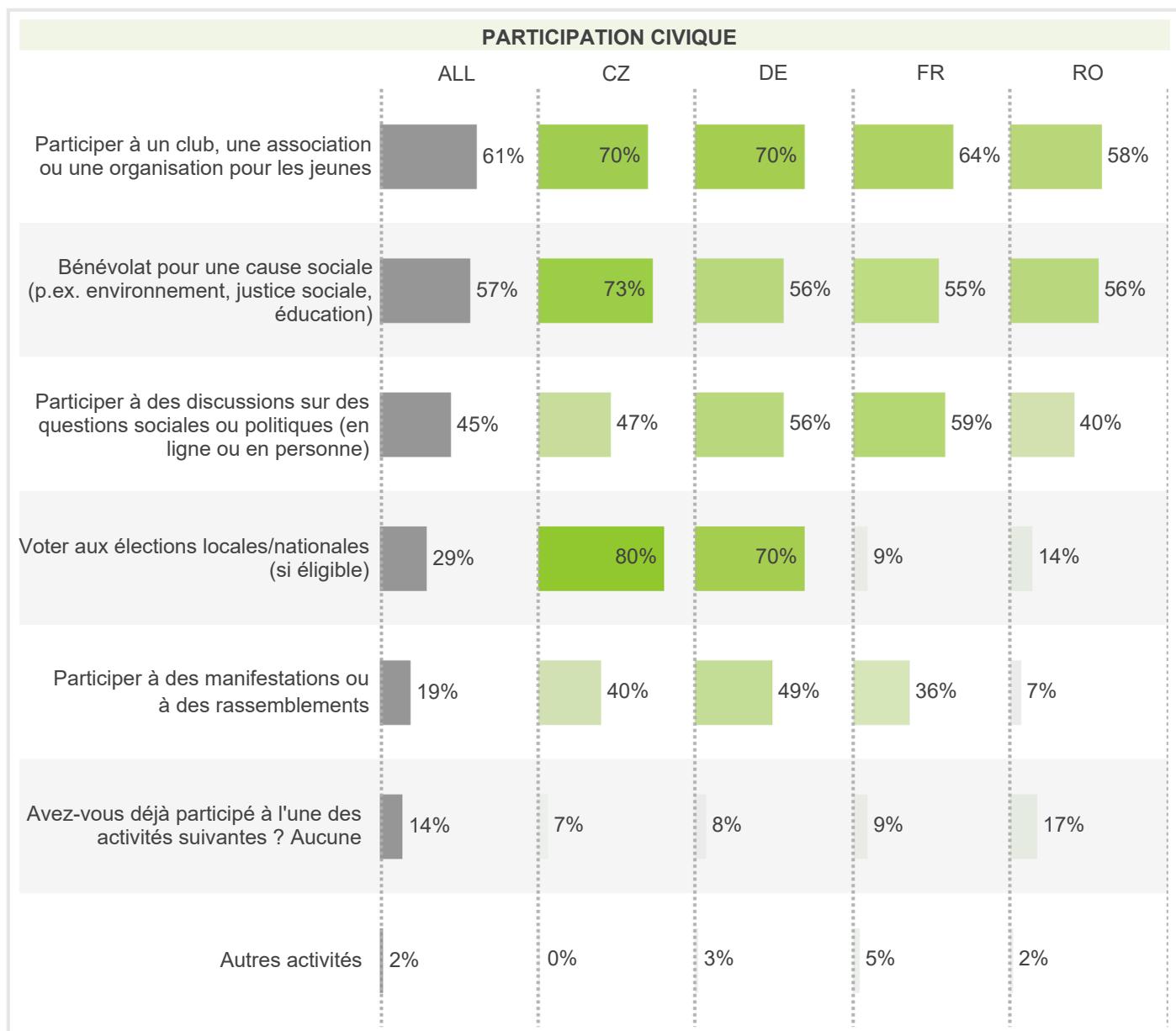
4.2 ENGAGEMENT ET PARTICIPATION CIVIQUE CHEZ LES JEUNES

4.2.1 Participation civique

Dans l'ensemble de l'échantillon, l'engagement civique semble relativement élevé, mais les disparités entre les pays sont évidentes.

La majorité des jeunes interrogé*es déclarent participer à des clubs ou à des organisations de jeunesse (61 %) et faire du bénévolat pour des causes sociales (57 %). Ces deux activités sont les plus courantes en République tchèque (70-73 %) et en Allemagne (70 % et 56 %), tandis qu'elles sont légèrement moins fréquentes en Roumanie (58 % et 56 %). La participation à des discussions politiques ou sociales est déclarée par 45 % des sondés, la France affichant le taux le plus élevé (59 %) et la Roumanie le plus faible (40 %).

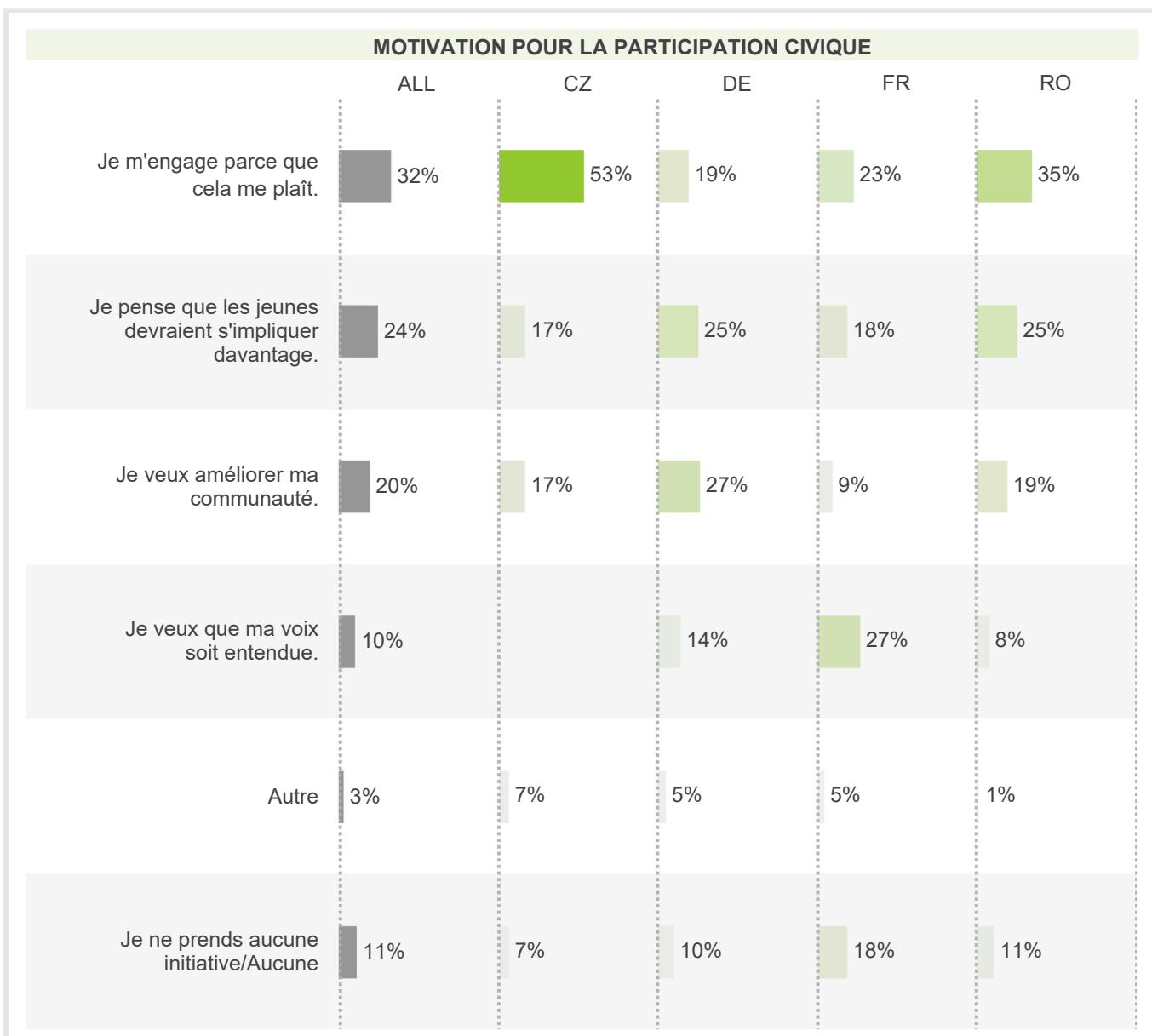
Les taux de participation aux élections varient considérablement : alors que 80 % des jeunes Tchèques et 70 % des jeunes Allemand*es déclarent voter, seuls 9 % des Français*es et 14 % des Roumains le font, ce qui reflète probablement l'âge d'éligibilité dans les échantillons. La participation à des manifestations suit un schéma similaire, avec un taux le plus élevé en Allemagne (49 %) et en Tchéquie (40 %), et le plus faible en Roumanie (7 %). Seuls 14 % déclarent ne participer à aucune activité civique.



4.2.2 Qu'est-ce qui motive les jeunes à s'engager dans des activités civiques ?

Dans les quatre pays, la raison la plus couramment invoquée par les jeunes pour s'engager dans des activités civiques est le plaisir personnel (32 %), avec des taux nettement plus élevés en République tchèque (53 %) et en Roumanie (35 %). Le sens des responsabilités civiques, la conviction que les jeunes devraient s'impliquer davantage, est également courant (24 %), en particulier en Allemagne et en Roumanie (25 % chacun).

La motivation à améliorer sa communauté (20 %) est plus forte en Allemagne (27 %), mais moins en France (9 %). Le désir de faire entendre sa voix est un facteur important en France (27 %), alors que seulement 8 % des Roumains le citent. Environ 11 % déclarent ne participer à aucune action civique, la proportion la plus élevée étant enregistrée en France (18 %).



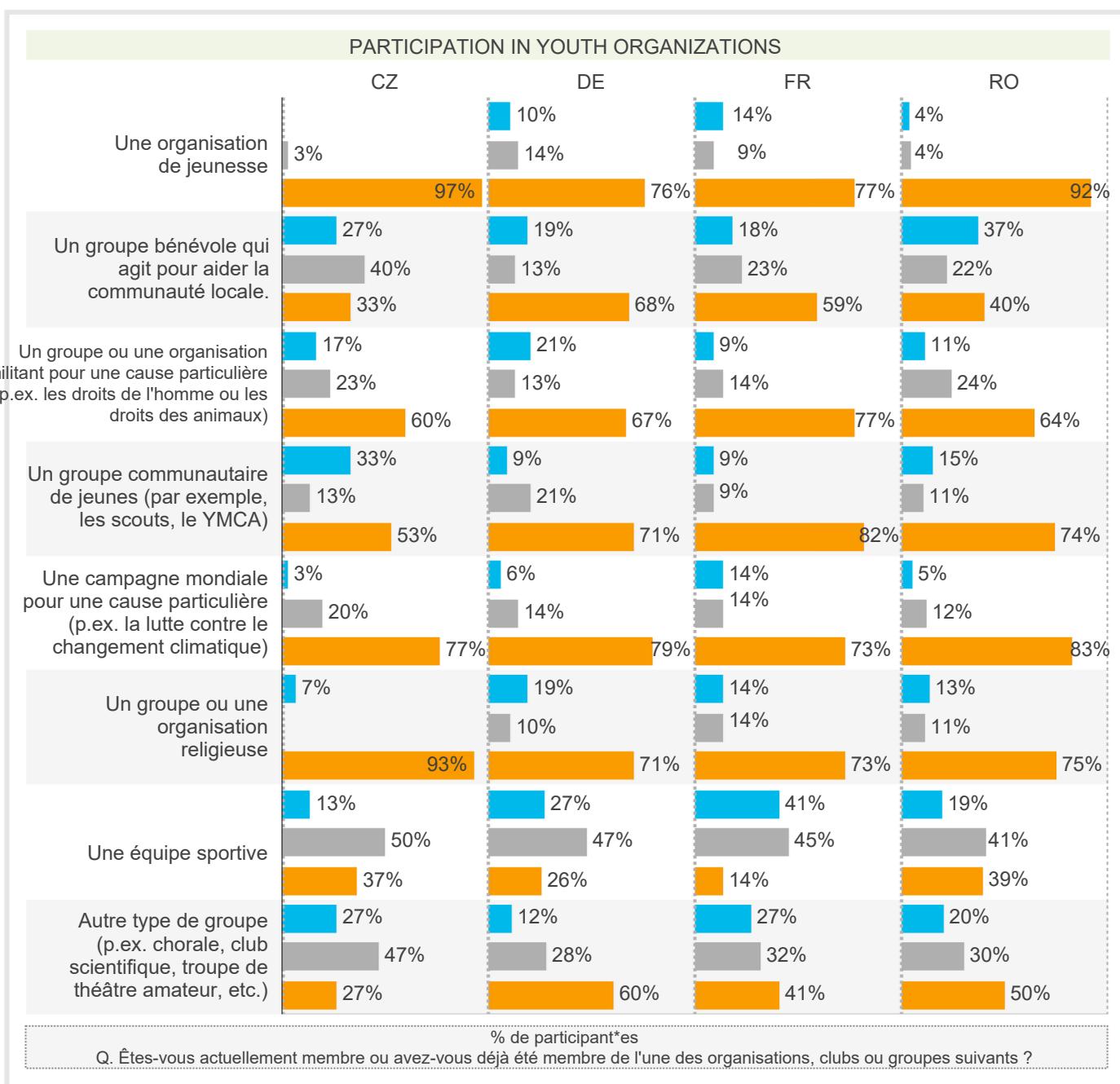
4.2.3 Participation à des organisations de jeunesse

Dans les quatre pays, l'implication dans des groupes structurés varie considérablement. Seule une petite partie des jeunes déclare être actuellement engagée dans une organisation de jeunesse (10 % en République tchèque, 14 % en Allemagne, 4 % en Roumanie et en France), la majorité n'ayant jamais participé. En revanche, les groupes bénévoles qui soutiennent la communauté locale sont plus populaires, en particulier en Roumanie (37 %) et en République tchèque (27 %).

La participation à des campagnes militantes (par exemple, pour les droits de l'homme ou les droits des animaux) reste faible, avec seulement 9 à 21 % des jeunes actuellement impliqués. Les groupes communautaires de jeunes tels que les scouts sont les plus populaires en République tchèque (33 %), moins dans les autres pays. La participation à des campagnes mondiales est minimale (3 à 6 % actuellement actifs).

Les équipes sportives et les clubs créatifs affichent un engagement modéré, les jeunes Français*es déclarant la plus forte participation sportive actuelle (41 %), et les sondé*es tchèques et français*es étant plus actifs dans d'autres types de groupes tels que les chorales ou les clubs (27 %).

■ Oui, je participe actuellement à cela. ■ Non, mais je l'ai déjà fait par le passé. ■ Non, je ne l'ai jamais fait.

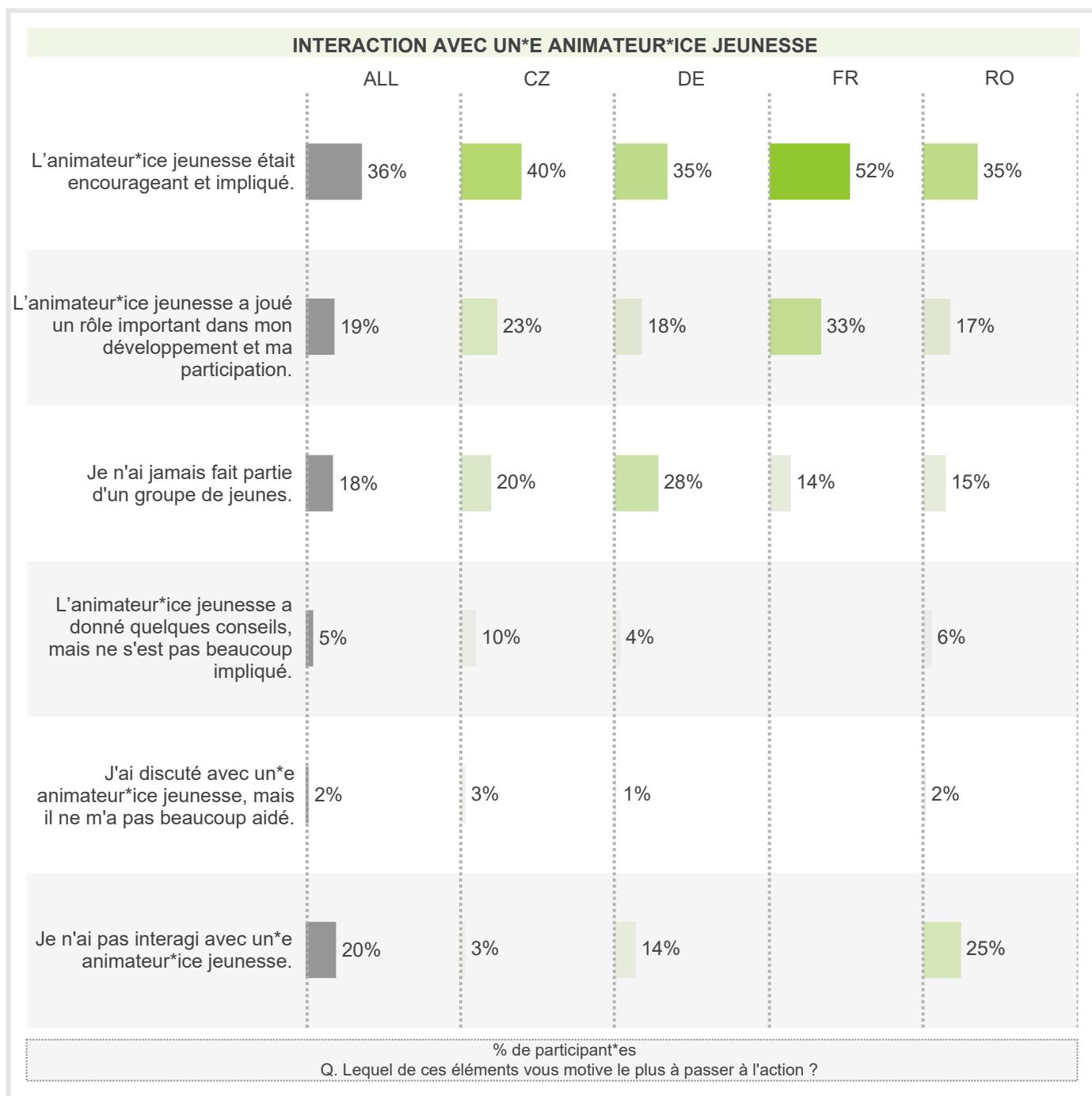


4.2.4 Expérience avec les interactions entre les animateur*ices jeunesse

La perception qu'ont les jeunes de leur engagement auprès des animateur*ices jeunesse varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans l'ensemble, 36 % des jeunes ont décrit leur animateur*ice jeunesse comme étant solidaire et engagé*e, la proportion la plus élevée étant enregistrée en France (52 %) et la plus faible en Roumanie (35 %). En outre, 19 % ont déclaré que l'animateur*ice jeunesse avait joué un rôle majeur dans leur développement, la France se démarquant à nouveau (33 %), tandis que seulement 17 % ont déclaré la même chose en Roumanie.

Environ un*e sondé*e sur cinq a déclaré n'avoir jamais fait partie d'un groupe de jeunes (18 % au total), ce chiffre atteignant 28 % en Allemagne. Une proportion similaire (20 %) a déclaré n'avoir jamais eu de contact avec un*e animateur*ice jeunesse, la Roumanie affichant le taux le plus élevé (25 %).

Seule une petite minorité a décrit des interactions négatives ou limitées avec les animateur*ices (2 à 5 %).

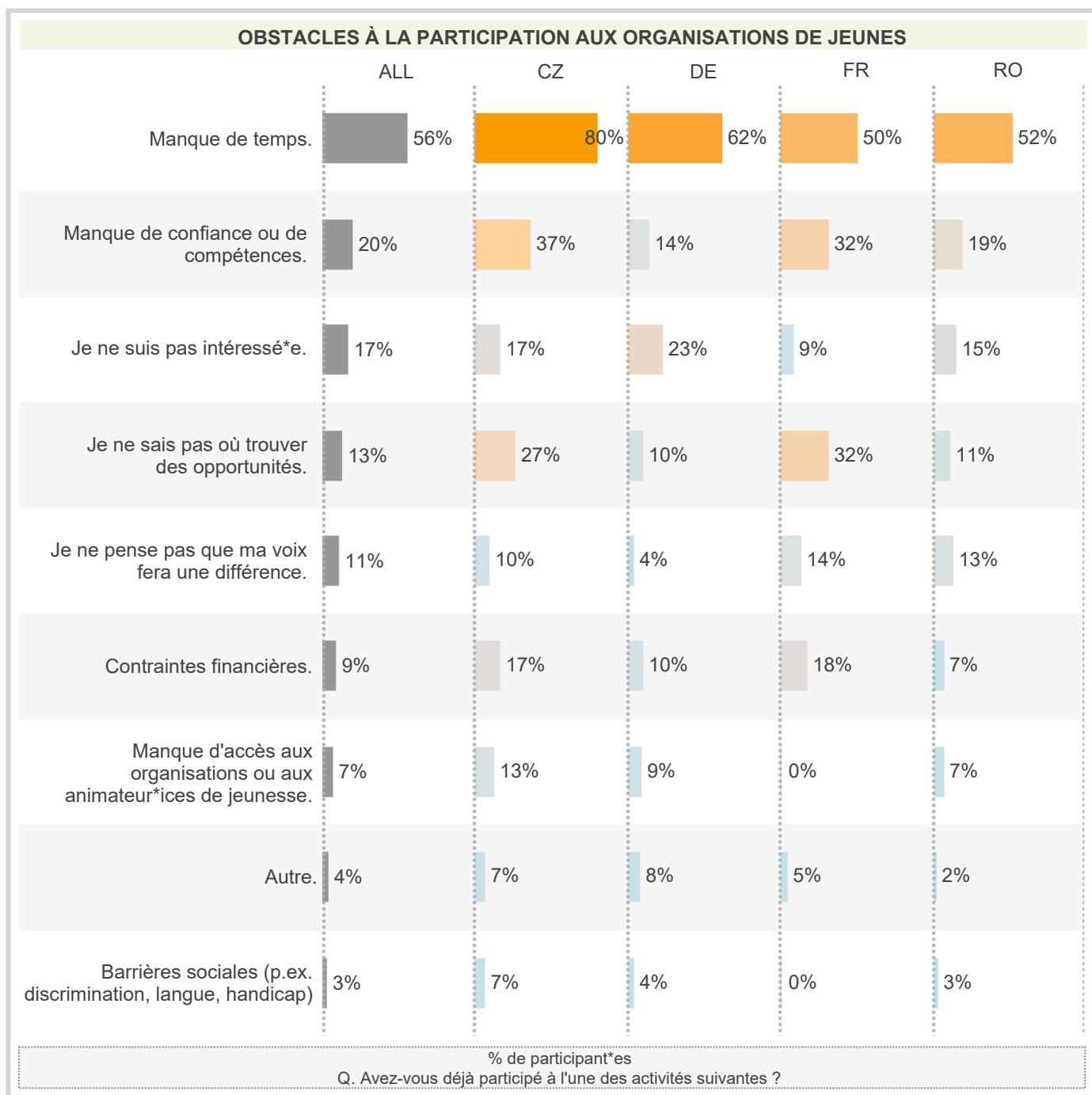


4.2.5 Obstacles à la participation civique

Dans tous les pays, le manque de temps est l'obstacle le plus fréquemment cité à la participation civique, avec 56 % des sondé*es, et des taux particulièrement élevés en République tchèque (80 %) et en Allemagne (62 %).

Le manque de confiance ou de compétences est également significatif (20 % dans l'ensemble), en particulier en République tchèque (37 %) et en France (32 %), contre seulement 14 % en Allemagne. Parmi les autres obstacles fréquemment mentionnés figurent le manque d'intérêt (17 %) et le fait de ne pas savoir où trouver des opportunités (13 %), deux éléments particulièrement remarqués en France (32 %) et en République tchèque (27 %).

Les contraintes financières (9 %) et le manque d'accès aux organisations ou aux animateur*ices de jeunesse (7 %) étaient moins fréquents dans l'ensemble, mais restaient pertinents dans certains contextes. Les barrières sociales telles que la discrimination ou le handicap ont été mentionnées par 3 % des sondé*es.

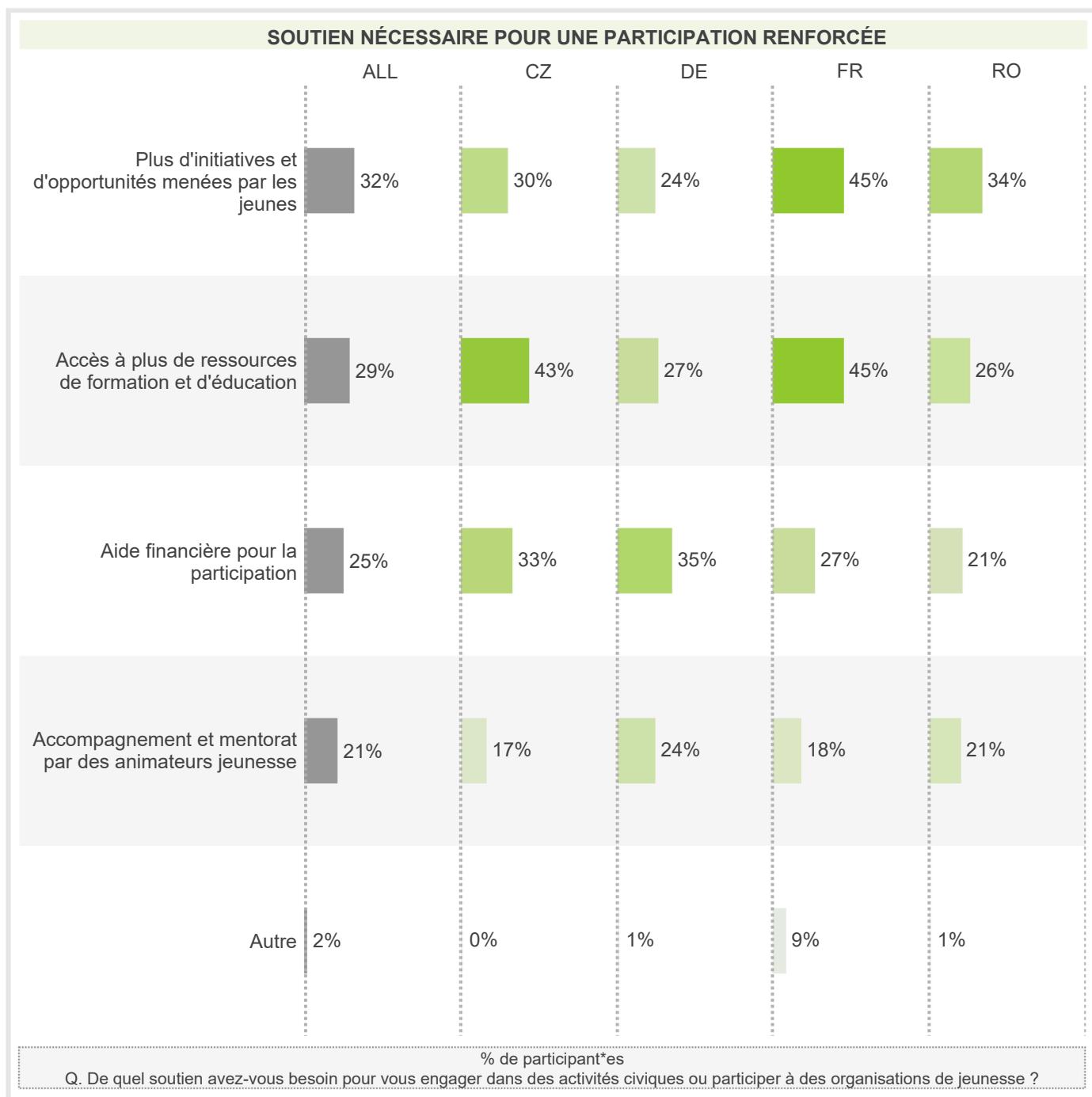


4.2.6 Soutien nécessaire pour encourager les jeunes à s'impliquer

Lorsqu'on leur a demandé ce qui les aiderait à s'engager plus activement, les jeunes de tous les pays ont le plus souvent mentionné la nécessité d'initiatives et d'opportunités davantage axées sur la jeunesse (32 %) et d'un meilleur accès à la formation et aux ressources éducatives (29 %). Ces deux points ont été particulièrement soulignés en France (45 %), tandis que les sondé*es tchèques ont exprimé une demande particulièrement forte en matière de formation (43 %).

Le soutien financier a été mis en avant par 25 % des sondé*es, avec des pourcentages plus élevés en Allemagne (35 %) et en République tchèque (33 %). L'accompagnement et le mentorat par des animateur*ices jeunesse ont été choisis par 21 % des sondé*es, avec des réponses similaires dans tous les pays. Seuls 2 % ont sélectionné « Autre ».

Ces résultats indiquent que les jeunes ont besoin d'un soutien pratique, d'un apprentissage structuré et d'espaces pour s'exprimer afin de pouvoir s'engager dans la vie civique.



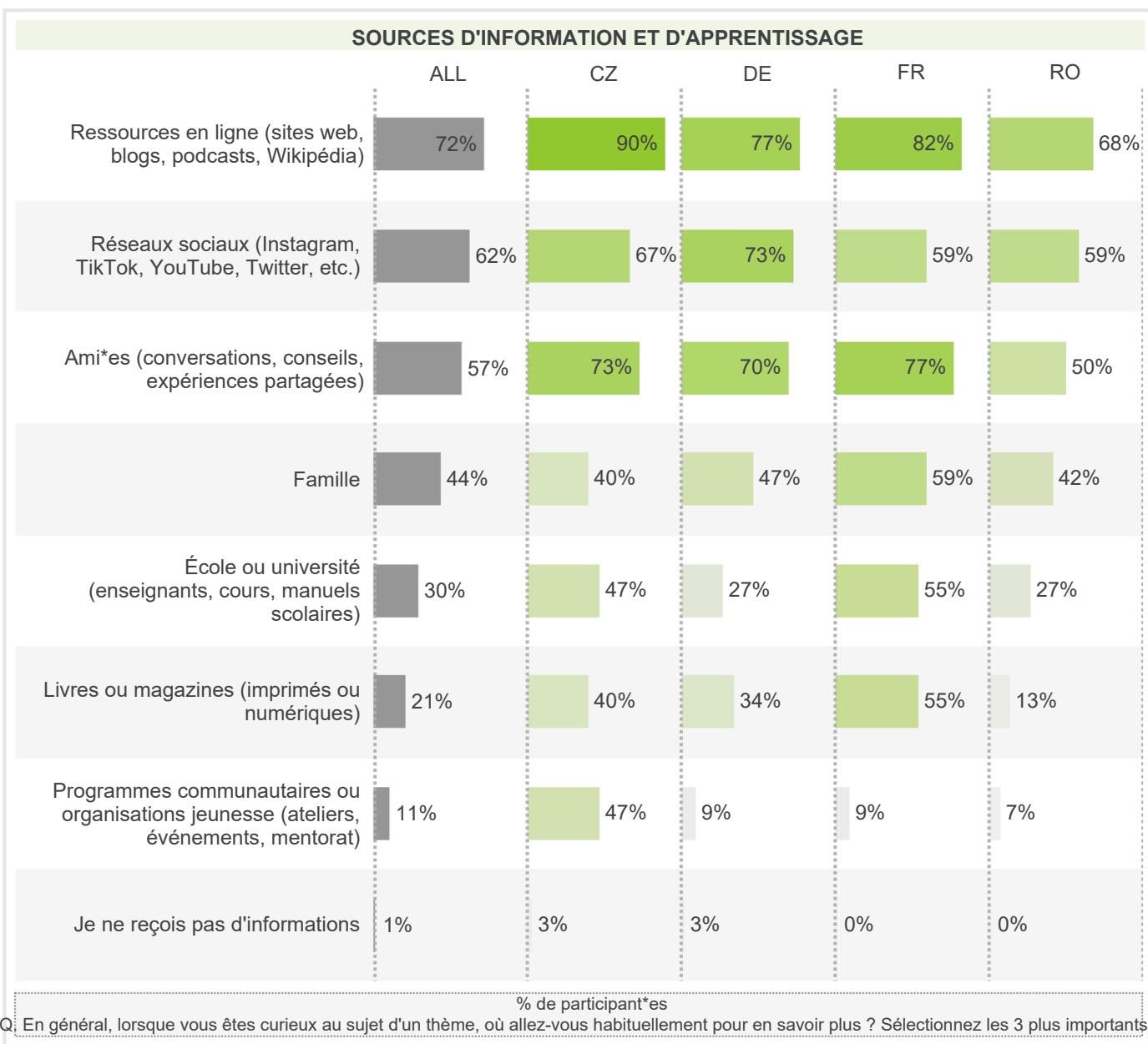
4.3 CONNAISSANCES ET HABITUDES D'APPRENTISSAGE

4.3.1 Principale source d'information et d'apprentissage

Les jeunes interrogé*es s'informent le plus souvent via des ressources en ligne (72 %) et les réseaux sociaux (62 %). Les jeunes Tchèques (90 %) et Français*es (82 %) sont ceux qui utilisent le plus les ressources en ligne, tandis que les jeunes Allemand*es sont les plus nombreux à utiliser les réseaux sociaux (73 %). Les ami*es constituent également une source d'information importante (57 %), en particulier en France (77 %) et en Tchéquie (73 %).

La famille joue un rôle notable pour 44 % des sondé*es, avec une mention plus fréquente en France (59 %). Les écoles et les universités sont citées par 30 % des sondé*es, la France affichant à nouveau un chiffre plus élevé (55 %). L'utilisation de livres ou de magazines est globalement moins fréquente (21 %), mais là encore plus courante en France (55 %).

Les programmes communautaires font partie des sources les moins utilisées (11 %), avec des mentions particulièrement faibles en Roumanie (7 %) et en Allemagne (9 %). Très peu de sondés (1 %) déclarent ne pas avoir accès à l'information.



4.3.2 Éducation et sensibilisation des jeunes aux valeurs européennes et à la démocratie

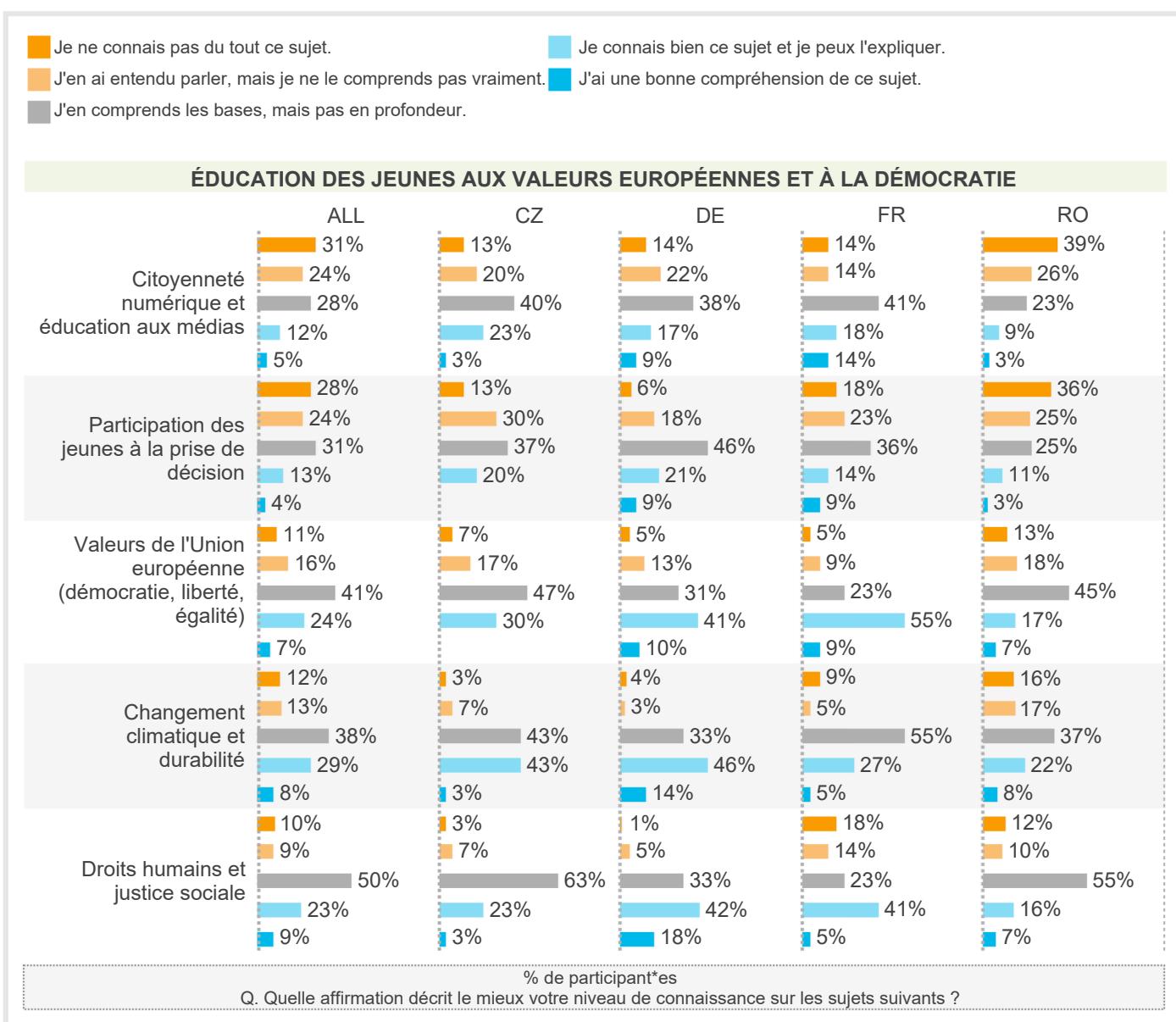
Les jeunes interrogé*es font état de niveaux de familiarité variables à la fois avec les principaux thèmes civiques et sociaux et entre les pays. En matière de citoyenneté numérique et d'éducation aux médias, 31 % déclarent ne pas connaître du tout le sujet, la Roumanie affichant la proportion la plus élevée (39 %) et la Tchéquie la plus faible (13 %). Seuls 5 % déclarent avoir une bonne compréhension du sujet.

En ce qui concerne la participation des jeunes à la prise de décision, la plupart déclarent en comprendre les bases (31 %), tandis que 28 % déclarent n'avoir aucune connaissance du sujet, la proportion la plus élevée étant enregistrée en Roumanie (36 %).

En ce qui concerne les valeurs de l'UE (démocratie, liberté, égalité), 41 % déclarent en comprendre les bases et 24 % affirment pouvoir bien les expliquer. La France affiche la proportion la plus élevée de personnes ayant une compréhension avancée (55 %), tandis que la Roumanie obtient les scores les plus faibles à ce niveau.

En matière de changement climatique et de durabilité, 38 % comprennent les bases et 29 % déclarent pouvoir expliquer le sujet, en particulier en Allemagne (46 %). Cependant, 12 % des personnes interrogées déclarent ne rien savoir, le pourcentage le plus élevé étant à nouveau enregistré en Roumanie (16 %).

En ce qui concerne les droits de l'homme et la justice sociale, 50 % des personnes interrogées en comprennent les principes fondamentaux et 23 % déclarent avoir des connaissances approfondies. C'est en Allemagne que le niveau de compréhension avancée est le plus élevé (18 %), tandis qu'une proportion plus importante de jeunes Roumains (12 %) déclarent ne pas être familiarisés avec ces questions.



4.4 EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'APPRENTISSAGE DU LEADERSHIP CHEZ LES JEUNES, DE L'ENGAGEMENT CITOYEN ET DE L'INCLUSION

4.4.1 Expériences d'apprentissage : participation et intérêt pour

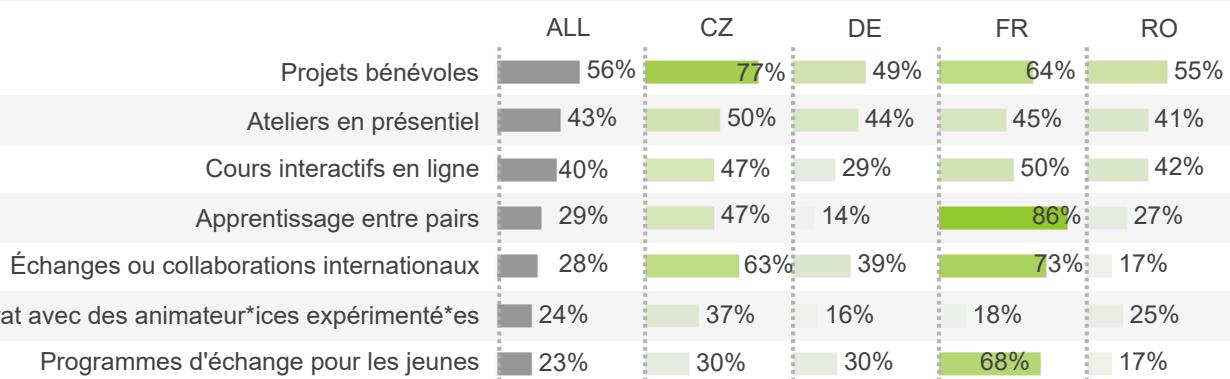
Les jeunes interrogé*es manifestent un vif intérêt pour les expériences d'apprentissage complémentaires, en particulier celles qui favorisent la mobilité, la collaboration et l'engagement direct. Les programmes d'échange pour les jeunes, les sessions de mentorat avec des animateur*ices expérimenté*es et les collaborations internationales figurent en tête de liste des centres d'intérêt dans tous les pays, malgré des taux de participation plus faibles dans certains contextes.

Par exemple, alors que seulement 23 % des jeunes Français*es déclarent avoir déjà participé à un apprentissage entre pairs, 58 % se disent intéressé*es par cette méthode, ce qui suggère une demande importante non satisfaite.

Les jeunes Roumain*es se distinguent par leur intérêt pour presque tous les formats, en particulier les échanges internationaux (72 %), les échanges de jeunes (67 %) et le mentorat (60 %), même si les taux de participation réels sont modestes dans certains domaines. Les jeunes Tchèques et Allemand*es affichent également des tendances similaires : ils sont plus susceptibles d'avoir déjà participé à des projets de volontariat et à des ateliers en présentiel et continuent de manifester un vif intérêt pour les formats d'apprentissage entre pairs et internationaux. Les jeunes Français*es, en revanche, déclarent une participation et un intérêt moindres pour la plupart des options.

Le contraste entre l'engagement et l'intérêt actuels met en évidence une opportunité claire d'élargir l'accès à des possibilités d'apprentissage expérientielles, basées sur la mobilité et axées sur le mentorat, qui correspondent aux attentes et aux aspirations des jeunes dans les quatre pays.

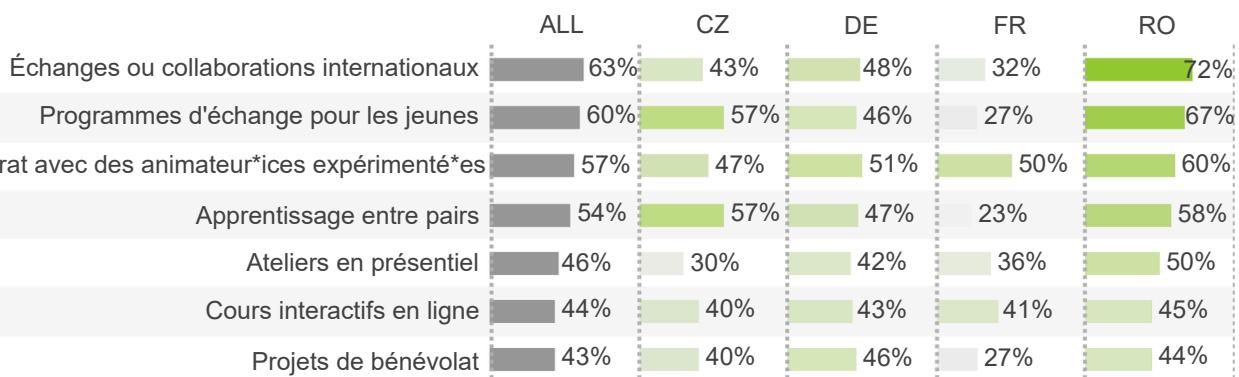
EXPÉRIENCES D'APPRENTISSAGE : PARTICIPATION



% de participant*es

Q. Parmi les expériences d'apprentissage suivantes, auxquelles avez-vous participé et auxquelles aimeriez-vous participer à l'avenir pour en savoir plus sur l'animation des jeunes, l'engagement civique et l'inclusion ?

EXPÉRIENCES D'APPRENTISSAGE : INTÉRESSÉ*E



% de participant*es

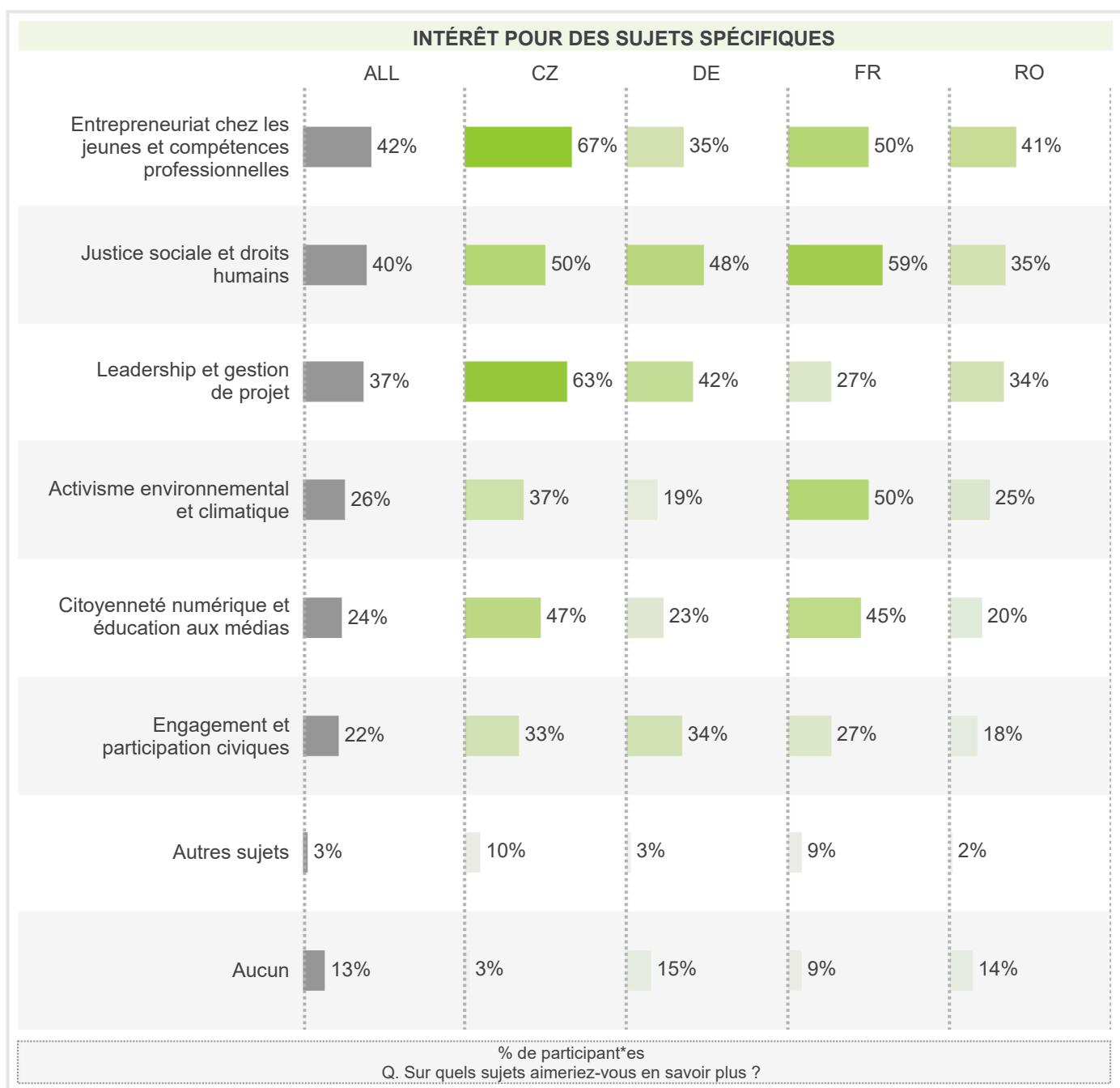
Q. Parmi les expériences d'apprentissage suivantes, auxquelles avez-vous participé et auxquelles aimeriez-vous participer à l'avenir pour en savoir plus sur l'animation des jeunes, l'engagement civique et l'inclusion ?

4.4.2 Intérêt pour des thèmes spécifiques

Les jeunes de tous les pays manifestent un intérêt marqué pour l'entrepreneuriat et les compétences professionnelles (42 %), la justice sociale et les droits de l'homme (40 %), suivis par le leadership et la gestion de projet (37 %). Ces thèmes suggèrent une forte orientation vers le développement personnel et l'impact social.

Les différences entre les pays sont notables : les jeunes Tchèques manifestent le plus grand intérêt pour l'entrepreneuriat (67 %) et le leadership (63 %), tandis que les jeunes Français*es s'intéressent davantage à la justice sociale (59 %) et à l'activisme climatique (50 %). Les jeunes Roumain*es affichent un intérêt plus modéré mais constant pour tous les thèmes, 41 % d'entre eux s'intéressant aux compétences professionnelles et 35 % aux droits de l'homme.

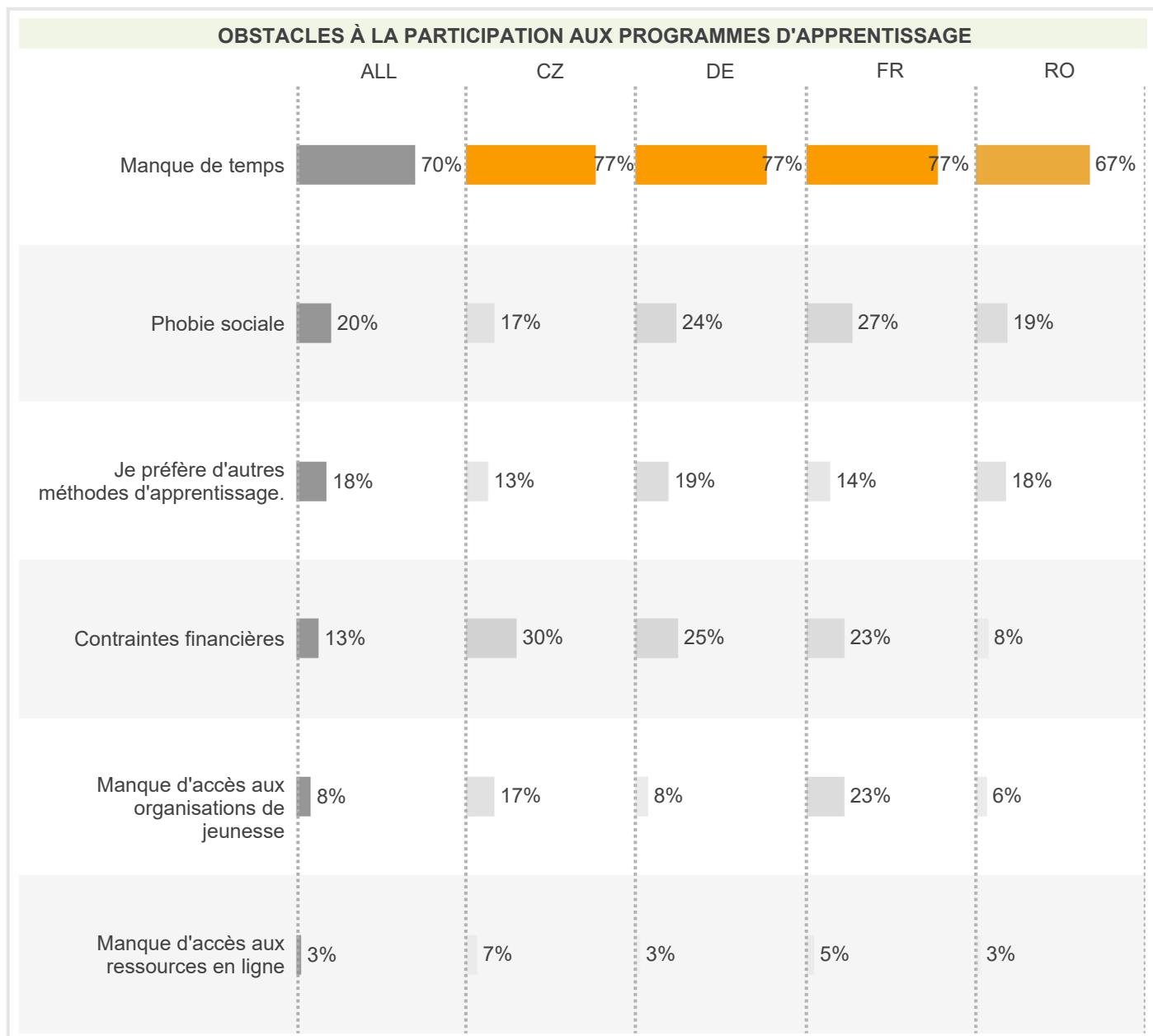
La citoyenneté numérique, l'activisme climatique et l'engagement civique se classent globalement en bas du tableau, même s'ils suscitent un intérêt plus marqué en France et en République tchèque. Seuls 13 % des sondé*es ont sélectionné « aucun », ce qui confirme un intérêt général pour la formation continue dans tous les domaines.



4.4.3 Obstacles à la participation aux programmes d'apprentissage

Dans tous les pays, le manque de temps (70 %) est l'obstacle le plus fréquemment cité pour participer à des activités d'apprentissage, avec des niveaux similaires en République tchèque, en Allemagne et en France (77 %) et légèrement inférieurs en Roumanie (67 %). La phobie sociale touche un*e jeune sur cinq (20 %), avec des pourcentages plus élevés en France (27 %) et en Allemagne (24 %).

Les contraintes financières sont signalées par 13 % des sondé*es dans l'ensemble, mais elles sont plus fréquentes en Tchéquie (30 %) et en Allemagne (25 %), contre 8 % en Roumanie. Parmi les autres obstacles, on peut citer la préférence pour d'autres méthodes d'apprentissage (18 %) et l'accès limité aux organisations de jeunesse (8 %), en particulier en France (23 %). Très peu de sondé*es signalent un manque d'accès aux ressources en ligne (3 %).



4.4.4 Soutien nécessaire pour augmenter la participation aux possibilités d'apprentissage

Lorsqu'on leur a demandé ce qui les aiderait à participer davantage aux activités d'apprentissage, un tiers des sondés (33 %) ont souligné la nécessité d'avoir plus d'occasions d'appliquer leurs connaissances dans des situations réelles. Cela était particulièrement vrai en France (64 %) et en Tchéquie (53 %), tandis que seulement 26 % des jeunes Roumain*es ont choisi cette option.

Les initiatives pratiques menées par des jeunes ont été mentionnées par 27 % des sondé*es, avec un intérêt assez constant dans tous les pays. Environ 23 % ont demandé de meilleurs supports de formation, un soutien financier ou un mentorat de la part de leurs animateur*ices jeunesse, bien que le besoin de soutien financier ait été nettement plus élevé en Tchéquie (53 %) et en Allemagne (41 %) qu'en Roumanie (14 %).

Des activités de suivi visant à renforcer l'apprentissage ont également été mentionnées par 22 % des jeunes, tandis qu'un*e jeune sur quatre (25 %) a déclaré n'avoir besoin d'aucun soutien supplémentaire.



4.5 INCLUSION ET APPARTENANCE

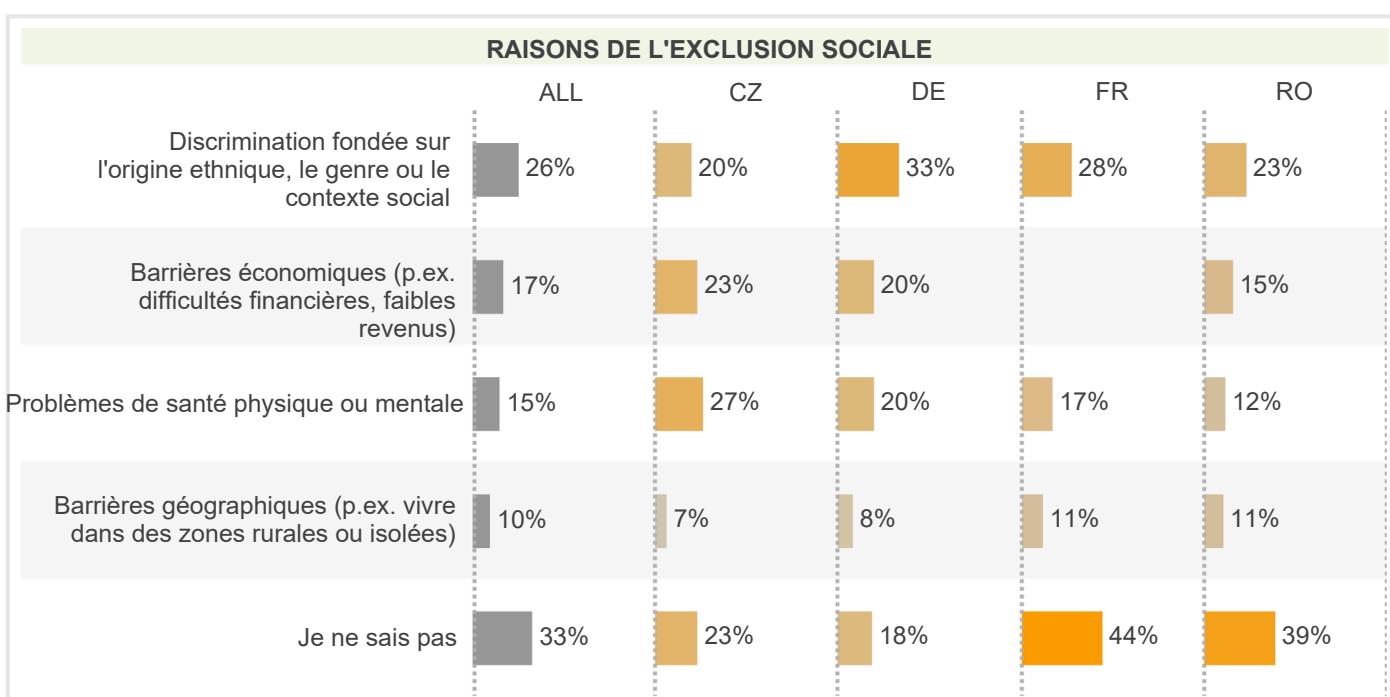
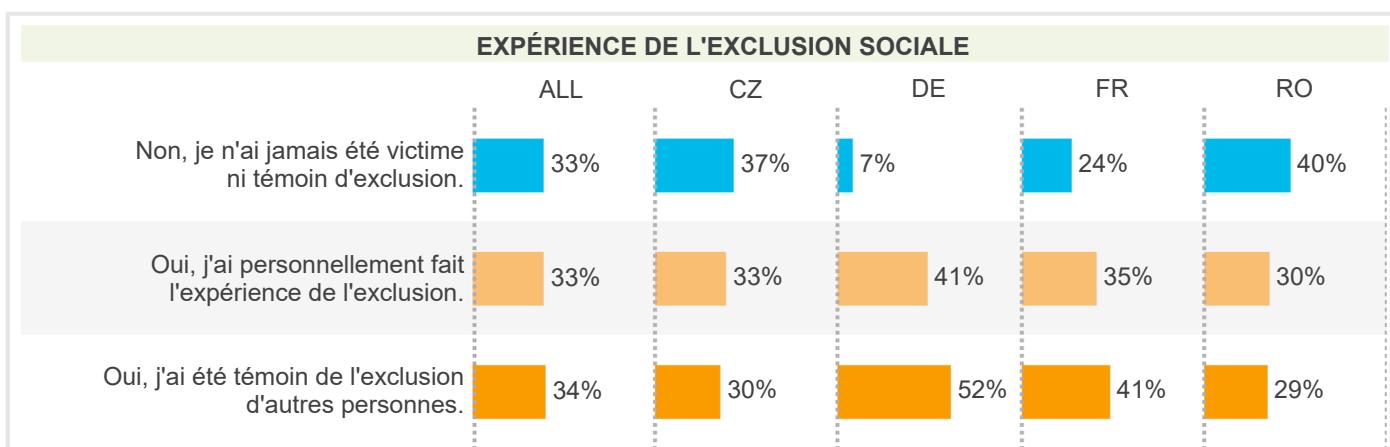
4.5.1 Incidence de l'exclusion sociale et raisons perçues

Dans l'ensemble de l'échantillon, les expériences d'exclusion sociale sont réparties de manière presque uniforme. Un tiers des jeunes interrogé*es (33 %) déclarent avoir personnellement fait l'expérience de l'exclusion, tandis que 34 % affirment avoir été témoins de l'exclusion d'autres personnes. Un autre tiers (33 %) déclarent n'avoir jamais fait l'expérience de l'exclusion ni en avoir été témoins.

Il existe des différences notables entre les pays : seuls 7 % des jeunes Allemand*es déclarent n'avoir jamais été témoins d'exclusion, tandis que 41 % déclarent en avoir fait l'expérience personnellement et 52 % avoir vu d'autres personnes en être victimes. En revanche, 40 % des jeunes Roumain*es déclarent n'avoir jamais été confrontés à aucune forme d'exclusion.

Interrogés sur les raisons de l'exclusion, 26 % citent la discrimination fondée sur l'origine ethnique, le genre ou le milieu social, avec des taux plus élevés en Allemagne (33 %) et en France (28 %). Les obstacles économiques sont mentionnés par 17 % des sondé*es, et les problèmes de santé physique ou mentale par 15 %. Les obstacles géographiques, tels que le fait de vivre dans des zones rurales ou isolées, sont mentionnés par 10 % des sondé*es.

Une proportion importante, 33 % dans l'ensemble, déclare ne pas connaître la raison de l'exclusion dont elle a été témoin ou victime, les taux les plus élevés étant enregistrés en France (44 %) et en Roumanie (39 %).



4.5.2 Perceptions d'être respecté*e et écouté*e et attitudes envers les communautés inclusives

La plupart des jeunes accordent de l'importance à l'inclusion, 45 % d'entre eux déclarant qu'il est « extrêmement important » de faire partie d'une communauté respectueuse et inclusive, et 28 % le qualifiant de « très important ». La France affiche le soutien le plus fort (76 % « extrêmement important »), suivie de l'Allemagne (55 %) et de la République tchèque (50 %). La Roumanie rapporte une importance légèrement inférieure (40 %).

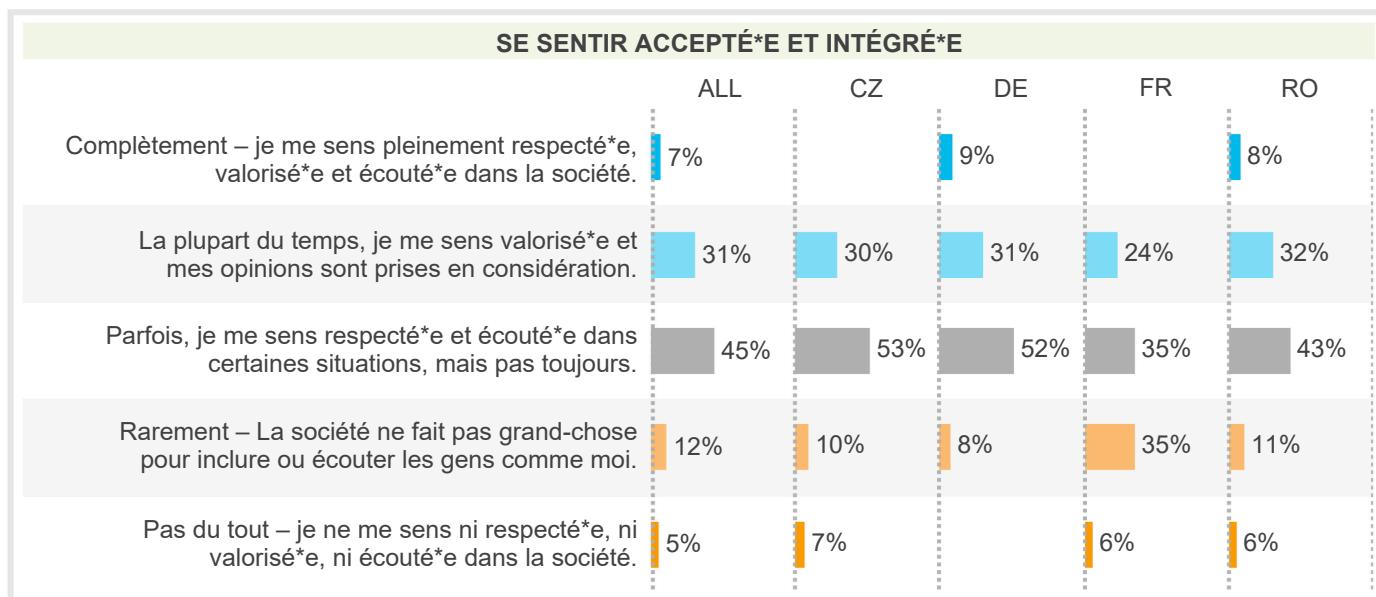
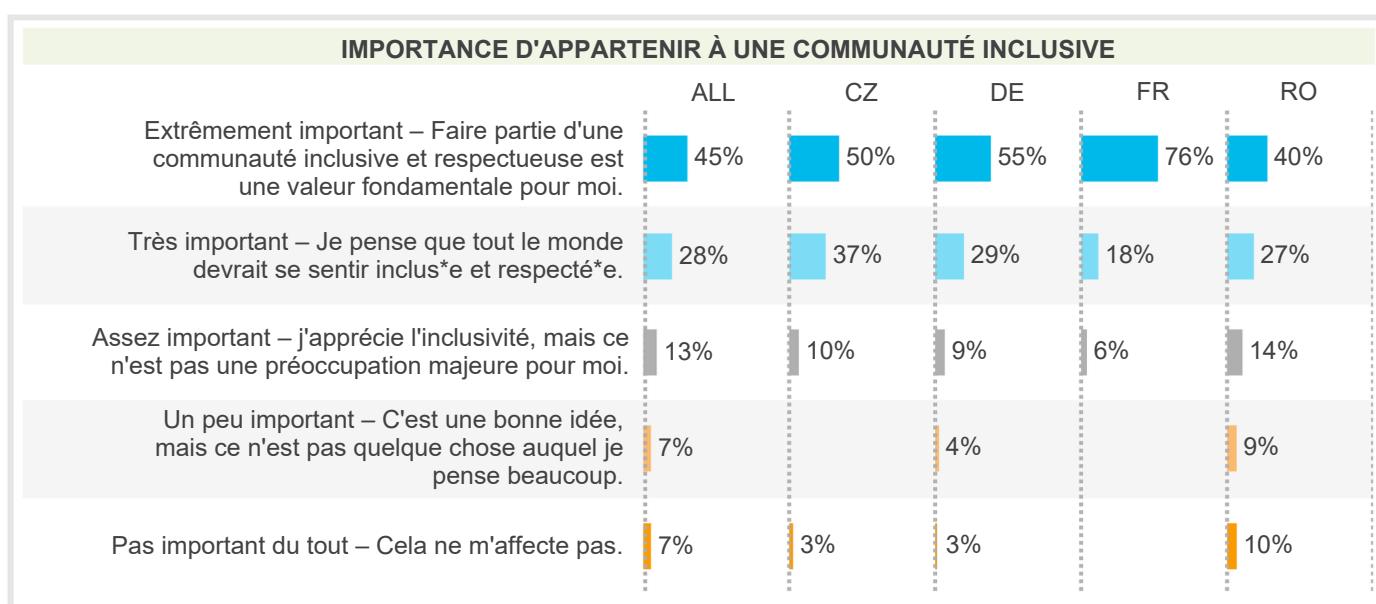
En ce qui concerne le sentiment d'être écouté*e et respecté*e dans la société, la plupart des personnes interrogées font état d'expériences diverses : 45 % se sentent « parfois » incluses, tandis que 31 % se sentent « généralement » incluses. Seules 7 % se sentent « totalement » respectées.

La Roumanie se distingue par la plus forte proportion de jeunes qui se sentent « généralement » respecté*es (32 %), suivie de près par l'Allemagne et la Tchéquie (toutes deux à 30-31 %).

En revanche, la France compte la plus forte proportion de jeunes qui se sentent rarement écouté*es (35 %), nettement au-dessus des autres pays (10-12 %).

Seule une petite minorité dans tous les pays se sent « totalement » respectée (7 % au total), l'Allemagne (9 %) se situant légèrement au-dessus de la moyenne et la Roumanie à 8 %.

Le sentiment d'exclusion totale est rare, mais présent, en particulier en Tchéquie (7 %), en France (6 %) et en Roumanie (6 %).



4.5.3 Changements perçus comme nécessaires pour des communautés inclusives

Les jeunes Allemand*es ont manifesté un vif intérêt pour les espaces inclusifs, un meilleur accès à l'éducation et la justice sociale grâce à des changements structurels. Beaucoup ont réclamé des « espaces sécurisés pour les groupes marginalisés », et certain*es ont proposé des installations pouvant accueillir tout le monde : « Des installations où tout le monde est vraiment le bienvenu, qu'il soit handicapé*e ou non. »

L'éducation est apparue comme un thème central :

« Un meilleur accès à l'éducation, des espaces sécurisés, moins d'inégalités (financières), moins de chaos politique. » « Des ateliers sur la discrimination, le racisme et le langage inclusif. » « Des informations plus accessibles, moins d'obstacles. »

Plusieurs jeunes ont proposé des réformes systémiques, telles que :

« Redistribution des richesses, impôt sur les successions et éducation antiraciste à l'échelle nationale. » « Comprendre la démocratie non seulement comme un slogan, mais comme une valeur vécue. »

Les réponses ont également mis l'accent sur les programmes destinés aux jeunes, les liens intergénérationnels et le soutien en matière de santé mentale, ainsi que sur la nécessité d'« une plus grande participation et une plus grande voix pour tous les membres de la communauté » et de « briser les préjugés par la sensibilisation et les rencontres ».

Les jeunes Français*es se sont principalement intéressé*es à l'éducation, aux espaces dédiés aux jeunes et à la sensibilisation. De nombreuses réponses ont mis l'accent sur « un meilleur accès à l'éducation », les jeunes soulignant que :

« Tout commence par l'éducation, nous avons besoin d'une plus grande sensibilisation. » « Une population adulte mieux informée sur les questions touchant les jeunes, telles que le genre, la sexualité, l'environnement et le racisme. »

Il y avait un fort appel en faveur d'espaces et de dialogues axés sur les jeunes :

« Plus d'activités pour les jeunes, notamment des soirées réservées aux jeunes où ils peuvent discuter avec le maire de leurs préoccupations et de leurs idées. » « Écouter l'opinion de chacun*e. » « Plus d'activités pour et entre les jeunes. »

Les jeunes ont également exprimé leurs préoccupations concernant les inégalités sociales :

« La société est tellement inégalitaire que les jeunes dont nous entendons parler ne représentent pas l'ensemble de la jeunesse. »

Quelques-uns ont appelé à un changement radical (par exemple, « Du capitalisme au socialisme »), tandis que d'autres ont suggéré des améliorations pratiques telles que « Plus d'associations, plus d'infrastructures » et même « Des iPad dans les écoles ».

En République tchèque, les thèmes les plus fréquemment mentionnés par les jeunes étaient les activités pour la jeunesse, l'éducation et la lutte contre la discrimination. Iels ont réclamé « plus d'activités pour les jeunes », « plus d'associations et d'organisations dans notre région » et « un meilleur accès à l'éducation ». Certains ont appelé à un changement d'attitude envers les groupes marginalisés, suggérant :

« Activités visant à transformer les attitudes de la majorité envers les groupes marginalisés : dialogue, médiation, éducation émotionnelle. » « Espaces plus sûrs pour les groupes marginalisés. » « Motivation plus grande pour les personnes qui ne sont pas victimes de discrimination à agir contre celle-ci. »

D'autres suggestions portaient sur la santé mentale, le bien-être émotionnel et la cohésion sociale :

« Tout ce qui réduit la haine et l'agressivité inutiles chez les jeunes. » « Moins d'heures de travail et plus de temps libre. » « Plus de compréhension entre les groupes : parler les un*es avec les autres, et non les un*es des autres. »

Certain*es jeunes ont proposé une meilleure communication avec les animateur*ices jeunesse, un dialogue ouvert et des supports pédagogiques accessibles afin de renforcer l'inclusion.

En Roumanie, les jeunes ont largement insisté sur la nécessité de multiplier les programmes destinés aux jeunes et d'améliorer l'accès à l'éducation, principaux moteurs d'une communauté plus inclusive et plus équitable. Beaucoup ont évoqué l'importance des espaces sécurisés et inclusifs : « Des espaces plus sûrs pour les groupes marginalisés » et « Des espaces où tout le monde se sent le bienvenu ».

D'autres ont mentionné la nécessité de lutter directement contre la discrimination, notamment par des propositions telles que l'éducation à la tolérance et à l'acceptation ou « encourager les jeunes à participer à des activités et veiller à ce qu'iels se sentent accepté*es quelle que soit leur situation ». Certain*es ont également mis l'accent sur l'empathie, les attitudes sociales et l'accessibilité financière :

« Ma communauté serait plus inclusive et équitable pour tous si les gens réalisaient à quel point il est important pour quelqu'un*e de se sentir inclus*e, d'être écouté*e et de voir ses opinions prises en compte. » « Nous avons besoin de plus de personnes ouvertes d'esprit, et de moins de haine et de discrimination. » « Les enseignant*es devraient apprendre à accepter ces groupes et à s'adapter, elleux et leur enseignement, aux élèves qu'iels ont devant elleux. »

Les jeunes Roumain*es ont également souligné l'importance du bénévolat, de l'éducation sur le handicap, de l'éducation financière et des possibilités d'expression personnelle.

Les thèmes les plus récurrents étaient les suivants :

- 1) Un meilleur accès à l'éducation, considéré comme le pilier de l'équité, de l'inclusion et de la mobilité sociale. Que ce soit par le biais de bourses, de programmes adaptés ou de campagnes de sensibilisation, les jeunes ont souligné à plusieurs reprises que l'éducation était le levier essentiel du changement communautaire.
- 2) Plus de programmes et d'opportunités de participation pour les jeunes, en particulier ceux qui sont accessibles, attrayants et adaptés aux besoins réels des jeunes. Des activités locales au bénévolat et aux initiatives civiques, beaucoup ont souligné le rôle de l'engagement structuré des jeunes dans la promotion de l'inclusion.
- 3) Des espaces sécurisés et accueillants pour les groupes marginalisés, y compris des espaces physiques sans jugement ni discrimination, et des environnements sociaux qui favorisent l'appartenance, le dialogue et le respect.
- 4) Empathie, ouverture d'esprit et réduction de la discrimination : les jeunes ont appelé à des changements culturels, à une éducation émotionnelle et à une cohésion sociale plus forte, associant souvent l'inclusion aux attitudes et aux valeurs quotidiennes de leurs communautés.

Voir annexe 2

4.6 PRINCIPAUX RÉSULTATS CONCERNANT LES JEUNES

4.6.1 Tous pays compris

Dans les quatre pays, les jeunes (âgés de 13 à 30 ans) manifestent un fort désir d'avoir des occasions significatives d'apprendre, de participer et d'être entendu*es. L'éducation est régulièrement identifiée comme le pilier de l'égalité et de l'autonomisation, en particulier pour les jeunes marginalisé*es. Beaucoup soulignent également la nécessité d'initiatives participatives pour les jeunes, allant du bénévolat à l'engagement civique.

Malgré des niveaux d'expérience variables, les jeunes manifestent un vif intérêt pour les thèmes liés au développement personnel, tels que l'entrepreneuriat, le leadership et les droits de l'homme, ainsi que pour les formats collaboratifs tels que les échanges de jeunes, le mentorat et l'apprentissage entre pairs.

Les ressources en ligne et les réseaux sociaux sont les moyens les plus courants utilisés par les jeunes pour accéder à l'information, tandis que les sources d'éducation formelle sont moins fréquemment mentionnées. La connaissance de thèmes tels que les valeurs de l'UE, la citoyenneté numérique et le changement climatique varie considérablement. Beaucoup en comprennent les bases, mais peu déclarent avoir des connaissances approfondies, en particulier en Roumanie.

Si beaucoup s'engagent civiquement par le biais du bénévolat, des clubs de jeunes ou des discussions sociales, d'autres se disent exclu*es ou ignoré*es. Malgré des niveaux d'engagement différents, l'intérêt pour l'apprentissage, les échanges entre pairs et les expériences internationales est toujours élevé, ce qui suggère un fort désir de liens plus profonds, de mobilité et de pertinence dans le monde réel. Des obstacles tels que le manque de temps, le manque de confiance ou la phobie sociale affectent la participation aux activités civiques et aux opportunités d'apprentissage.

Lorsqu'on leur demande ce qui pourrait les aider, les jeunes réclament systématiquement davantage de programmes dirigés par des jeunes, des opportunités d'apprentissage pratique et des espaces plus sécurisés et plus accueillants. Ces souhaits se reflètent dans leurs réponses ouvertes, où l'inclusion, l'empathie et le respect sont considérés comme essentiels pour construire des communautés plus fortes.

4.6.2 Perspectives comparatives

Les jeunes Allemand*es présentent une répartition équilibrée par âge et sont plus susceptibles d'être étudiant*es ou employé*es que dans d'autres pays. Iels sont très bien informé*es et possèdent de solides connaissances sur le changement climatique, les droits de l'homme et les valeurs de l'UE. Iels font également état des taux les plus élevés d'exclusion sociale observée ou vécue, notamment en raison de la discrimination ou des inégalités financières.

Les formats d'apprentissage tels que le volontariat, les échanges internationaux et les ateliers sont populaires, et les jeunes expriment un intérêt manifeste pour la justice sociale, le développement de carrière et le leadership. Malgré un bon accès, les contraintes financières et le manque de confiance restent des défis à relever.

Dans leurs réponses ouvertes, iels réclament des espaces inclusifs, un meilleur accès à l'éducation et un changement systémique, notamment une formation anti-discrimination et une redistribution des richesses. Iels sont très conscient*es des barrières structurelles et aspirent à une société plus équitable et plus réactive.

Les sondé*es français*es sont le groupe le plus jeune, 82 % d'entre eux étant âgé*es de 13 à 17 ans. La plupart vivent dans de grandes zones urbaines, sont au lycée et dépendent fortement des ressources en ligne, de leurs ami*es et de l'école pour s'informer. Iels manifestent un vif intérêt pour la justice sociale, l'action climatique et les changements axés sur l'éducation. Iels sont plus nombreux à participer à des discussions ou à des manifestations, mais moins nombreux à déclarer être impliqué*es dans des organisations de jeunesse.

Beaucoup estiment que la société les écoute et les respecte rarement, et se disent plus sensibles aux inégalités et au manque de représentation. Les réponses ouvertes soulignent la nécessité de mieux éduquer les adultes, de créer des espaces sécurisés et d'instaurer un dialogue direct entre les jeunes et les instances décisionnaires. Iels réclament des espaces centrés sur les jeunes, et certain*es appellent à une transformation radicale de la société, notamment à des changements dans le capitalisme et à une prise de conscience civique plus forte.

Les jeunes Tchèques sont en moyenne plus âgé*es (63 % ont entre 18 et 24 ans) et beaucoup sont à l'université ou ont un emploi. Iels sont les plus actifs dans des groupes structurés tels que les scouts, les clubs de jeunes ou le bénévolat. Iels manifestent un vif intérêt pour l'entrepreneuriat, le leadership et l'apprentissage entre pairs, et sont très motivé*es par le plaisir personnel et la responsabilité. Les jeunes Tchèques sont également les plus confiant*es sur de nombreux sujets civiques, en particulier la citoyenneté numérique et les valeurs de l'UE. Cependant, iels signalent également le besoin le plus élevé en matière de ressources de formation, d'application pratique et de soutien financier. Leurs réponses qualitatives appellent à plus de programmes pour les jeunes, à un meilleur accès à l'éducation et à des activités qui changent l'attitude du public envers les groupes marginalisés. Si certain*es ont exprimé leur incertitude quant aux changements à apporter, d'autres ont proposé des solutions réfléchies telles que le dialogue, l'éducation émotionnelle et des initiatives menées par les jeunes pour réduire la discrimination.

Les sondé*es roumain*es sont principalement des adolescent*es (77 % ont entre 13 et 17 ans), pour la plupart lycéens (83 %), et vivent plus souvent dans des zones rurales ou des petites villes que dans des grandes villes. Leur accès aux connaissances civiques est plus limité que celui de leurs pairs dans d'autres pays, et iels sont moins confiant*es dans des domaines tels que la citoyenneté numérique, les valeurs de l'UE ou l'action climatique. Iels manifestent un vif intérêt pour les échanges internationaux, les initiatives menées par des jeunes et le mentorat, et considèrent les compétences professionnelles, le leadership et les droits de l'homme comme des priorités d'apprentissage essentielles. Cependant, iels sont moins nombreux à avoir participé à des formats d'apprentissage entre pairs ou internationaux, ce qui souligne un écart entre l'intérêt et les opportunités. Leurs réponses ouvertes soulignent l'importance de l'éducation, des espaces sûrs et de l'empathie. Les jeunes réclament des programmes accessibles, le respect de la communauté et l'inclusion.

« Si nous nous accordions plus de temps pour montrer qui nous sommes vraiment, notre communauté serait plus unie et plus inclusive. » (Jeune, 14-17 ans, Roumanie)

5. CONCLUSIONS FINALES : LES ANIMATEUR*ICES JEUNESSE & LES JEUNES

5.1 APERÇU DES CONCLUSIONS DES ANIMATEURS JEUNESSE ET DES JEUNES

Objectif 1 : Comprendre les besoins, les préférences et les défis des animateur*ices jeunesse dans leur engagement auprès des jeunes dans des activités inclusives et démocratiques

Les animateur*ices jeunesse des quatre pays font preuve d'un engagement fort en faveur de la participation civique, de l'inclusion et de l'autonomisation des jeunes, mais iels opèrent dans des environnements aux ressources limitées et sont confronté*es à des défis complexes. Leurs besoins en matière de formation vont au-delà de la facilitation de base et incluent les stratégies d'inclusion, l'évaluation d'impact, les compétences numériques et les thèmes liés aux droits, tels que l'égalité des genres et la justice climatique. Les préférences pour des formats d'apprentissage flexibles, pratiques et participatifs sont cohérentes, bien que chaque pays ait des attentes spécifiques en matière de prestation. Les résultats appellent à la mise en place d'une formation modulaire, pratique et fondée sur l'expérience vécue, combinant le développement de l'animation et des compétences approfondies pour un travail inclusif auprès des jeunes.

Objectif 2 : Explorer les attitudes, les motivations et les obstacles perçus par les jeunes pour s'impliquer dans la vie civique

Les jeunes expriment un fort désir de s'engager dans la vie civique et l'apprentissage, en particulier à travers des formats collaboratifs et expérientiels tels que les échanges, l'apprentissage entre pairs et le mentorat. L'éducation est considérée comme une porte d'accès à l'inclusion et aux opportunités, tandis que des espaces sécurisés et inclusifs sont au cœur de leur vision de communautés équitables. Cependant, des obstacles tels que le manque de temps, de confiance, la santé mentale et l'accès limité aux opportunités restent très répandus. Il est important de noter qu'il existe souvent un écart entre un intérêt élevé et une faible participation, ce qui souligne la nécessité de voies civiques plus accessibles, plus pertinentes et plus autonomisantes. Les jeunes veulent être entendu*es, respecté*es et soutenu*es d'une manière qui reflète leur réalité.

Objectif 3 : Soutenir la co-création d'une formation en intégrant les contributions directes des animateur*ices jeunesse

Les animateur*ices jeunesse ont clairement indiqué que le type de formation dont iels ont besoin est pratique, collaboratif et immédiatement applicable. Leurs commentaires constituent un modèle pour la co-conception : iels veulent des échanges entre pairs, des études de cas, des pratiques de mentorat et des stratégies qui fonctionnent avec de vrais jeunes dans des situations réelles. La formation doit trouver un équilibre entre les compétences fondamentales en matière de leadership et les contenus avancés sur l'inclusion, la communication et la motivation des jeunes. Il existe également une demande de reconnaissance (certification ou badges numériques), de flexibilité dans le format (options hybrides ou week-end) et d'apprentissage continu au-delà des événements ponctuels. Ces préférences peuvent guider un modèle de formation évolutif, axé sur l'utilisateur et s'adaptant à différents contextes nationaux.

Objectif 4 : Informer l'élaboration d'un cadre stratégique et d'outils pratiques pour travailler avec les jeunes exposés à des risques d'exclusion

Les jeunes et les responsables de jeunesse identifient les principaux groupes exposés à des risques d'exclusion, notamment ceux qui souffrent d'un handicap, de problèmes de santé, de difficultés scolaires ou qui sont confronté*es à des obstacles ruraux, financiers ou sociaux. L'inclusion est souvent limitée non pas par un manque de volonté, mais par un manque de ressources, de formation ou de soutien institutionnel. Parmi les stratégies efficaces identifiées figurent les espaces sécurisés, le mentorat, l'apprentissage par le volontariat, l'accès sans barrières et les activités qui favorisent l'empathie et le sentiment d'appartenance. Un cadre stratégique devrait refléter cela en combinant un soutien structurel (financement, matériel, partenariats) avec des outils pratiques (guides de facilitation inclusifs, modèles d'engagement communautaire, pratiques dirigées par les jeunes). La mise en place d'un écosystème de travail jeunesse plus inclusif nécessite d'aligner les valeurs sur les méthodes et de fournir des ressources aux deux.

Limites de l'étude

Cette étude offre des informations précieuses sur les expériences et les besoins des jeunes et des animateur*ices jeunesse dans quatre pays européens, mais certaines limites doivent être prises en compte. La recherche s'appuie sur un échantillon non représentatif, constitué par convenance, ce qui signifie que les résultats ne peuvent être généralisés à l'ensemble de la population nationale. La répartition des sondé*es entre les quatre pays était inégale, tant pour l'étude sur les jeunes que pour celle sur les animateur*ices jeunesse. Cela peut influencer les comparaisons entre pays et mettre en évidence des tendances qui reflètent la dynamique de l'échantillonnage plutôt que les tendances nationales plus larges. Une autre limite concerne la collecte des données : le questionnaire destiné aux jeunes a été distribué principalement par l'intermédiaire des responsables jeunesse et des organisations partenaires. En conséquence, l'échantillon de jeunes peut surreprésenter les jeunes qui sont déjà quelque peu engagé*es et sous-représenter ceux qui sont plus marginalisé*es ou désengagé*es de la vie civique. Enfin, l'étude est basée sur des déclarations volontaires. Malgré ces limites, les résultats constituent une base de données importante qui soutient le développement de la formation et des outils ENGAGE.

5.2 Domaines prioritaires pour le soutien, la formation et l'inclusion

Les commentaires reçus tant des animateur*ices jeunesse que des jeunes suggèrent que les domaines prioritaires ne se limitent pas au contenu, mais concernent également la manière dont les expériences d'apprentissage sont conçues, dispensées et soutenues au fil du temps.

Les domaines prioritaires identifiés sont les suivants : développement de compétences en animation sensible à l'inclusion, formation visant à renforcer la voix des jeunes et parcours civiques menant à une participation régulière ou à un engagement significatif.

Tout d'abord, les animateur*ices jeunesse ont clairement besoin de compétences techniques et transversales approfondies pour pouvoir travailler efficacement avec des groupes diversifiés, en particulier ceux qui sont confrontés à des vulnérabilités multiples ou croisées. Afin d'offrir des expériences d'apprentissage sensibles à l'inclusion, les animateur*ices jeunesse ont besoin d'une formation pratique comprenant notamment : l'animation inclusive, le travail auprès des jeunes sensible aux traumatismes, la connaissance des questions de santé mentale, la mesure de l'impact, les compétences civiques numériques et les approches fondées sur les droits, notamment l'égalité des genres, la non-discrimination, la justice climatique et l'accessibilité.

Les animateur*ices jeunesse ont également besoin de structures de soutien pour réduire l'épuisement professionnel et l'isolement, notamment des communautés de pairs, des espaces de réflexion sur la pratique, ainsi que du mentorat et des échanges de connaissances au sein des organisations et des pays et entre eux.

De même, les jeunes ont besoin d'offres qui correspondent à leur réalité quotidienne et leur permettent de définir elleux-mêmes ce qu'est la « sécurité » et d'utiliser leur réalité quotidienne comme contexte, et qui soient accessibles financièrement, géographiquement et émotionnellement. Les formats qui les motivent le plus sont ceux qui sont expérientiels, relationnels et collaboratifs : échanges, bénévolat, apprentissage entre pairs, mentorat, initiatives menées par des jeunes. Les jeunes attendent de l'éducation qu'elle favorise l'inclusion et la mobilité, et iels attendent également des adultes qui les écoutent, les respectent et leur font confiance en tant que compagnons d'apprentissage engagé*es.

De même, il faut établir des ponts entre l'intérêt et la participation. Les jeunes veulent participer et sont impatients de le faire, mais si ces opportunités leur semblent abstraites, largement institutionnelles et éloignées de leur contexte de vie quotidien, leur enthousiasme et leur participation diminuent de façon exponentielle. L'inclusion doit donc se limiter à un principe : une pratique et, lorsque cela est possible, par le biais d'espaces sécurisés, de la représentation, de l'autonomie et du partage du pouvoir. Le soutien doit également être orienté vers ceux qui sont confrontés à des obstacles structurels à la participation/programmation, en particulier dans les zones rurales, les familles à faibles revenus ou toute autre situation de marginalisation ou de discrimination.

Par conséquent, les formations et le soutien futurs doivent :

- 1) être axés sur le bien-être, l'appartenance, la voix et l'autonomie des jeunes ;
- 2) être modulaires, pratiques et directement transférables dans le travail quotidien avec les jeunes ;
- 3) intégrer l'inclusion comme un principe transversal et non comme un module distinct ; garantir la reconnaissance (badges, certification, micro-certifications) ;
- 4) être co-créées et alignées sur les préférences d'apprentissage des jeunes.

Ces priorités soulignent que les écosystèmes du travail auprès des jeunes doivent être soutenus sur le plan structurel et culturel, afin que l'inclusion devienne la norme plutôt qu'un effort occasionnel.

5.3 Recommandations pour la pratique et les politiques

Sur la base des conclusions tirées à l'échelle nationale, les recommandations suivantes s'appliquent tant aux organisations de jeunesse qu'aux systèmes plus larges de travail avec les jeunes :

Pour la pratique

- 1) Créer des parcours de développement professionnel continu pour les animateurs jeunesse, qui incluent des compétences fondamentales en matière de leadership et d'inclusion avancée.
- 2) Institutionnaliser les pratiques de mentorat et d'échange entre pairs entre les animateurs jeunesse, au sein des organisations et entre les pays. Inclure des formats dirigés et co-dirigés par les jeunes pour leur implication dans le processus, de la conception à l'évaluation.
- 3) Réduire les obstacles financiers, géographiques et administratifs à l'engagement des jeunes en proposant des coûts subventionnés, des options hybrides et une inscription facile. Concevoir des activités d'engagement civique autour de thèmes qui intéressent déjà les jeunes (climat, justice sociale, droits, carrières futures).
- 4) Intégrer le soutien en matière de santé mentale et la sécurité relationnelle dans toutes les activités pour les jeunes, et non comme un bonus supplémentaire.
- 5) Intégrer la pratique réflexive, le retour d'information et la mise en œuvre continue dans les pratiques de travail avec les jeunes.

Pour les politiques

- 1) Fournir des mécanismes de financement stables pour le travail avec les jeunes axé sur l'inclusion sur plusieurs années, y compris la collaboration transfrontalière.
- 2) Reconnaître le travail avec les jeunes comme un collaborateur essentiel à la démocratie et à la cohésion sociale, et non comme une activité extrascolaire facultative.
- 3) Les responsables des programmes pour la jeunesse devraient élaborer des stratégies visant à intégrer l'inclusion et la participation des jeunes dans l'éducation nationale, l'apprentissage civique et le développement communautaire.
- 4) Ils devraient soutenir un système de reconnaissance des compétences des animateurs jeunesse (ECVET/micro-certifications/badges numériques), afin que tous les prestataires puissent reconnaître et transférer les compétences des animateurs jeunesse et que ces derniers puissent développer une identité professionnelle.
- 5) Ils devraient permettre aux critères de financement du travail auprès des jeunes de prendre en compte l'inclusion, l'accessibilité et l'équité dans les programmes pour la jeunesse et les critères de financement.
- 6) Ils devraient forger et renforcer les partenariats locaux et régionaux entre les écoles, les organisations de jeunesse, les services municipaux, les services sociaux, les organisations culturelles et les organisations syndicales.

Implications du projet ENGAGE

Ces recommandations influencent directement les prochaines étapes du projet :

WP2 – Le cours en ligne devrait intégrer des compétences avancées en matière d'inclusion, des approches sensibles aux traumatismes (une inclusion qui tient compte de la sécurité émotionnelle, et pas seulement de l'accès et de la représentation), des compétences civiques numériques et des contenus axés sur les droits ;

WP3 – Le projet pilote national devrait tester les échanges entre pairs, le mentorat, les approches menées par les jeunes et les parcours civiques à faible barrière ;

WP4 – Les campagnes destinées aux jeunes devraient amplifier la voix des jeunes, mettre les jeunes en relation avec les décideurs et présenter publiquement des récits et des pratiques inclusifs.

En alignant la formation, la pratique et le soutien systémique sur ces conclusions, ENGAGE peut construire un modèle évolutif et durable pour un travail inclusif auprès des jeunes qui renforce la participation démocratique et l'appartenance à la communauté à travers l'Europe.

Annexe 1. CONTENU ET ACTIVITÉS PRÉFÉRÉS

Activités basées sur des exemples concrets « Situations réelles et solutions », « Études de cas tirées de contextes similaires »	Compétences civiques et esprit critique « projets de participation civique »	Culture numérique et utilisation des médias « repérer les fausses informations », « Sécurité numérique », « Utilisation des réseaux sociaux pour la défense des droits »	Soutien émotionnel et bien-être « autorégulation émotionnelle », « techniques de gestion du stress », « compétences en matière de soutien par les pairs »	Engagement civique et valeurs européennes « participation citoyenne », « valeurs européennes et démocratie », « ateliers anti-discrimination »	Outils numériques et éducation aux médias « outils numériques pour le travail avec les jeunes », « utilisation des réseaux sociaux », « lutte contre la désinformation », « accessibilité numérique »	Formats flexibles et accessibles « modules courts et flexibles », « format hybride (en ligne + en présentiel) », « ressources téléchargeables »
Feedback, réflexion et empathie « méthodes de feedback constructif », « jeux d'empathie », « réflexion guidée après les activités »	Inclusion, diversité et valeurs de l'UE	Sessions interactives « jeux de rôle », « jeux d'équipe », « débats », « simulations », « apprentissage par la pratique »	Mentorat et apprentissage entre pairs « Mentorat individuel », « partage d'expérience entre praticiens », « apprendre du succès »	Inclusion et diversité « Travailler avec des jeunes en situation précaire », « communication interculturelle », « inclusion des jeunes handicapés »	Méthodes interactives et pratiques « discussions de groupe », « jeux de rôle », « théâtre forum », « débats », « ateliers pratiques »	Santé mentale et bien-être « santé mentale », « intelligence émotionnelle », « gestion du stress », « soutien par les pairs »
Conception et financement du projet « rédaction de propositions de projet », « planification budgétaire », « recherche de possibilités de financement »	Contenu actualisé et adapté aux jeunes « les questions qui intéressent les jeunes », « les solutions applicables dans des contextes réels », « les compétences pratiques pour aujourd'hui »	Animation Jeunesse	Mentorat et apprentissage entre pairs « mentorat entre pairs », « programmes de mentorat », « partage de témoignages de jeunes et de professionnels »	Conception et direction de projet « gestion de projet », « exercices de leadership »	Reconnaissance et certification « certification reconnue en Europe », « badges numériques pour les compétences », « reconnaissance de l'apprentissage informel »	
Stratégies pour l'engagement des jeunes « outils pour renforcer la participation », « adapter les messages aux différents groupes de jeunes », « motivation à long terme »	Bénévolat et action sociale « modèles d'engagement communautaire », « conception de campagnes menées par des jeunes », « renforcement de la responsabilité civique »		Réseautage et échange « échange avec des professionnels », « espaces de réseautage avec d'autres participants », « partage des meilleures pratiques »	Aucune préférence particulière « Je ne sais pas », « rien en particulier »	Théorie et études de cas « théorie et études de cas », « exemples concrets », « contextes européen et français »	
Équilibre entre théorie et pratique « partie théorique + pratique avec retour d'information », « exemples tirés de la pratique », « cours hybrides »	Compétences civiques et esprit critique « esprit critique », « connexions mondiales », « participation citoyenne », « valeurs de l'UE et démocratie »		Compétences numériques et médias « outils numériques », « compétences médias », « utilisation des médias sociaux dans le travail avec les jeunes »	Équilibre entre théorie et pratique « Brève introduction théorique suivie d'exercices pratiques », « mélange de théorie et d'application », « connaissances spécialisées »	Certification et reconnaissance « certificat d'achèvement », « formation reconnue »	Éducation civique et démocratie « éducation à la démocratie », « citoyenneté mondiale », « participation », « objectifs de développement durable »
Soutien émotionnel et bien-être « Santé mentale des jeunes », « gestion des émotions », « groupes de soutien par les pairs »	Inclusion et diversité « éducation inclusive », « travail avec les jeunes marginalisés »	Motivation	Compétences numériques « Gestion de la numérisation », « Réseaux sociaux et fausses informations », « Formation à l'éducation aux médias »	Méthodes pratiques et applicables « nouvelles méthodes concrètes pouvant être adaptées », « exemples pratiques », « outils à utiliser dans le travail avec les jeunes »		
Méthodes expérimentielles et interactives « pédagogie expérimentuelle », « ateliers interactifs », « jeux de rôle », « simulations d'élections »	Mentorat et leadership « mentorat », « leadership », « approches de coaching », « facilitation »		Échange et apprentissage entre pairs « Discussion et échange avec les autres participants », « opportunités de réseautage », « apprentissage auprès des collègues »			
Flexibilité et accessibilité « modules courts et efficaces », « options hybrides/en ligne + hors ligne », « gain de temps »	Conception et gestion de projets « gestion de projets », « collecte de fonds », « évaluation de projets »	Santé mentale et inclusion « santé psychologique », « inclusion », « égalité pour tous », « comment motiver les jeunes »	Compétences en matière de projets et d'organisation « gestion de projets », « possibilités de financement », « évaluation de projets », « techniques de modération »			

Annexe 2. LES DÉFIS AUXQUELS LES JEUNES SONT CONFRONTÉS

Manque de soutien et de mentorat « absence d'adultes impliqués », « manque de conseils », « manque d'espaces de soutien », « manque de centres pour les jeunes », « manque de ressources locales », « familles désengagées », « manque de perspectives professionnelles »	Manque de motivation et d'orientation « démotivation », « manque de sens », « absence de vision pour l'avenir », « apathie », « difficulté à rester motivé », « absence d'objectifs constructifs », « absence de modèles », « manque de soutien », « absence de résultats visibles »	Manque d'esprit critique « difficulté à distinguer la vérité du mensonge », « manque de questionnement », « manque de réflexion », « manque d'esprit critique », « ils ne posent pas de questions, ils se contentent de réagir », « facilement influençables par le flux numérique »	Pression des médias numériques et désinformation « dépendance aux réseaux sociaux », « désinformation », « manque de culture médiatique », « impact des médias numériques sur l'estime de soi »	Inégalités sociales et exclusion « inégalités économiques », « pauvreté », « marginalisation », « discrimination (racisme, sexismes, homophobie) », « exclusion sociale des minorités »
Incertitude et anxiété « incertitude économique », « incertitude sociale », « incertitude émotionnelle », « anxiété liée aux perspectives de carrière », « forte pression sociale », « insécurité », « manque de confiance », « concurrence », « désinformation »	Désengagement civique et désintérêt « passivité », « manque d'intérêt », « autosuffisance », « ils pensent que leur implication ne changerait rien », « apathie envers les valeurs communautaires », « apathie envers la vie civique »	Surcharge numérique et désinformation « dépendance aux réseaux sociaux », « distraction due aux écrans », « influence négative des contenus », « fausses informations », « pression liée à l'image », « obtention d'informations provenant de sources peu fiables », « incapacité à distinguer le vrai du faux »	Manque d'inclusion et de participation « manque d'inclusion », « faible participation civique », « manque de reconnaissance du travail des jeunes », « faible taux de bénévolat », « non écoutés par les politiques »	Santé mentale et bien-être « santé mentale », « faible estime de soi », « isolement », « anxiété et dépression », « manque de soutien psychologique »
Défis liés à l'emploi « inadéquation entre l'éducation et les besoins du marché du travail », « manque d'emplois pertinents », « bas salaires », « migration économique », « expérience toujours requise », « émigration comme solution », « fuite des cerveaux »		Santé mentale et bien-être émotionnel « stress », « anxiété », « dépression », « manque de soutien psychologique », « surcharge », « comparaison constante », « faible estime de soi », « difficultés à réguler ses émotions »		Extrémisme politique et méfiance « montée de l'extrême droite », « fascisme », « polarisation », « perte de confiance dans les institutions », « désengagement politique »
Déficits du système éducatif « programmes scolaires obsolètes », « déconnectés de la réalité », « manque d'enseignement pratique », « manque d'éducation civique », « manque d'éducation financière », « manque d'éducation émotionnelle », « analphabétisme fonctionnel »		Inégalités sociales et exclusion « disparités entre zones urbaines et rurales », « manque d'opportunités dans les communautés défavorisées », « différences de classe », « inégalités d'accès à l'éducation », « inégalités d'accès aux activités »	Déficits du système éducatif « Décrochage scolaire », « inadéquation avec le marché du travail », « éducation inadaptée », « manque d'éducation inclusive »	Obstacles à la recherche d'emploi et au logement « chômage des jeunes », « difficultés d'accès au logement », « manque d'intégration professionnelle », « emplois précaires »
Déficits éducatifs et structurels « Système éducatif défaillant », « manque de soutien de la part des écoles », « infrastructures vieillissantes », « inadéquation des compétences », « manque de reconnaissance des besoins des jeunes »	Crise climatique et anxiété environnementale « crise climatique », « destruction de l'environnement », « durabilité », « perte des fondements naturels de la vie »	Incertitude et anxiété face à l'avenir « craintes pour l'avenir », « sentiment d'impuissance », « manque d'espoir », « orientation dans un monde incertain », « crises multiples »	Inégalités sociales et exclusion « crise économique », « inégalités sociales chez les jeunes », « discrimination des minorités », « manque d'inclusion », « désavantage rural »	Obstacles à l'éducation et dans la recherche d'emploi « manque d'opportunités », « chômage des diplômés », « inégalités dans l'accès à l'éducation », « lacunes en matière de connaissances financières », « inadéquation entre l'enseignement et la pratique »
Inégalités sociales et pression économique « pauvreté », « pauvreté des jeunes », « difficultés économiques », « manque de logement », « soucis financiers », « chômage », « inégalités »	Extrémisme de droite et démocratie en risque « virage à droite », « populisme de droite », « extrémisme », « crise démocratique », « montée du racisme et du sexism », « manque de représentation des voix des jeunes »	Civique		Désengagement civique et désintérêt « faible engagement civique », « faible taux de bénévolat », « méconnaissance des valeurs de l'UE », « faible participation démocratique »
Santé mentale et pression des réseaux sociaux « tension psychologique », « conséquences de la pandémie du covid », « santé mentale », « pression des réseaux sociaux », « comparaison constante », « faibles compétences en communication »			Santé mentale et bien-être émotionnel « problèmes de santé mentale », « manque de soutien psychologique », « faible résilience », « effets post-COVID », « anxiété », « isolement », « obésité », « stress »	Incertitude et anxiété « avenir incertain », « manque de motivation », « faible confiance en soi », « manque de responsabilité », « incertitude quant aux choix »
			Surcharge numérique et désinformation « dépendance aux réseaux sociaux », « menaces numériques », « surcharge d'informations », « manque de culture médiatique », « IA », « fausses informations »	